



UNIVERSIDADE ESTADUAL DE
CAMPINAS
INSTITUTO DE ESTUDOS DA
LINGUAGEM



UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI GENOVA
DIPARTAMENTO DI LINGUE E CULTURE MODERNE

**MOUVEMENTS SOCIAUX ET SENS DE LA VILLE : LA
CIRCULATION DU DISCOURS URBAIN PAR LE
NUMÉRIQUE**

CAMPINAS, 2022.

GÉNOVA, 2022.

GUILHERME FERRAGUT

**MOUVEMENTS SOCIAUX ET SENS DE LA VILLE : LA
CIRCULATION DU DISCOURS URBAIN PAR LE
NUMÉRIQUE**

Thèse présentée à l'Institut du Langage (Unicamp) pour
l'obtention d'un doctorat en linguistique.

Thèse présentée au *Dipartimento di Lingua e Culture
Moderne* (UNIGE) dans la cadre de l'obtention du titre de docteur
in *Digital Humanities*.

Coordinatrice au Brésil : *Professeure* PhD Cristiane Pereira Cosa Dias

Coordinatrice en Italie : *Professoressa* PhD Rachele Raus

CAMPINAS, 2022.

GÉNOVA, 2022.

AGRADECIMENTOS

Je commence mes remerciements pour mon compagnon au cours des 11 dernières années. Merci Ro pour ta patience, ta compagnie et ton dévouement tout au long de ce voyage. Nous sommes arrivés à la fin.

Je remercie également les professeurs Cristiane Dias et Rachele Raus pour l'attention, l'engagement et les soins apportés pendant les années où nous avons travaillé ensemble. J'espère que le voyage a été aussi fructueux pour vous qu'il l'a été pour moi.

Aux professeurs qui ont composé le comité d'évaluation de cette thèse et qui ont accepté de participer à ma soutenance le 23 décembre.

Aux amis de la vie et des études Flora, André, Déborah, Inácio, Vinícius, Érick, Olívia, Guilherme, Mariana, Lucimara et Renata pour les nombreuses heures de conversation et de débat sur ce travail et tant d'autres choses qui nous font avancer.

A mes amis d'Italie Antonio, Mateo et Enzo pour l'accueil dans la période la plus difficile de ces années d'étude, quand le monde semblait sans retour, vous étiez indispensables.

À mes parents, Celso et Silvana, qui m'ont encouragé à étudier et m'ont toujours rappelé qu'en fin de compte, tout valait la peine.

A mes amis au travail Natalia, Kate et Lucas pour avoir réorganisé tous les emplois du temps afin qu'il soit possible de terminer la rédaction de cette thèse.

*Ando com minha cabeça já pelas tabelas
Claro que ninguém se toca com minha aflição
Quando vi todo mundo na rua de blusa amarela
Pensei que era ela puxando o cordão*
Chico Buarque de Holanda

RESUMO

Este trabalho usa como base a teoria da Análise de Discurso e busca entender os processos de significação da cidade e do sujeito cidadão em sua relação com o digital. Para atingir esse objetivo, analisamos as manifestações e as publicações nas redes sociais de dois movimentos brasileiros (Movimento Brasil Livre e Movimento Passe Livre) e dois movimentos franceses (Gilets Jaunes e Collectif Lyonnais pour la gratuité du transport em commun). Iniciamos pelas condições de produção em que surgem tais movimentos, tratando como acontecimento discursivo a crise econômica de 2008 e suas consequências nesses dois países. Mobilizamos as noções de acontecimento discursivo, real da história e contradição na tentativa de entender os rumos que essas manifestações tomaram no decorrer da década de 2010. Em seguida, analisamos as *chartes* publicadas pelos quatro movimentos como forma de entender que discursos são esses que atravessam esses documentos. Para essa empreitada, dividimos os movimentos em dois grupos de acordo com o espectro ideológico de cada um. O primeiro, à direita, composto pelo MBL e pelo movimento Gilets jaunes. O segundo, à esquerda, com o MPL e o CLTC. Também introduzimos e aprofundamos as explicações sobre o discurso urbano e a maneira como ele está presente nos documentos. Para entender como esses movimentos ocupam a cidade, trazemos a questão do digital, a circulação dos discursos nessa materialidade e introduzimos a noção de Formação Algorítmica. Essa noção nos ajuda a explicar como a circulação pelo digital afeta diretamente a forma como a cidade é ocupada e significada durante as manifestações. Também, articulamos essa noção a outras da Análise de Discurso como forma de entender as consequências do digital sobre os sujeitos e os discursos. Por fim, analisamos as imagens das manifestações, recolhidas na internet, para encontrar marcas discursivas do discurso urbano quando os quatro movimentos saem às ruas para se manifestar.

Palavras-chave: análise de discurso; discurso urbano; formação algorítmica; movimentos sociais.

RÉSUMÉ

Cet travail s'appuie sur la théorie de l'analyse du discours et cherche à comprendre les processus de signification de la ville et du sujet citoyen dans sa relation avec le numérique. Pour atteindre cet objectif, nous avons analysé les manifestations et les publications sur les réseaux sociaux de deux mouvements brésiliens (Movimento Brasil Livre et Movimento Passe Livre) et de deux mouvements français (Gilets Jaunes et Collectif Lyonnais pour la gratuité du transport en commun). Nous commençons par les conditions de production dans lesquelles de tels mouvements apparaissent, en traitant comme événement discursif la crise économique de 2008 et ses conséquences dans ces deux pays. Nous mobilisons les notions d'événement discursif, d'histoire réelle et de contradiction pour tenter de comprendre les orientations prises par ces manifestations au cours de la décennie 2010. Ensuite, nous avons analysé les tableaux publiés par les quatre mouvements afin de comprendre quels sont les discours qui traversent ces documents. Pour ce faire, nous avons divisé les mouvements en deux groupes en fonction du spectre idéologique de chacun. Le premier, à droite, composé du MBL et du mouvement des Gilets jaunes. La seconde, à gauche, avec le MPL et le CLTC. Nous introduisons et approfondissons également les explications sur le discours urbain et la manière dont il est présent dans les documents. Pour comprendre comment ces mouvements occupent la ville, nous amenons la question du numérique, de la circulation des discours dans cette matérialité et introduisons la notion de Formation Algorithmique. Cette notion nous permet d'expliquer comment la circulation par le numérique affecte directement la manière dont la ville est occupée et signifiée pendant les manifestations. De même, nous articulons cette notion à d'autres de l'analyse du discours comme moyen de comprendre les conséquences du numérique sur les sujets et les discours. Enfin, nous analysons les images des manifestations, collectées sur Internet, pour trouver les marques discursives du discours urbain lorsque les quatre mouvements descendent dans la rue pour manifester.

Mots clés : analyse du discours ; discours urbain ; formation algorithmique ; mouvements sociaux.

ABSTRACT

This paper is based on the theory of Discourse Analysis and seeks to understand the processes of signification of the city and the citizen subject in its relationship with the digital. To achieve this goal, we analyze the demonstrations and publications on social networks of two Brazilian movements (Movimento Brasil Livre and Movimento Passe Livre) and two French movements (Gilets Jaunes and Collectif Lyonnais pour la gratuité du transport en commun). We started with the conditions of production in which these movements emerged, treating as discursive event the 2008 economic crisis and its consequences in these two countries. We mobilize the notions of discursive event, real history and contradiction in an attempt to understand the directions that these demonstrations took during the 2010 decade. For this endeavor, we divided the movements into two groups according to their ideological spectrum. The first, on the right, composed of the MBL and the Gilets jaunes movement. The second, on the left, with the MPL and the CLTC. We also introduce and deepen the explanations about the urban discourse and how it is present in the documents. To understand how these movements occupy the city, we bring the issue of the digital, the circulation of discourses in this materiality and introduce the notion of Algorithmic Formation. This notion helps us explain how circulation through the digital directly affects the way the city is occupied and signified during the demonstrations. Also, we articulate this notion with others from Discourse Analysis as a way to understand the consequences of the digital on subjects and discourses. Finally, we analyze the images of the demonstrations, collected from the internet, to find but discursive marks of the urban discourse when the four movements take to the streets to demonstrate.

Keywords: discourse analysis; urban discourse; algorithmic formation; social movements.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	10
-------------------	----

CHAPITRE 1 - Conditions de Productions	17
1.1 La plus grande crise financière depuis 1929	21
1.2 La crise au Brésil	23
1.3 La crise en France	31
1.4 La gratuité des transports publics en France	35
CHAPITRE 2 - ANALYSE DES CHARTES DES GILETS JAUNES ET DU MOVIMENTO BRASIL LIVRE	39
2.1 Les revendications des Gilets jaunes : leur Charte officielle	39
2.1.1 Un discours auctorial.....	41
2.1.2 Un discours déclaratif.....	42
2.1.3 La présence de l’interdiscours : le discours législatif	43
2.1.4 La présence de l’interdiscours : le discours didactique	47
2.1.5 Relations codiscursives entre discours législatif et discours didactique dans la charte.....	49
2.1.6 La présence de l’interdiscours : le discours manifestaire.....	50
2.1.7 La présence de l’interdiscours : les discours austéritaires et la langue de coton.....	52
2.1.8 L’utilisation du « nous ».....	54
2.1.9 L’analyse de l’image de la publication.....	55
2.2 Les revendications du <i>Movimento Brasil Livre</i> : la charte <i>Nossas Pautas</i>	57
2.2.1 La présence de l’interdiscours : le discours législatif	60
2.2.2 La présence de l’interdiscours : le discours didactique	61
2.2.3 La présence de l’interdiscours : le discours manifestaire.....	62
2.2.4 Les discours austéritaires et la langue de coton dans la charte du MBL.....	63
2.2.5 L’utilisation du « nous » dans le discours du MBL	65
2.2.6 L’analyse de l’image de la publication du MBL	66
2.3 La comparaison des documents fondateurs des deux mouvements..	67
CHAPITRE 3 - ANALYSE DES CHARTES DU MOVIMENTO PASSE LIVRE ET DU COLLECTIF LYONNAIS POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN COMMUN	71
3.1 La publication du MPL : les objectifs du mouvement.....	71
3.1.1 Un discours auctorial ?.....	73

3.1.2 Le discours déclaratif	74
3.1.3 Le discours pamphlétaire.....	75
3.1.4 Le discours didactique.....	77
3.1.5 Relations codiscursives entre le discours pamphlétaire et le discours didactique dans la charte du MPL	78
3.1.6 Le discours manifestaire et l'utilisation du « nous ».....	79
3.1.7 Le discours austéritaire et la langue de coton.....	80
3.1.8 L'analyse de la mise en page de la charte du MPL.....	82
3.2 La publication du Collectif Lyonnais pour la gratuité des transports en commun	84
3.2.1 Un discours auctorial.....	85
3.2.2 Le discours déclaratif	86
3.2.3 Le discours pamphlétaire.....	87
3.2.4 Le discours didactique.....	87
3.2.5 Relations codiscursives entre le discours pamphlétaire et le discours didactique dans la charte du CLTC	88
3.2.6 L'utilisation du « nous ».....	89
3.2.7 Le discours austéritaire et la langue de coton.....	91
3.2.8 L'analyse de l'image de la publication du CLTC	92
3.3 La comparaison des publications des deux mouvements.....	92
CHAPITRE 4 - LE DISCOURS (DE L') URBAIN : UNE QUESTION DE CORPS ET DE <i>CORPUS</i>	96
4.1 Les caractéristiques du discours urbain.....	97
4.1.1 Le discours urbain dans la charte des Gilets Jaunes	99
4.1.2 Le discours urbain dans la charte du MBL.....	102
4.1.3 Le discours urbain dans la charte du MPL	106
4.1.4 Le discours urbain dans la charte du CLTC	108
4.1.5 L'ordre du discours urbain : une confrontation entre le symbolique et le politique.....	109
4.2 La matérialité numérique de la mobilité urbaine : une façon du discours urbain	112
4.2.1 Les mobilités dense et raréfiée.....	113
CHAPITRE 5 - LES FORMATIONS ALGORITHMIQUES	115
5.1 Algorithme ou formation algorithmique ?	116

5.2 Sujet, mémoire métallique et formation algorithmique	121
CHAPITRE 6 - POUR UNE ANALYSE DISCURSIVE DE L'AUTOMATISATION	130
6.1 Le numérique n'est pas neutre.....	130
6.2 Les analyses des protestations	134
6.2.1 Les manifestations des Gilets jaunes.....	134
6.2.2 Les manifestations du MBL.....	141
6.2.3 Les manifestations du MPL	148
6.2.4 Les manifestations du CLTC	154
UN GESTE DE CONCLUSION.....	159
BIBLIOGRAPHIE	163

INTRODUCTION

Les questions relatives à la ville et à ses processus de signification font l'objet de recherches dans l'analyse du discours (AD) depuis le début du développement de la théorie. Dans son dernier texte, en 1983, Pêcheux (2012) nous déstabilise par son analyse du cri qui a résonné en France après la victoire de François Mitterrand : on a gagné !

Ensuite, l'auteur demande " qui a gagné en vérité ? en réalité ? au-delà des apparences ? face à l'histoire ? " (idem : 22). Si aujourd'hui il n'est toujours pas possible d'affirmer avec certitude qui sont les vrais gagnants, en 1983 c'était impossible. Malgré cela, la procédure élaborée par le fondateur de l'AD nous permet, aujourd'hui, de mobiliser la théorie afin de comprendre quels sont les processus qui sont signifiés non seulement par le langage, mais par le discours qui signifie et est signifié par la ville.

Si, en 1981, les "gagnants" ont occupé la ville en criant "nous avons gagné" pour signifier cet espace et se signifier eux-mêmes, où ces nouveaux "gagnants" circulent-ils aujourd'hui et que crient-ils pour se signifier et être signifiés ?

Différent des conditions de production présentées au début des années 1980, le numérique occupe, pour les sujets contemporains, une place prépondérante. C'est par elle que s'opèrent les mobilisations sociales, les débats, les discussions et, surtout, la circulation. Lorsque nous parlons de circulation, nous pouvons penser à la fois aux discours et aux sujets qui circulent dans le réseau. C'est-à-dire, si dans la victoire de Mitterrand la circulation des discours était donnée par la télévision, les journaux imprimés, les radios et les stades de football, avec le numérique, nous avons une nouvelle matérialité à ajouter. Et cette matérialité, comme nous le démontrerons dans nos analyses, surdétermine tous ces autres médias. En effet, le numérique fonde, selon le matérialisme de la pensée, une nouvelle manière d'interpréter le monde.

Lorsque nous parlons de numérique, nous ne nous limitons pas à l'internet, aux ordinateurs et aux téléphones portables. Nous parlons d'une matérialité, pas de supports. Le numérique a une historicité et lorsque les discours traversent le numérique, ils ont un sens différent. Après tout, elle détermine la circulation, interfère dans la formulation et, ainsi, traverse la constitution des discours. En d'autres termes, la manière dont le discours se déroule après le numérique est très différente de celle qui était présentée avant.

Si les livres et les journaux imprimés ont besoin de bonnes couvertures pour attirer les sujets et atteindre la circulation, de nos jours, ceux qui doivent être attirés dans le numérique sont les algorithmes. Ce sont eux qui détermineront la portée d'une publication donnée sur les réseaux sociaux ou sur l'internet en général.

Toutefois, lorsque nous parlons d'algorithmes, nous ne pensons pas seulement aux lignes de code qui renvoient les données des sujets qui font usage du numérique. Nous nous intéressons ici à son historicité. Non pas l'algorithme en tant que processus mathématique, mais en tant que processus historico-social. Celui qui cherche dans cet ouvrage une explication détaillée des opérations mathématiques qui font que certains contenus circulent d'une certaine manière et pas d'une autre sur Twitter ou Facebook, ne cherche pas au bon endroit. Ce qui nous anime dans ce travail, ce sont les effets de sens que cette circulation a sur les discours. Même parce que, nous pensons qu'une entreprise avec un tel objectif est de l'ordre de l'impossible.

Pour les besoins de l'Analyse du Discours, la théorie à laquelle nous sommes affiliés, comprendre les principes sur lesquels se développe le numérique tel que nous le connaissons aujourd'hui est beaucoup plus productif. Ne regarder que les codes nous conduirait à des questions purement techniques impliquant des algorithmes. En examinant son historicité, il est possible de repositionner les sujets dans ce processus et de défaire le sens commun selon lequel tout ce qui implique la technologie est exempt, non idéologique et réalisé uniquement par des machines sans aucune interférence des sujets.

C'est dans ce but que nous reprenons et avançons dans la description de la notion de formation algorithmique. Bien qu'il s'agisse d'un concept sur lequel nous avons travaillé depuis la maîtrise, la façon dont nous comprenons aujourd'hui la théorie de l'AD et le fonctionnement du numérique nous a fait poser de nouvelles questions sur les FAs, ce qui l'a fait beaucoup évoluer. Si auparavant nous l'avons considéré comme un déploiement des formations discursives, maintenant les relations établies sont avec les formations imaginaires, le mécanisme d'anticipation et l'idée de référent apportés par Pêcheux dans AAD-69.

Ce changement implique que nous repensions non seulement l'idée de la formation de l'imaginaire, mais aussi les rapports de classe qui s'établissent à

partir de celle-ci. En d'autres termes, penser les formations algorithmiques comme un croisement entre le numérique et les formations imaginaires nous oblige à repenser l'objet imaginaire, le point de vue du sujet, qui est créé à partir de lui. Cela implique un changement dans l'affiliation aux formations discursives et, par conséquent, aux formations idéologiques et à l'idéologie elle-même.

Nous ne voulons pas dire par là que les discussions apportées dans cette thèse sur les formations algorithmiques sont complètes et s'arrêtent ici. Au contraire. Il s'agit d'une première étape théorique pour comprendre les effets de la relation entre les sujets et le numérique. Notre thèse s'inscrit dans une tradition déjà consolidée de discussions sur le sujet au sein de l'Analyse du Discours qui trouve en Cristiane Dias une de ses représentantes les plus pertinentes.

De ce fait, nous pensons que ce travail peut contribuer à faire avancer la compréhension du numérique, de ses déploiements sur le sujet et des processus discursifs. Sans clore la discussion, mais en apportant de nouveaux éléments et points de vue sur certains aspects de la théorie et de la conception du numérique. C'est évidemment notre attente, mais pour qu'elle se réalise, il est nécessaire que notre travail dans les pages qui suivent soit bien fondé et corresponde à la rigueur théorique qu'exige l'Analyse du Discours.

De cette manière, nous pouvons dire que la grande question qui anime ce travail est la suivante : comment les médias numériques traversent-ils les processus de signification des sujets urbains et des villes ? Et, afin de répondre à cette question, nous avons composé notre corpus d'analyse avec les publications de quatre mouvements sociaux, deux français et deux brésiliens, et les images de leurs manifestations qui ont circulé sur le numérique. Les deux mouvements français sont les Gilets jaunes (GJ) et le Collectif Lyonnais pour la gratuité des transports en commun (CLTC), et les mouvements brésiliens sont le Movimento Passe Livre (MPL) et le Movimento Brasil Livre (MBL).

Dans toutes les coupures, les textes analysés ont été trouvés sur les réseaux sociaux de ces mouvements et, comme nous le verrons, il s'agissait de documents sous forme de posts, où étaient placés les principaux objectifs, les justifications et la forme d'organisation de chacun. Les images, à leur tour, ont été tirées d'une recherche effectuée sur Google Images (GJ, MPL et MBL), où nous avons ajouté au nom de chaque mouvement la date à laquelle a eu lieu la manifestation avec le plus grand nombre de participants. Dans le cas du CLTC,

comme il n'y avait pas de manifestation menée par le groupe, nous avons opté pour une photographie que le collectif a réalisée lors des manifestations contre la réforme française de l'aide sociale en 2019.

Étant donné l'unité imaginaire du corpus, le défi suivant a été de penser comment diviser les étapes d'analyse et de théorie qui seraient capables de répondre, de manière satisfaisante, à la question centrale qui nous anime dans cette thèse et, en même temps, de remplir les exigences académiques que la cotutelle nous a imposées. Par conséquent, notre travail comportera six chapitres et une conclusion.

Nous consacrerons le premier chapitre aux conditions de production pertinentes pour l'émergence et la consolidation des mouvements analysés. Nous commencerons par une discussion sur la façon dont l'Analyse du Discours définit les conditions de production et quelles sont les raisons qui en font un élément essentiel pour qu'il soit possible de comprendre les effets de sens qui sont établis. Comme nous l'enseigne Pêcheux (2014), ces sont les conditions de production qui définissent l'ensemble des discours possibles. C'est-à-dire qu'en ne prenant pas en compte les conditions de production, nous nous enfermons dans la séquence linguistique, comme s'il suffisait de comprendre les processus discursifs.

Toujours dans ce chapitre, nous aborderons la notion d'historicité et la non-chronologie des événements. Puisque les processus de signification ne sont pas liés au temps chronologique, ce serait une erreur de vouloir trouver dans la chronologie la réponse aux conditions de production, puisqu'un nouvel événement discursif peut changer les interprétations de ce que nous avons vécu dans le passé. Nous examinerons également la distinction entre fait et données, réel et réalité, deux éléments importants pour soutenir l'affirmation selon laquelle le sens n'est pas fermé dans le langage.

Nous ferons ensuite intervenir la crise économique de 2008, et les instabilités politiques, sociales et financières qu'elle a entraînée, pour donner de nouvelles significations aux manifestations qui avaient eu lieu tant au Brésil qu'en France entre 2013 et 2019. Pour nous, c'est l'événement discursif de la crise économique de 2008 qui peut nous aider à mieux expliquer à la fois l'élan de changement et l'émergence d'une nouvelle extrême-droite. Cet événement, la crise, actualise le souvenir du krach boursier de 1929 et des événements qui ont

porté l'extrême droite au pouvoir dans les années 1930. Cela ne signifie toutefois pas qu'il existe un parallèle identique entre les faits. Mais écarter cette analogie revient à renoncer à la solide analyse déjà faite sur le sujet et ses conséquences.

En entrant dans les conditions de production des mouvements brésiliens qui seront analysés, nous nous rendons compte que l'extrême droite du pays, financée par le capital étranger, a vu dans les actes de 2013 une possibilité de mobiliser les sujets par voie numérique et de retirer du pouvoir le gouvernement de centre-gauche, démocratiquement élu en 2016, par un coup d'État mené par le parlement. En conséquence, nous avons eu l'élection d'un gouvernement autoritaire, avec des menaces constantes d'un autre coup d'État, militaire cette fois, et le démantèlement de politiques publiques qui, bien qu'insuffisantes pour la réalité brésilienne, commençaient à changer d'importants marqueurs sociaux.

Lorsque nous nous sommes tournés vers le cas français, nous avons montré que les effets de la crise de 2008 ont également frappé durement la population avec le chômage et l'insuffisance des aides publiques. Ce scénario a amené encore plus de personnes dans les périphéries et a mis en péril le système de transport public. C'est pourquoi, en proposant une augmentation des prix du carburant pour financer la transition vers des sources d'énergie plus propres, l'État français a fini par alimenter le mécontentement populaire et, une fois de plus, l'extrême droite était prête à prendre la tête des manifestations. C'est pourquoi la gratuité des transports, le programme unique du CLTC, peut être considérée comme une réelle possibilité d'atteindre les deux problèmes : la mobilité urbaine et l'environnement.

Après cet aperçu historique, dans le deuxième chapitre nous analysons la "Charte Officielle des Gilets jaunes - 25 propositions pour sortir de la crise" des Gilets jaunes et "Nossa Pauta" de la MBL. La raison pour laquelle nous avons choisi de faire la comparaison entre ces deux mouvements est due au spectre politique qu'ils occupent, à droite. Ainsi, il a été possible d'analyser que, bien qu'élaborés différemment, il est possible de trouver des éléments des mêmes genres discursifs dans les deux tableaux. Le même processus a été effectué dans le troisième chapitre avec les publications du MPL et du Collectif Lyonnais.

Nous avons donc cherché des marques dans les publications qui permettraient d'identifier ce que seraient ces genres discursifs. Dans l'étape suivante, nous avons discuté des caractéristiques de ces genres que l'on retrouve

dans les documents analysés et de la manière dont ils peuvent être identifiés. Grâce à ce geste analytique, nous avons constaté que, par exemple, le discours législatif traversait les publications des quatre mouvements sociaux. Cela implique de leur donner un air d'officialité et la nécessité de suivre ce qui est indiqué dans les chartes.

Pour le quatrième chapitre, nous présentons les éléments nécessaires à l'approfondissement de notre discussion sur le discours urbain. Les questions de quantité et d'espace commun, si imprégnées dans le discours urbain, sont mobilisées afin de comprendre comment chacun des quatre mouvements sociaux signifie la ville et est signifié par elle. C'est à travers le discours urbain que nous réfléchissons à la manière dont une partie des mouvements s'engage à inclure des sujets, à travailler à une restructuration de l'ordre de la ville, et une autre descend dans la rue pour tenter d'enrayer les changements minimes, bien que significatifs, qui ont eu lieu ces dernières années.

Pour ces analyses, réalisées à partir des mêmes chartes que ceux utilisés précédemment, nous avons sélectionné les coupures qui apportaient des marques importantes pouvant être liées au discours en question. Ainsi, en réfléchissant à la circulation de ces discours à travers le numérique, nous avons préparé le terrain pour la proposition la plus intéressante qui imprègne notre travail : comprendre comment la circulation à travers le numérique croise la façon dont ces mouvements occupent la ville pendant les manifestations.

Dans le prolongement des réflexions sur le numérique proposées dans le chapitre précédent, le cinquième chapitre traite spécifiquement de la matérialité du numérique et de la manière dont la circulation est une entrée très productive pour penser aux questions qui animent notre travail. C'est à ce stade que nous redéfinissons et approfondissons la notion de formation algorithmique, qui accompagne nos recherches depuis le master.

A la différence de ce que nous avons fait dans d'autres travaux sur le thème, nous trouvons ici un espace pour donner une conséquence à la notion de formation algorithmique, en montrant ses relations avec d'autres concepts de l'Analyse du Discours, tels que les formations discursives, les formations imaginaires, l'interdiscours, le sujet et la mémoire métallique. De plus, nous avons pu démontrer comment le numérique est placé au centre du processus

discursif, modifiant la manière dont nous formulons et l'inscription des discours dans l'interdiscours.

Enfin, dans le sixième chapitre, nous analyserons les images des manifestations que Google Images affiche lorsque nous recherchons le nom du mouvement et la date de sa plus grande mobilisation. Cependant, la procédure change lorsqu'on parle de la CLTC, puisqu'elle n'a appelé à aucune manifestation majeure et n'a participé qu'à d'autres manifestations dont elle soutient les causes. Pourtant, nous pensons avoir pu donner une unité au corpus que nous avons produit, en parvenant à effectuer l'analyse et à mobiliser la notion de formation algorithmique au cours de ce parcours théorique comme un moyen de mettre en évidence la relation entre sujet et numérique.

Par conséquent, lorsque nous arrivons à la conclusion, nous refaisons ce même parcours en récapitulant que le chemin que nous avons développé coud la théorie et que nous croyons pouvoir éclairer des points très importants lorsqu'on traite de la matérialité numérique et de la circulation des discours. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une discussion définitive sur les thèmes abordés ici, nous pensons qu'elle peut contribuer à de nouveaux points de vue sur l'opération discursive et sa relation avec les machines.

CHAPITRE 1

CONDITIONS DE PRODUCTIONS

Pour l'analyse du discours, pour comprendre le processus de production du discours, il est nécessaire que nous comprenions également les conditions de production dans lesquelles il a eu lieu. En effet, comme le dit Pêcheux,

(...) il est impossible d'analyser un discours comme un texte, c'est-à-dire comme une séquence linguistique fermée sur elle-même, mais il est nécessaire de le référer à l'ensemble des discours possibles à partir d'un état défini des conditions de production (...) (2014 : 78)

Dans la suite, l'auteur explique qu'en suivant le schéma de communication de Jakobson, on arrive à deux conclusions intéressantes pour une théorie du discours qui ne considère pas le processus de signification comme un effet exclusif du langage. La première est que l'adresseur et le destinataire ne correspondent pas uniquement à des sujets. Mais, oui, à des places déterminées dans la structure de la formation sociale. Nous pouvons citer à titre d'exemple les positions professeur-élève ou employé-patron.

C'est-à-dire qu'avec cela, il est possible de déplacer l'idée que ce que le sujet dit et interprète n'est pas seulement lié à sa perception individuelle. En effet, lorsque nous pensons à la formation sociale telle qu'expliquée par Althusser (2008), nous percevons que le mode de production/reproduction du capital traverse les autres relations qui s'établissent. Ainsi, il y a certaines positions que les sujets occupent et qui vont déterminer ce qui peut et doit être dit. Cela change en fonction de la formation sociale.

La deuxième conséquence que Pêcheux tire de cette affirmation est que dans les processus discursifs, il y a une série de formations imaginaires qui s'établissent entre l'adresseur et les destinataires d'un discours. C'est par le mécanisme de l'anticipation qu'il est possible pour l'allocutaire de se faire une image de sa propre place et de la place de l'autre au cours du processus discursif. A ces images, nous donnons le nom de formations imaginaires.

Pour Pêcheux (2014 : 85), ces formations, ou représentations imaginaires, résultent de processus discursifs antérieurs. C'est-à-dire dans d'autres conditions de production. Ces formations antérieures donnent lieu à de nouvelles positions prises par le sujet au moment de l'énonciation. En outre, l'auteur affirme que ce qui a déjà été dit et entendu dans le processus discursif en question constitue également ce qu'il appelle "la substance des formations imaginaires énoncées".

Ainsi, à partir de cette première discussion présentée, nous pouvons placer qu'il y a deux instances qui doivent être analysées pour comprendre le

processus discursif. La première concerne les processus discursifs précédents. La seconde, à son tour, concerne le moment de l'énonciation.

Orlandi (1999), en parlant des conditions de production, affirme qu'elles sont divisées entre les sujets, la situation et la mémoire. Ainsi, nous avons les conditions de production au sens strict, c'est-à-dire le contexte immédiat, et les conditions de production au sens large. Dans cette seconde, se trouvent le contexte socio-historique et idéologique.

Pour illustrer le sens strict, nous pouvons penser au moment de l'énonciation : où cela s'est passé, qui était là, qui a lu ou entendu ce qui a été dit, etc. Au sens large, il faut penser aux éléments qui découlent de notre forme de société : les institutions, la manière dont elles ont été consolidées, les rapports de force qui s'affrontent, la production d'événements historiques, etc.

La mémoire étant l'une des caractéristiques des conditions de production au sens large, l'auteur affirme qu'elle doit être pensée comme un interdiscours. Ainsi, elle définit l'interdiscours comme

ce qui parle avant, dans un autre lieu, indépendamment. C'est ce que nous appelons la mémoire discursive : le savoir discursif qui rend possible chaque dire et qui revient sous la forme du préconstruit, du déjà dit qui est à la base du disable, soutenant chaque prise de parole.
(Orlandi, 1999 : 31)

De cette façon, nous pouvons comprendre que, pour comprendre les processus discursifs qui sont en jeu dans les analyses qui seront faites dans ce travail, il faut à la fois comprendre les conditions de production qui se rapportent au moment de l'élaboration des posts qui seront analysés ainsi que celles qui ont trait à l'historicité des événements que nous présenterons plus loin.

Pour nous, l'historicité se distingue de l'histoire car, comme l'affirme Orlandi (2008), elle est composée d'une intrigue discursive qui établit les sens. Nunes (2005 : 1), à son tour, ajoute que "travailler l'historicité implique d'observer les processus de constitution des sens et de déconstruire ainsi les illusions de clarté et de certitude". En ce sens, il convient de dire que, pour l'Analyse du Discours, telle que nous la comprenons, il ne s'agit pas d'une reprise chronologique des événements, mais d'une reprise des processus de signification.

C'est pourquoi, à ce point de la thèse, nous ferons une trajectoire historique qui nous permettra de comprendre comment il est possible pour chacun des mouvements analysés ici de dire ce qu'ils disent et de se positionner, et d'être positionnés, de cette manière. Pour ce faire, nous partirons des faits qui revendiquent des significations.

A ce stade, il est nécessaire de faire une distinction entre les faits et les données comme nous l'enseigne Orlandi (2012). Pour l'auteur, la notion de données renvoie aux naturalistes du XIXe siècle, produisant une impression de stabilité univoque et univoque. Le fait (linguistique), en revanche, permet de comprendre comment s'est déroulé le processus de production de la langue, sans se contenter de regarder son produit.

Cette conception découle du fait que l'analyse du discours comprendra le langage comme un processus socio-historique, dans lequel le sujet et le sens font partie de ce processus. En plaçant le sujet et le sens comme partie et non comme simple résultat du processus, on comprend que tous deux sont modifiés et se modifient dans cette relation. Par conséquent, lorsque nous disons que nous allons partir de faits qui revendiquent des significations, nous affirmons que nous allons examiner le processus dans lequel s'insèrent les mouvements que nous analyserons dans les chapitres suivants. Non pas dans un ordre chronologique, mais en tant que partie constitutive et constituante, en tant qu'historicité.

Une telle approche théorique implique des déploiements sur la notion d'interprétation dans l'analyse du discours. C'est-à-dire que pour les faits, contrairement aux données, il n'y a pas d'exemption de la part du chercheur, puisqu'il est aussi un sujet faisant partie du processus. Ce que nous avons, en revanche, c'est un dispositif théorique qui peut être mobilisé pour comprendre de tels processus de signification, mais sans la distance que d'autres disciplines croient avoir. Ou, comme le dit Orlandi (2012)

En effet, pour l'analyse du discours, il n'y a pas de données en tant que telles, puisqu'elles résultent déjà d'une construction, d'un geste théorique. C'est là qu'intervient la question de l'interprétation, qui rend cette discussion plus intéressante. La question de l'interprétation, à son tour, conduit à la question du réel et de l'extériorité. (Orlandi, 2012 : 38)

Ainsi, nous proposons de nous intéresser à l'extériorité du langage, travaillé dans l'interdiscours, où quelque chose parle toujours avant, dans un autre lieu et de manière indépendante (Pêcheux, 2014a). Ainsi, on peut affirmer que chaque sujet peut accéder à sa "réalité" fournie par l'interdiscours, qui à son tour relève du domaine du complexe des formations idéologiques.

Voici, enfin, la distinction entre la réalité et le réel. Alors que la réalité est le résultat de cette traversée des sujets par l'interdiscours, le réel est " fonction des déterminations historiques qui constituent les conditions matérielles de la production " (Ibidem : 39). Et ce sont ces déterminations historiques des conditions de production que nous aborderons dans les prochaines pages de ce chapitre.

Ainsi, nous commencerons par la crise financière de 2008, ses effets tant en France qu'au Brésil, et l'émergence et le déploiement de chacun des mouvements sociaux dont les publications seront analysées.

1.1 La plus grande crise financière depuis 1929

Comme Marx l'avait déjà avancé dans *Le Capital* (1988), le mode de production capitaliste est le générateur de ses crises, même si elles peuvent être déguisées comme ayant une autre origine. Ou, comme l'explique Rutkoski (2004 : 11)

les crises périodiques sont la manière violente dont apparaissent les contradictions et les limites inhérentes au développement du mode de production capitaliste. (...) En dernière instance, la crise n'est pas causée par la sous-consommation, par l'expansion incontrôlée du système de crédit, par la disproportion entre les secteurs de production des moyens de production et des biens de consommation, ou même par la baisse en soi du taux moyen de profit, mais, c'est une crise causée par la contradiction inhérente au capitalisme entre l'impulsion incessante vers l'expansion de la capacité de production par l'union croissante des hommes dans le processus de travail et la limitation imposée à ce développement des forces productives par la nécessité de la valorisation du capital.

Avec cela, nous pouvons dire que la "crise de surproduction" de 1929, en vérité, n'était qu'une autre conséquence inévitable du mode de production

capitaliste. C'était le résultat de la recherche incessante de profits toujours plus élevés.

Pour éviter que des crises de ce type ne se reproduisent, les États du monde entier ont créé des formes de régulation du marché financier. N'oubliez pas que cela ne nous sert que de mesure palliative pour combattre les contradictions du système capitaliste. Cependant, au début des années 2000, ce marché a subi une forte déréglementation, qui a conduit à une crise mondiale des capitaux en 2008.

A ce stade, nous allons apporter la notion d'événement discursif à la discussion que nous établissons ici. En effet, selon Pêcheux (2012), l'événement discursif se situe au point exact où un souvenir et une actualité se rencontrent. Et il déroule cela de la manière suivante :

(...) la mémoire tend à absorber l'événement, comme une série mathématique se prolonge en conjecturant le terme suivant en vue du début de la série, mais l'événement discursif, provoquant l'interruption, peut défaire cette "régularisation" et produire rétrospectivement une autre série sous la première, démasquer l'événement d'une nouvelle série qui n'a pas été construite comme telle et qui est donc le produit de l'événement ; l'événement, dans ce cas, déplace et dérégule les implicites associés au système de régularisation antérieur. (Pêcheux, 2015 : 46)

Avec cela, nous pouvons comprendre que, selon l'auteur, cette rencontre entre mémoire et actualité qui définit l'événement discursif déstabilise la régularisation de la mémoire et, face à cela, crée une nouvelle série. Puisqu'il resignifie la série qui stabilise la mémoire, nous pouvons dire qu'un événement discursif modifie à la fois ce qui précède et ce qui suit. Cela peut s'expliquer par le fait que les significations ne peuvent être modifiées vers l'avant, chronologiquement, que si elles sont également modifiées dans le passé.

C'est-à-dire qu'un événement discursif, comme la crise financière de 2008, reprend, modifie et inaugure une nouvelle série sur la mémoire d'une autre grande crise financière comme celle de 1929. Ainsi, nous ne donnons pas seulement des significations aux faits discursifs de 2008, mais nous réinterprétons ce qui s'est passé des décennies auparavant. Ainsi, nous avons la

possibilité d'expliquer pourquoi la chronologie des faits n'intéresse pas l'Analyse du discours, mais plutôt l'historicité des faits. Après tout, si les faits futurs modifient le passé, remonter à l'origine d'un certain déroulement historique ne garantit pas une réponse satisfaisante sur le processus de production des sens.

Dans cette optique, nous devons établir un cadre temporel qui puisse rendre compte de ce que nous nous proposons d'analyser. Ainsi, nous nous concentrerons sur le déroulement des faits uniquement au Brésil et en France.

1.2 La crise au Brésil

Comme l'explique le Tribunal de Contas da União (TCU), le gouvernement brésilien de l'époque, dirigé par le président Lula, a choisi d'augmenter les investissements, de mettre davantage de crédits à la disposition des personnes et des entreprises et de réduire les impôts. Ainsi, en moins d'un an, le PIB du pays montrait déjà des signes de reprise.

Mais, bien que la crise économique semblait avoir été résolue, il y avait une crise politique qui allait se répercuter plus fortement à la fin de cette décennie. En effet, même si les stimuli œuvraient pour atténuer l'augmentation de l'extrême pauvreté dans le pays, une grande partie des emplois créés correspondaient à ce que Ruy Braga (2015) appelle le " précarariat ". Les travailleurs qui, bien que formellement embauchés, recevaient de faibles salaires dans des emplois qui ne nécessitaient pas beaucoup de qualifications ou d'études. Pour l'auteur, ce sont ces personnes¹ qui ont occupé les rues pendant ce qui a été appelé les "Journées de juin".

En d'autres termes, un scénario avait été dessiné au Brésil où il était possible de ressentir au quotidien les contradictions que le capitalisme apporte avec lui. En d'autres termes, bien qu'il y ait un emploi, le salaire versé n'est pas suffisant pour vivre et les services offerts par l'État ne peuvent pas couvrir tous les besoins. Braga a réussi à résumer ce scénario de manière très concise :

¹ Pour justifier son affirmation, Braga apporte les recherches menées par le cabinet Plus Marketing lors de la marche qui a eu lieu le 20 juin 2013. Selon les données, " 70,4 % des manifestants étaient employés, 34,3 % gagnaient jusqu'à un salaire minimum et 30,3 % gagnaient entre deux et trois salaires minimums " (2015, p.82).

L'augmentation des dépenses sociales ne permet guère de répondre aux besoins de ces secteurs. Une enquête nationale menée par Ibope lors des manifestations de juin 2013 a montré que les problèmes les plus cités par les manifestants étaient la santé (78%), la sécurité publique (55%) et l'éducation (52%). En outre, 77 % des personnes interrogées ont mentionné l'amélioration des transports publics comme la principale raison des protestations. (Braga, 2015 : 82).

Ainsi, nous pouvons dire que le prolétariat précaire a occupé les rues à la fois pour réclamer son droit aux services garantis par la Constitution et pour étendre son droit à la ville. En effet, la possibilité de se déplacer dans les centres urbains brésiliens est un élément essentiel de l'accès à l'éducation, à la santé, etc.

En 2013, lorsque les démonstrations ont eu lieu, le groupe qui représentait le mieux ces besoins était le Movimento Passe Livre² (MPL). Fort d'une expérience de près de dix ans dans la lutte pour la gratuité des transports publics, le MPL a réalisé un important travail de formation politique auprès des élèves du secondaire. Cela a renforcé leurs rangs lors des actes qu'ils n'ont cessé de promouvoir dans plusieurs capitales du Brésil.

Une autre caractéristique importante du mouvement est le fait qu'il est essentiellement formé par des jeunes, ce qui augmente son pouvoir d'articulation dans les réseaux sociaux avec une bonne maîtrise de ces technologies. Cependant, il est important de souligner que le fait que ces jeunes comprennent et se mobilisent grâce au numérique n'est pas le facteur décisif pour expliquer la circulation des appels à manifestation. En effet, selon la perspective théorique que nous avons adoptée, la question du numérique ne se pose pas à un niveau individuel, mais se produit comme un effet sur l'ensemble de la société. Pour donner un exemple direct, il serait inutile que les membres du MPL soient efficaces dans les mobilisations par le biais du numérique si une partie expressive de la société brésilienne n'était pas également traversée par le numérique de manière à comprendre ce qui était proposé et comment accéder à ce type de publication. En ce sens, l'individualisation de la question numérique nous semble réduire la compréhension de l'historicité précédemment soulignée.

² Comme l'indique sa page Facebook, le MPL a été baptisé lors de la plénière nationale pour le Passe Livre, en janvier 2005, à Porto Alegre. Mais avant cela, il y a six ans, il y avait déjà la Campanha pelo Passe Livre à Florianópolis. Les faits historiques importants dans l'origine et l'action du MPL sont la révolte de Buzu (Salvador, 2003) et les révoltes de Ratchet (Florianópolis, 2004 et 2005). (PASSE LIVRE SÃO PAULO, 2011)

D'autre part, méconnaître cette capacité des militants de ce mouvement, c'est aussi renoncer à comprendre les conditions spécifiques de production des manifestations de 2013.

En outre, lorsque nous examinons les programmes qui ont fait descendre dans la rue d'autres Brésiliens non organisés dans le mouvement social, nous nous rendons compte que le MPL a réussi à les aborder largement parmi ses objectifs. En effet, comme l'indique Kern (2015), plus que de défendre le droit d'aller et venir, essentiel dans les États démocratiques, le Movimento Passe Livre affirme que le tarif zéro est le seul moyen de garantir l'exercice des autres droits fondamentaux.

En d'autres termes, en l'absence de transports publics gratuits, ceux qui ne peuvent pas se permettre de payer les tarifs sont souvent empêchés d'accéder à la santé, à l'éducation et même au travail. Dans ce sens, le droit d'aller et venir est pris comme un *droit fondamental*, car il constitue une base pour l'exercice d'autres droits. (Kern, 2015 : 85)

Avant de passer à la description du déroulement des manifestations de juin 2013, et de leur enchaînement jusqu'en 2016, il est important de revenir sur ce qui a été dit jusqu'à présent. Notre parcours a cherché à mettre en évidence comment la crise de 2008, bien qu'elle soit un élément constitutif du fonctionnement du capitalisme, a eu un impact décisif sur les événements qui ont conduit le Brésil aux manifestations de juin 2013.

À cette fin, il est important de se rappeler que l'instabilité financière de la période a entraîné une série d'instabilités politiques. Comme le souligne Castells (2017), plusieurs pays dans le monde ont vu leurs populations descendre dans la rue pour manifester pour plus de liberté et de meilleures conditions de vie. Parmi eux, la Tunisie, les États-Unis, l'Espagne et l'Égypte. Le point commun de tous ces événements est l'utilisation des réseaux sociaux pour marquer les dates et les lieux des manifestations³, ainsi que la diffusion des idéaux et des objectifs des mouvements.

³ Ainsi, nous renforçons notre affirmation selon laquelle il ne s'agit pas seulement d'une question individuelle. Ce que nous avons dans ce cas est une question socio-historique. Il ne

Dans le cas du Brésil, ce n'était pas différent. Les réseaux sociaux ont été largement utilisés pour faire circuler toutes sortes de discours émanant des mouvements sociaux les plus divers et, en particulier, de MPL. C'est par le biais des réseaux sociaux que le précaire, dont parle Ruy Braga, s'est organisé et est descendu dans les rues d'innombrables villes du Brésil. Ces sujets, à leur tour, avaient fait l'expérience des limites que les contradictions du système capitaliste imposent à ceux qu'il utilise comme main-d'œuvre. C'est-à-dire les promesses que l'accès à la consommation entraîne et que, en vérité, le capitalisme ne sera jamais en mesure de tenir.

Cela dit, il convient de passer à la façon dont les événements de juin 2013 se sont déroulés. Comme nous l'indique Kern (2015), les manifestations ont commencé après l'instauration de l'augmentation de 0,20 R\$ du tarif des transports publics dans la ville de São Paulo. Le 6 juin de cette année-là, la première protestation a été organisée pour que la valeur soit réduite. Deux mille personnes y ont assisté. Lors du dernier acte auquel la MPL a participé, le 20 juin, un jour après la révocation de l'augmentation des tarifs, plus de cent mille personnes étaient présentes (G1, 2018).

Entre la première et la dernière manifestation, cependant, il y a un événement qui a changé la façon dont les manifestations ont été médiatisées au début et ont commencé à l'être à partir de maintenant. Nous nous souvenons que, dès le début des manifestations, la répression policière était présente. Avec les médias les plus importants du pays qui soutiennent et justifient cette violence.

Cette perspective change lorsque, le 13 juin, la police militaire de l'État de São Paulo tire des balles en caoutchouc sur les journalistes qui couvrent les manifestations. L'un des tirs a fini par toucher et aveugler un journaliste. Après cela, l'opinion des médias sur les manifestations a changé. Si, au début, les éditoriaux étaient écrits pour critiquer la violence des manifestants, maintenant la violence critiquée était celle de la police.

Comme nous le dit Kern (2015) :

En somme, au vu du discours de (et sur) les manifestations initiées par le MPL, nous considérons que le 13 juin 2013 peut être compris comme un *événement*, au sens que Pêcheux (1983, p. 17) donne à ce mot, c'est-à-dire comme le " point de rencontre entre une actualité

s'agit donc pas seulement d'avoir, ou non, une proximité avec la technologie. Mais, oui, d'être inscrit dans une société constituée par cette technologie.

et une mémoire ". Dans ce cas, le *actuel* de la répression policière contre les manifestants était affiliée à une organisation *mémoire* de la dictature militaire, affectant ainsi la manière dont les protestations étaient signifiées par les manifestants eux-mêmes dans leur hétérogénéité .(83)

En d'autres termes, nous avons assisté, lors des manifestations, à une réédition de la répression subie par les médias brésiliens pendant la dictature militaire. Ainsi, toujours selon l'analyse de Kern (*idem*), on assiste à un changement de posture des journaux, qui commencent à diviser les manifestants entre les "bons manifestants" - ordonnés et démocratiques - et les "vandales" - qui déprennent les biens publics et privés. Ainsi, il a été établi ce que devrait être le "bon type" de manifestant et de manifestation. Ce qui se répercutera plus tard sur la manière dont un autre groupe, le Movimento Brasil Livre, structurera ses manifestations.

Cette posture des journaux dans la défense du droit des sujets à occuper les rues pour demander la réduction du tarif des transports publics, a transformé " l'événement de la vague de protestations en un grand spectacle médiatique " (Kern, 2015 : 84). Avec cela, de nouveaux agendas ont rapidement commencé à émerger au sein de la population. Ainsi, le 21 juin, sans la participation de MPL, un nouvel acte est appelé et l'ordre du jour de l'augmentation des tarifs, qui avait déjà été révoqué, cède la place à un nouveau thème : la corruption.

A partir de ce moment, toute manifestation partisane de la part de ceux qui occupent les rues est rejetée. A sa place, de nouveaux mouvements, liés cette fois à la droite, mènent les manifestations. Il y a, en effet, un changement dans le spectre politique auquel la masse répond. Ainsi, au lieu d'un programme spécifique, les leaders des mouvements sociaux commencent à se déclarer contre la corruption, en adoptant des positions plus conservatrices et néolibérales (da Silva, 2018 ; Ferreira, 2017).

Dans ce contexte, toujours en 2013, le Movimento Brasil Livre. Son profil Facebook a été créé le 17 juin 2013. Le premier appel à manifestation a lieu le 20 juin de la même année, dans la ville de Natal, dans le Rio Grande do Norte, avec pour thème "Manifestação pela Desestatização do Transporte Coletivo" (da Silva, 2018). Ainsi, il est possible de constater une différence significative entre ce mouvement et le MPL. Alors que les seconds visaient la gratuité et la nationalisation des transports publics, en cherchant à les rendre

accessibles à l'ensemble de la population, les premiers demandaient la privatisation de ce service, alléguant l'inefficacité de la gestion étatique.

L'agenda néolibéral adopté par le MBL est directement lié à l'un de ses fondateurs, Juliano Gomes. A l'époque, Gomes était le directeur exécutif de Estudantes pela Liberdade, un "représentant" du think tank américain Students for Liberty. Comme le décrit Toledo (2016), cela a permis de s'assurer que le MBL était financé par certaines entreprises liées aux États-Unis. Avec des programmes libéraux pour l'économie et conservateurs dans les coutumes, le mouvement gagnait de l'espace auprès d'une partie considérable de la population. Outre cette relation sur le territoire brésilien, il est important de noter que les think tanks, considérés comme des activistes libéraux et ultralibéraux, se sont développés dans toute l'Amérique latine au cours de la première décennie des années 2000, comme une alternative au courant de centre-gauche qui présidait à la plupart des pays du sous-continent (da Silva, 2018).

Cependant, comme le souligne da Silva (2018), la plus grande différence de cette nouvelle droite brésilienne, par rapport aux pratiques précédemment adoptées par ce champ politique dans le pays, concerne l'occupation de la rue comme forme de protestation. Comme le souligne le même auteur, le droit brésilien était jusqu'alors limité au clash institutionnel. En d'autres termes, il y a eu une dispute pour les votes pendant la période électorale, mais pratiquement aucun groupe lié à la droite ne s'est mobilisé pour occuper les rues. Comme le dit da Silva,

"la nouvelle droite émerge comme un phénomène dans la société brésilienne pour avoir diversifié son champ d'action, cessant d'agir uniquement dans le champ parlementaire, c'est-à-dire à travers les partis politiques, commençant à assimiler des répertoires d'action politique dans le champ de la gauche, innovant et s'adaptant au fur et à mesure qu'ils se disputent des avantages ou des partisans." (da Silva, 2018 : 86)

Cette mobilisation a commencé à prendre forme en 2014, peu après la victoire de la candidate Dilma Rousseff, pour le Partido dos Trabalhadores, au second tour des élections de cette année-là. À l'époque, elle, ancienne guérillera torturée et emprisonnée pendant la dictature, représentait la gauche dans le conflit qui l'opposait au candidat Aécio Neves, qui a remporté une victoire étroite le 26 octobre. En réponse à cette élection, le MBL a convoqué sa première

manifestation dans la ville de São Paulo pour le 1er novembre de cette même année, un samedi. Parmi les revendications figuraient la fin de la corruption et la lutte contre le pétainisme.

É nesse ponto que aparecem algumas das figuras que ajudariam a expandir o movimento nacionalmente: Kim Kataguirí, Renan dos Santos e Fernando Holiday. Não podemos deixar de citar que um desses líderes, Kataguirí, foi convidado, e escreveu, como colunista da Folha de S. Paulo, jornal impresso de maior circulação no país, no ano de 2016. Com isso, e a massiva cobertura que os maiores veículos de comunicação fizeram dos protestos do MBL entre os anos de 2015 e 2016, é possível perceber o apoio dado por eles às pautas encabeçadas pelo movimento.

Un autre facteur de mobilisation dans ces manifestations a été l'opération Lava Jato. Dirigée par le procureur Deltan Dellagnol, en collusion avec le juge Sérgio Moro, l'opération Lava Jato a été largement défendue et médiatisée par la presse nationale comme le moyen le plus efficace de lutter contre la corruption dans le pays. Au fil du temps, des preuves ont commencé à apparaître que l'objectif des arrestations et des enquêtes était, avant tout, de démoraliser et d'affaiblir le Parti des travailleurs, et de réussir à arrêter l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva. L'arrestation de Lula a été décrétée le 5 avril 2018, passant 580 jours en prison. Il a recouvré la liberté le 8 novembre 2019 et a vu toutes les peines et affaires annulées le 8 mars 2021. Cependant, lorsqu'il a été arrêté, Lula était en tête des sondages pour la présidentielle de 2018. Avec son emprisonnement, il y avait de la place pour la croissance du fascisme au Brésil, ce qui a conduit à l'élection de Jair Bolsonaro, qui avait le juge qui a emprisonné Lula, Sérgio Moro, comme ministre de la Justice.

Pour en revenir à la LBM, outre le soutien des médias grand public, le mouvement était également très actif sur les réseaux sociaux. Tous les appels à manifester sont passés par des réseaux tels que Facebook et Twitter. Au fil des mois, de plus en plus de personnes se sont jointes aux appels. La plus importante a eu lieu le 13 mars 2016, avec plus de 3,6 millions de personnes dans les rues du pays pour demander la destitution de Dilma Rousseff (G1, 2016). Le 12 mai 2016, le processus de destitution de la présidente a commencé et elle a été contrainte de se retirer. Enfin, le 31 août de la même année, Rousseff est

officiellement empêchée de continuer à exercer la présidence et Michel Temer, son vice-président, prend ses fonctions.

Profitant de l'exposition médiatique, de nombreux membres de la MBL, qui s'étaient auparavant déclarés non partisans, ont rejoint des partis et se sont présentés à des postes législatifs. Les partis choisis étaient presque toujours les mêmes que ceux qui faisaient l'objet d'une enquête pour leur participation à des systèmes de corruption que le groupe prétendait combattre.

Après ce parcours pour discuter des conditions de production dans lesquelles se sont déroulées les manifestations des deux mouvements sociaux étudiés ici, MPL et MBL, il convient de faire un récapitulatif de ce qui a été présenté. Cependant, pour cela, nous utiliserons la notion d'histoire réelle, comme Gadet et Pêcheux (2010) dans *La langue Introuvable*. Pour les auteurs, il est seulement possible de trouver le réel de la complexité contradictoire que représente l'histoire (Gadet et Pêcheux, 2010). C'est que, selon Pêcheux lui-même, " le réel, c'est l'impossible... qu'il en soit autrement " (2012 : 29).

Ce que les auteurs appellent la complexité contradictoire dans leur livre peut être compris par un exemple apporté dans l'ouvrage. En traitant de l'enseignement de la langue française au XIXe siècle, Gadet et Pêcheux (2010 : 36) affirment que " la particularité des révolutions bourgeoises est de tendre à absorber les différences pour universaliser les rapports juridiques ". En ce sens, au nom d'une prétendue liberté, à laquelle on ne pourrait accéder que par la Loi, il est exigé que les particularismes historiques soient refoulés.

L'un des endroits où cette répression s'exerce est le langage. Ainsi, l'État bourgeois émergent de France, tout en s'alliant à la population pour vaincre le pouvoir monarchique, proclame un idéal d'égalité qui passerait par la langue et organise une inégalité réelle qui sera structurée par la division politique dans l'enseignement de la grammaire. Par conséquent, nous avons décrit ici la complexité contradictoire de la réalité de l'histoire, qui est structurée en fonction de la lutte des classes.

Dans le cas brésilien, bien qu'une victoire apparente ait eu lieu en 2013, en raison de la contention du prix des tarifs des transports publics lors des manifestations menées par le MPL, la réalité de l'histoire, qui est imposée par la lutte des classes, montrait déjà des signes qu'une hégémonie de gauche dans le pays serait impossible à maintenir à long terme. En effet, de manière

concomitante aux demandes satisfaites par l'État, il y a eu une articulation de la bourgeoisie nationale avec le soutien des médias, pour le coup d'État qui a eu lieu en 2016. Cependant, contrairement à l'opinion d'une partie de la gauche brésilienne, lorsqu'elle soutient que le coup d'État a été gestationné pendant les manifestations de 2013, son début est antérieur. La crise de 2008 est l'événement qui doit être considéré comme initial pour les développements qui ont eu lieu dans le pays. Après tout, pendant que la bourgeoisie nationale profitait des incitations fiscales accordées par le gouvernement, elle élaborait des moyens de chasser le centre-gauche du pouvoir, même si c'était par un coup d'État. Non pas parce qu'elle ne bénéficiait pas assez de l'administration nationale, mais parce qu'elle n'a jamais été favorable à la construction d'un pays moins inégalitaire, comme cela a été le cas depuis 2003.

Par conséquent, à l'instar de ce qui s'est passé en France au XIXe siècle, l'élite brésilienne a accepté une alliance avec une partie de la population pour renverser le gouvernement, tout en prévoyant des moyens de supprimer les droits de cette même population. Cela explique pourquoi plusieurs fédérations patronales ont soutenu les manifestations de MBL, même si elles ont appelé à la fin de la corruption qui a profité aux milieux d'affaires nationaux. C'était la complexité contradictoire, le réel de l'histoire du Brésil dans la période exposée ici.

1.3 La crise en France

Dans ce paragraphe, nous traiterons de l'historicité, un concept abordé précédemment dans notre thèse, de la crise de 2008 et du mouvement des Gilets jaunes. Pour traiter du Collectif Lyonnais pour la gratuité des transports en commun, nous consacrerons un paragraphe à ce sujet.

Ainsi, lorsqu'on parle de la crise de 2008 en France, il faut d'abord comprendre que le président du pays à l'époque était Nicolas Sarkozy, membre du parti de droite Union pour un mouvement populaire, ce qui représente un changement par rapport à la direction politique brésilienne à la même période. Toutefois, à l'instar du Brésil, la France a également adopté certaines mesures pour éviter l'aggravation de la crise de 2008.

Parmi les mesures prises, citons l'aide au système financier et aux banques, l'aide aux entreprises françaises et un projet de construction de 30 000 logements pour relancer le secteur immobilier. En ce qui concerne les travailleurs, des dispositifs légaux ont été créés pour augmenter les aides gouvernementales aux chômeurs jusqu'à mille euros par mois (Challenges, 2008).

Malgré les efforts du gouvernement français, le nombre de personnes sans emploi dans le pays a considérablement augmenté dans les années qui ont suivi la crise financière. Comme le montrent Cassely et Fourquet (2021), l'une des raisons de ce chômage de masse est également due à la fermeture de 936 entreprises de 50 travailleurs ou plus entre 2008 et 2020. Cette dynamique a conduit à l'intensification de ce que Telek (2020) appelle également le précarariat. Pour l'auteur, ce groupe comprend la masse des travailleurs qui ont été licenciés des entreprises et ont rejoint le secteur des services. Avec des salaires plus bas et moins de droits du travail, le précarariat est décrit comme étant

la classe des gens qui expérimentent de plus en plus la précarité dans leurs vies quotidiennes. Il semble que la précarité a donné naissance au précarariat. Cette classe sociale a remplacé le prolétariat. Le prolétariat ne représente plus ni la majorité de la société ni la force de progrès qu'elle était durant les années 70. (Telek, 2020 : 3)

C'est dans ce contexte que le mouvement des Gilets jaunes émerge en France en octobre 2018. Certains auteurs, comme Guerra, Abrial et Alexandre (2021) et Borntein (2019), désignent la publication de la pétition de Priscillia Ludosky sur change.org appelant à une baisse des prix des combustibles fossiles comme le jalon fondateur du mouvement. Pour nous, analystes du discours, il s'agit d'un événement discursif, le lieu où se rencontrent un souvenir et une actualité. Comme mémoire, nous pouvons souligner la publication, en 1789, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen par les participants de la Révolution française menés par la bourgeoisie, après approbation par l'Assemblée nationale constituante. Cependant, avec la prédominance du numérique, il n'a pas fallu une assemblée pour approuver la pétition de Ludosky. En quelques mois, la publication de la Française sur le site de la pétition comptait déjà plus d'un million de signatures. En d'autres termes, l'idée que seul ce qui est

approuvé par la législature nationale est représentatif de la volonté populaire est déplacée dans cet événement. Et c'est la réalité de l'événement.

Les Gilets jaunes n'ont cependant commencé à occuper les rues qu'à partir d'octobre 2018. Comme le décrit Geisser (2019), les premières occupations ont eu lieu sur les autoroutes et les ronds-points, pour être suivies de manifestations dans les rues des villes. Cependant, pour comprendre comment la hausse des prix du carburant a déclenché la mobilisation, il faut comprendre la manière dont les périphéries des grandes villes françaises ont été occupées au cours des deux dernières décennies.

Selon Genetier (2019), la paupérisation de la classe moyenne française a fait que les sujets appartenant à cette classe ont dû habiter de plus en plus loin des grands centres en raison du coût élevé de la vie. Mais les meilleurs emplois n'étaient encore disponibles que dans les grandes villes. Ainsi, le trajet entre le domicile et le lieu de travail est devenu beaucoup plus long et ne se fait plus par les transports publics, puisqu'il n'est endémique que dans les plus grandes villes.

En ce sens, les voitures privées ont fini par jouer un rôle clé dans les déplacements domicile-travail et l'augmentation du prix des carburants, même si c'est pour contribuer au développement de véhicules moins polluants, a eu un impact important sur le budget de ces familles. Les autoroutes et les ronds-points étant une partie importante et constitutive du quotidien de ces Français, il n'est pas étrange que ces lieux aient été le théâtre de la première journée de manifestation du 17 novembre 2018. Cependant, dans les semaines qui ont suivi, outre les points déjà signalés, les manifestants se sont également rendus dans le centre de plus grandes villes, comme Paris, et ont défilé dans des lieux touristiques comme l'Arc de Triomphe et l'avenue des Champs-Élysées (France Bleu, 2019).

Comme cela s'est produit au Brésil, et dans d'autres pays au cours de la même décennie, les protestations sont organisées à l'aide des réseaux sociaux (Guerra, Abrial et Alexandre, 2021). Ce qui démontre, également dans le cas français, que le passage par le numérique est sans équivoque dans ces manifestations. Après tout, la manière dont ces appels ont circulé sur les réseaux sociaux peut être considérée comme fondamentale pour que l'occupation de l'espace public se fasse de cette manière et pas d'une autre. Nous ne disons pas qu'il n'y aurait pas de protestations s'il n'y avait pas de réseaux sociaux. Nous

affirmons seulement que la façon dont tout s'est passé est directement liée au numérique et à la circulation des publications dans cet espace.

Au fil des mois, le nombre de manifestants, qui a atteint près de trois cent mille le 17 novembre 2018, a diminué. La répression policière s'est intensifiée et les ordres du jour soulevés par les GJ sont également devenus plus complets. Si, au début, la demande portait sur la baisse du prix des carburants et l'amélioration du pouvoir d'achat des Français, dans les mois suivants, les manifestations sont devenues contre le président Macron et ont avancé sur d'autres sujets. L'interdiction d'entrée des immigrants est peut-être la plus controversée d'entre elles. En effet, il peut être marqué comme celui qui manifeste un rapprochement avec les partis et mouvements d'extrême droite qui ont progressivement tenté de prendre le dessus sur le mouvement des Gilets jaunes.

Cette relation entre les GJ et l'extrême-droite est cependant contestée par certains auteurs comme Geisser (2019). Pour lui, la tentative de l'extrême-droite de détourner le mouvement a échoué. Selon lui, et selon d'autres chercheurs comme Roux (2019), Grunberg (2019) et Gauchet (2019), les Gilets jaunes représentent, entre autres, une insatisfaction populaire à l'égard de la démocratie représentative. Où les décisions prises par les élus ne seraient pas un miroir parfait de ce que la société veut réellement faire. Pour cette raison, ni la gauche ni la droite ne pouvaient comprendre la complexité du mouvement. Or, même si l'affirmation précédente est vraie et qu'effectivement, aucun des deux spectres politiques n'est en mesure de comprendre le phénomène des Gilets jaunes, il faut tenir compte du fait qu'à un certain moment, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, le mouvement est pris d'un caractère anti-immigration et ses participants se disent les " vrais Français ", comme l'affirme Geisser lui-même (2019) dans son article.

Ces agendas étant étroitement liés au spectre politique de la droite française, nier que les GJ sont, aujourd'hui, un mouvement d'extrême droite revient à ignorer l'ensemble du discours propagé par le groupe sur les réseaux sociaux. A ce stade, nous voudrions retravailler la notion de réel de l'histoire. En effet, étant donné les conditions de production des discours des Gilets jaunes, il serait très inattendu qu'un mouvement autonome, d'intérêt essentiellement populaire, émerge dans cette période de l'histoire. Il suffit de se rappeler que même la Révolution française, avec son caractère anti-monarchiste et

abolitionniste, a fini par aboutir au couronnement de Bonaparte et au retour de l'esclavage dans les colonies de l'empire.

Dans le cas des GJ, il était impossible d'espérer qu'un mouvement qui s'incarnait dans l'environnement numérique, un environnement géré par de grandes entreprises américaines, puisse conserver longtemps son caractère populaire. La contradiction qui apparaît dans ce scénario concerne, d'une part, les demandes légitimes de baisse des impôts et de plus grande représentation de la population. D'autre part, l'entrave à l'entrée de nouveaux immigrants dans le pays. Dans cette querelle sur le sens du mouvement, toutes les revendications représentaient des avantages pour la bourgeoisie française. La réduction des taxes sur les combustibles fossiles entraînerait une réduction des coûts de production. La réduction de l'entrée d'immigrants entraînerait une nouvelle demande de réduction des impôts, puisque les coûts des prestations sociales diminueraient également. Une autre caractéristique importante du mouvement est son opposition aux partis politiques. Ainsi, cela va à l'encontre de ce que Lénine a enseigné sur l'importance du parti politique dans une révolution. En effet, selon l'auteur russe, c'est en surmontant les contradictions au sein du parti que l'on peut faire avancer les intérêts des travailleurs (Lénine, 1972). Refuser ces enseignements, c'est marcher main dans la main avec la bourgeoisie nationale, quel que soit le pays étudié.

1.4 La gratuité des transports publics en France

Bien que la gratuité des transports publics existe en France depuis le début des années 1970, avec l'esprit pionnier de la ville de Colomiers, l'adhésion à ce système fait encore l'objet de controverses. Soit par la définition de ce que c'est que d'avoir un système de transport public gratuit, soit par la manière de financer ce droit. Nous allons donc commencer notre discussion par ce que l'Observatoire des villes du transport gratuit considère comme une situation de gratuité totale. Ensuite, nous parlerons des différentes vagues de mise en œuvre de la gratuité des transports et des modes de financement de ce système. Enfin, nous situerons le Collectif Lyonnais pour la gratuité du transport en commun dans le scénario français du mouvement.

Depuis les années 1970, les villes françaises offrent des transports publics gratuits à leur population. Toutefois, il est nécessaire de comprendre comment est définie une ville ou une région dont les transports publics sont totalement gratuits. Selon l'Observatoire des villes du transport gratuit, un réseau de transport public totalement gratuit est un réseau dans lequel « les usagers, sans distinction, bénéficient sans payer des services réguliers de transport public, sur le périmètre d'une commune, d'une intercommunalité ou le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité, ce pendant la majorité du temps » (Observatoire, 2021).

Cela signifie que lorsqu'on revendique la gratuité des transports en commun, il ne peut y avoir de distinction entre les usagers qui peuvent ou non avoir accès à ce droit. En effet, dans certains endroits, les passagers dépassant un certain âge ne doivent pas payer le tarif. Il en va de même pour les personnes handicapées ou sans emploi. Dans tous ces cas, la gratuité ne convient pas à tous les utilisateurs. Seuls ceux qui correspondent aux cas spécifiques obtiennent le droit.

Un autre point important de la définition de l'Observatoire concerne le moment de la gratuité. Selon le passage que nous avons apporté, le transport n'a pas besoin d'être libre tout le temps. Il suffit qu'il fonctionne de cette manière la plupart du temps et cela sera suffisant pour le considérer comme totalement gratuit. Ainsi, même si certains jours ou moments de la semaine, les utilisateurs doivent payer pour le service, si cela correspond au plus petit art du temps, il sera considéré comme totalement gratuit.

Après avoir défini ce que nous entendons par transport entièrement gratuit, nous devons maintenant comprendre comment s'est déroulé le processus qui a conduit plusieurs villes françaises à adopter ce système. Guelton et Poinso (2020) divisent l'offre de transports publics gratuits en France en quatre vagues. Cette séparation, selon les auteurs, est due aux différentes périodes et motivations qui ont conduit la municipalité à adopter la gratuité des transports.

La première période, appelée période précurseur, est la plus longue. Elle commence en 1971 et se termine en 1999. Pendant cette période, six villes ont mené des expériences gratuites. Il s'agit de : Colomiers, Compiègne, Levallois-Perret, Provins, Puteaux et Chantilly. Parmi les diverses raisons qui ont conduit ces régions à instaurer la gratuité des transports, on relève « la promotion du

socialisme ou le soutien au développement économique et touristique » (Ibidem).

C'est le cas de Compiègne. Dont les raisons invoquées pour adopter la gratuité sont :

- Développer l'utilisation du transport collectif en permettant une desserte plus rapide grâce à une simplification du service (absence de contrôle) ;

- Réduire les embarras de la circulation urbaine et rendre le centre-ville et les équipements publics existants accessibles pour tous, même aux habitants des quartiers éloignés.

En limitant la circulation des voitures dans le centre historique, avec ses rues étroites, réduire par là même la pollution (même si à l'époque on ne parlait peut-être pas encore de réchauffement climatique), tout en permettant à chaque Compiégnois de bénéficier de tous les équipements mis à sa disposition. (Roderich, 2020 : 37)

On voit ici que, dans ce cas, certaines des questions qui, à terme, seront centrales, comme la réduction des gaz à effet de serre, ne faisaient pas encore partie de l'argumentation utilisée pour la mise en place de la gratuité. L'idée était d'offrir aux sujets un moyen de circuler et d'occuper la ville.

La période suivante, appelée période de développement, commence en 2000 et se termine en 2011. Pendant cette période, 24 villes ont opté pour la gratuité. Il s'agit de la période où le nombre d'abonnements est le plus élevé, ce qui témoigne d'une expansion importante du système. Il faut toutefois garder à l'esprit qu'à l'exception d'Aubagne, toutes les autres villes comptaient moins de 100 000 habitants. La grande majorité d'entre eux, en effet, comptaient moins de trente mille personnes vivant sur leur territoire. En d'autres termes, même si l'expérience s'avérait viable, on pourrait s'interroger sur la manière d'introduire la gratuité scolaire dans les grandes villes françaises.

Ensuite, entre 2012 et 2016, il y a eu une période de stabilité. Quelques jours seulement après, les villes de Saint-Flour et de Gaillac-Graulhet ont commencé à offrir des transports gratuits. En outre, au cours de ces années, les villes d'Arcachon, de Bar-le-Duc et de Colomiers ont fini par renoncer à la gratuité des transports. Les raisons sont notamment les coûts induits par ce système ou le changement de périmètre de compétence de ces régions.

Depuis 2017, nous sommes dans la période de renouvellement, telle que classifiée par Guelton et Poinot (2020). D'ici 2020, dix autres villes ont rejoint le système, qui compte désormais 35 municipalités et plus de trois cent quarante réseaux offrant des transports publics urbains gratuits. Il convient de noter qu'en 2018, quatre des dix nouvelles villes comptaient plus de cent mille habitants, ce qui peut indiquer une nouvelle possibilité que, peu à peu, le système libre progresse vers des régions plus peuplées. Le point culminant est Dunkerque, avec près de deux cent mille habitants. La manière dont l'expérience de transport gratuit sera menée dans cette région peut dicter l'avenir du système de transport gratuit dans le pays.

C'est dans cette dernière période qu'émerge le Colletif Lyonnais pour la gratuité du transport en commun. Créé au début de l'année 2019, le mouvement a pour seul objectif d'instaurer la gratuité des transports en commun dans la ville de Lyon pour tous ceux qui veulent utiliser le système. Parmi ses arguments, comme on peut le voir sur sa page Facebook, figurent le droit à la ville comme moyen de réduire les inégalités et l'agenda environnemental.

Ce dernier, bien qu'apparaissant latéralement dans les périodes précédentes, est devenu central avec le passage des années et l'imminence de la crise climatique. Rappelons que la hausse du prix des carburants proposée par le gouvernement français en 2018, qui a conduit à l'émergence des Gilets jaunes, avait pour objectif d'utiliser l'argent récolté pour le développement des énergies durables afin d'atténuer les effets de la catastrophe climatique.

Comme on peut le constater, cette augmentation a fini par alimenter le mécontentement de la population et a dû être révoquée. Par conséquent, encourager l'utilisation des transports publics en les rendant gratuits peut être un moyen de réduire les émissions de gaz polluants. La gratuité doit toutefois être financée d'une manière ou d'une autre. Dans cette optique, le CLTC encourage les débats périodiques comme moyen de parvenir à une solution financière pour financer le système de transport. Bien que ces réunions ne soient pas encore très fréquentées, elles permettent de souligner la nature collective des décisions que le mouvement prendra à l'avenir.

Malgré un scénario qui semble prometteur, nous ne pouvons pas oublier que des intérêts de classe sont impliqués dans cette question. Nous ne serions pas surpris que, si le mouvement est accepté par la population, les coûts de la

gratuité des transports finissent par être répartis de manière égale entre toute la population. Bien que cela puisse sembler être le scénario idéal, faire payer la même taxe à un travailleur français qui utilise les transports publics, émettant moins de pollution que le propriétaire de l'entreprise pour laquelle il travaille, pour avoir droit à un transport gratuit ne semble pas avoir de sens. La modification des paramètres permettant de déterminer qui a plus ou moins de responsabilité dans le réchauffement climatique pourrait offrir une solution plus équitable quant à la question de savoir qui doit payer pour les changements nécessaires pour freiner le changement environnemental.

CHAPITRE 2

ANALYSE DES CHARTES DES GILETS JAUNES ET DU MOVIMENTO BRASIL LIVRE

Ce chapitre de notre thèse entend analyser les chartes du mouvement Français des Gilets jaunes (désormais GJ) et du mouvement brésilien *Movimento Brasil Livre* (dorénavant MBL). Ces discours ont été publiés dans *Twitter* (Gilets jaunes) et *Facebook* (Movimento Brasil Livre).

Nous avons choisi d'analyser avant tout la charte fondatrice des deux mouvements (voir les paragraphes 2.1 et 2.2) et ensuite d'en faire la comparaison (par. 2.3).

Nous visons avec ces analyses d'identifier les stratégies discursives de chaque mouvement et puis de les comparer.

2.1 Les revendications des Gilets jaunes : leur Charte officielle

Les GJ publient leur charte fondatrice « Charte Officielle des Gilets jaunes – 25 propositions pour sortir de la crise » sur *Twitter@Gilets_Jaunes_* le 14 février 2019.

Ce sont directement les manifestants du mouvement qui ont écrit le document. Par conséquent, la formation discursive⁴ dominante qui traverse la charte est la formation discursive « manifestant ». La position de ces sujets qui énoncent la charte, en effet, c'est la position du manifestant. Mais pas de n'importe quel manifestant. Il s'agit d'un manifestant qui est en même temps dans la rue et dans Internet. La preuve en est que la charte a été publiée sur *Twitter* et que les manifestations ont été faites dans toute la France, non seulement dans un endroit précis. La conjoncture donnée de rédaction de la charte peut être définie par le contexte de crise de 2019, par rapport à laquelle les articles de la charte promettent des solutions pour justement « sortir de la crise ».

Bien que la structure textuelle⁵ de la charte présente la division en sujets thématiques (Fig. 1), nous pouvons trouver des caractéristiques discursives similaires dans les différentes parties du texte qui nous permettent de voir de plus près la manière dont la Charte est traversée par la présence de plusieurs discours (par. 2.1.1-2.1.6), de quelle manière les GJ créent un collectif en discours (par. 2.1.8) et enfin quel est le rôle de l'image qui est présente en dessous de la partie rédactionnelle (par. 2.1.9).

4 Selon Haroche, Henry et Pêcheux (1971 : 102), les formations discursives « déterminent *ce qui peut et doit être dit* (articulé sous le dorme d'une harangue, d'un sermon, d'un pamphlet, d'un exposé, d'un programme, etc.) à partir de une position donnée dans une conjoncture donnée : le point essentiel ici est qu'il ne s'agit pas seulement de la nature des mots employés, mais aussi (et surtout) des constructions dans lesquelles ces mots se combinent, dans la mesure où elles déterminent la signification que prennent ces mots ».

5 « Le texte est l'unité discursive. (...) si on voit dans le texte la contrepartie du discours – l'effet de sens entre locuteurs – le texte ne sera plus une unité fermée en elle-même ». (Orlandi 2012 : 64). Traduit de l'original : “O texto é a unidade de análise. (...) se vemos no texto a contrapartida do discurso – efeito de sentido entre locutores – o texto não mais será uma unidade fechada nela mesma”.

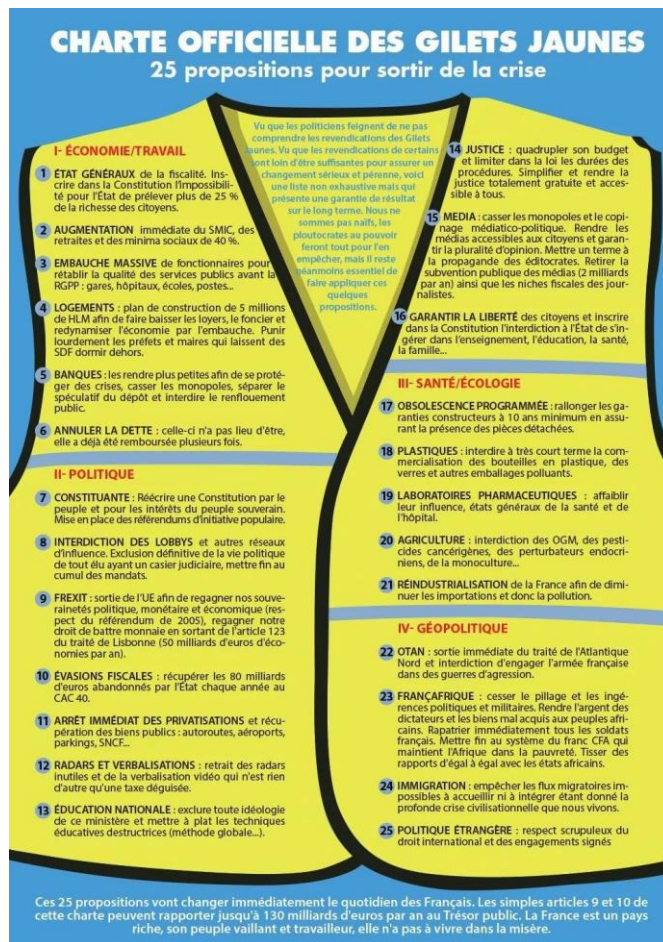


Fig. 1 : La charte des GJ (source : Twitter@Gilets_Jaunes).

2.1.1 Un discours auctorial

Pour ce qui est des genres discursifs, le discours de la charte est un discours qui avant tout peut être considéré comme faisant partie du genre auctorial, que Maingueneau définit de la manière suivante :

les genres « auctoriaux » sont le fait de l'auteur lui-même, éventuellement d'un éditeur. En général, leur caractère auctorial se manifeste par une indication paratextuelle, dans le titre ou le sous-titre : « méditation », « essai », « dissertation », « aphorismes », « traité » ... Cette genericité auctorielle est particulièrement présente dans certains types de discours : littéraire, bien sûr, mais pas seulement. On la trouve massivement aussi dans les discours philosophique, religieux, politique, journalistique ... En attribuant à tel texte telle étiquette générique, on indique comment on prétend qu'il soit reçu, on instaure de manière non négociée un cadre à l'activité discursive ».

D'après Maingueneau, on peut identifier celles qui sont les caractéristiques qui permettent de classer la charte des GJ comme appartenant au genre auctorial. En effet, au début de la charte, nous trouvons, dans l'indication paratextuelle, la dénomination « Charte Officielle des Gilets jaunes » dans le titre même du document, ce qui renvoie à la fois au type de texte⁶ spécifique (« charte ») et à son auteur.

En outre, Maingueneau précise que par l'appellation du document concerné, « on indique comment on prétend qu'il soit reçu, on instaure de manière non négociée un cadre à l'activité discursive » (*idem*). Dans notre cas, le fait d'utiliser une étiquette comme « charte » a la visée d'indiquer comment ce document doit être reçu par le co-énonciateur. Le fait donc que les GJ appellent « charte » leur publication montre qu'ils veulent que ce discours soit reçu comme document officiel du mouvement.

La charte n'est pas seulement un discours auctorial, mais elle est également un discours qui se pose comme déclaratif, comme nous allons le voir, et qui est fortement hétérogène, c'est-à-dire qu'il est traversé par plusieurs autres discours.

2.1.2 Un discours déclaratif

Dès sa structure textuelle, la charte se présente d'emblée comme appartenant au genre déclaratif. En effet, à propos de la déclaration, Danblon (2010) nous dit que ce genre se constitue de trois parties : le préambule⁷, la proclamation⁸ et les articles⁹. Les trois sont facilement identifiables dans la charte.

Le préambule, la partie où est présente la narration et/ou l'argumentation qui légitime la déclaration (*idem*), est reconnaissable au tout début de la charte.

6 Pour la différence entre « discours » et « texte » voir le livre d'Orlandi *Discurso e Texto* (2012).

7 « Une partie narrative et/ou argumentative qui confère une légitimité à l'acte de déclaration » (Danblon, 2010 : sp).

8 « Une partie qui (re)fonde le monde commun par un acte de langage performatif » (*idem*).

9 « Une partie qui énonce l'ensemble des règles et principes auxquels sont soumis les individus qui forment le nouveau monde commun » (*idem*).

Dans ce cas, l'argumentation présentée par les GJ s'appuie sur les politiciens qui sont censés ne pas comprendre les revendications du mouvement.

La proclamation, la « partie qui (re)fonde le monde commun par un acte de langage performatif » (*idem*), à son tour, peut être reconnue à la fin de la charte, quand les GJ disent que les 25 propositions changeront immédiatement le quotidien des Français. Donc, à la fin de la charte les énonciateurs parlent d'un monde commun refondé sur les 25 propositions concernées.

Rappelons encore ce que Raus (2017 : 230) a dit à propos de la visée du genre déclaratif, à savoir qu'elle « n'est pas seulement de 'déclarer' les principes mais aussi et surtout d'autolégitimer la communauté discursive qui propose ces principes et qui légitime également sa vision. »

Dans ce sens, outre la création d'un monde nouveau, la charte est également la tentative d'autolégitimer la communauté discursive qui la propose.

2.1.3 La présence de l'interdiscours : le discours législatif

Dès le début, la charte officielle est traversée par d'autres discours, comme nous pouvons le constater lors de l'utilisation du verbe « voir » conjugué en participe passé dans l'énoncé « Vu que les politiciens... ». En effet, l'utilisation de l'expression « vu que », selon Bolly et Degand (2012 : SP), « peut être considéré comme un marqueur de discours, puisqu'il marque une relation de cohérence logique, en l'occurrence la causalité, entre deux entités linguistiques. » Donc, nous pouvons dire que nous allons, avec l'utilisation de l'expression « vu que », un effet de sens¹⁰ qui indique que le complément de la phrase qui utilise cette expression est la causalité.

Il faut ajouter que l'utilisation de « vu que » au début de la phrase renvoie également à la présence d'une mémoire interdiscursive spécifique : la présence latente du discours législatif, qui contribue à l'officialité de la charte, comme nous verrons ensuite.

À propos du discours législatif, Wroblewski (1988 :18) dit qu'il est « le résultat de l'activité du législateur qui formule les textes des actes normatifs ». Et Wagner (1999) dit que ce discours est marqué par une doctrine du sens flou :

¹⁰ Pêcheux (2014) a dit que le sens est un effet de relations métaphoriques (sélection e substitution). Donc, on n'a pas un sens, mais un effet de sens.

La doctrine du sens flou est productrice d'identité sociale. Elle est source de cohésion entre les individus d'une même communauté linguistique. Son influence est particulièrement remarquée dans le discours législatif, dont le but est de définir des caractéristiques communes sans pour autant les décrire explicitement.

(Wagner, 1999 : 6)

Bien que la charte n'ait pas de législateur comme énonciateur, nous pouvons dire que les GJ s'inscrivent en discours comme législateurs d'un nouveau monde qu'ils annoncent justement par ce document, ce qui permet de relier le discours législatif avec le discours déclaratif. En effet ce dernier, comme nous avons dit, « énonce l'ensemble des règles et principes auxquels sont soumis les individus qui forment le nouveau monde commun » (Danblon 2010).

À propos du sens flou, nous allons en voir des exemples en analysant directement certaines parties de la charte. Par exemple, dans l'article 19 la charte dit, nous trouvons l'énoncé suivant : « **LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES** : affaiblir leur influence, états généraux de la santé et de l'hôpital ». Dans cet énoncé, nous pouvons trouver les éléments flous du discours législatif, parce que la charte ne va pas dire comment, quand ou même qu'est-ce que c'est cette influence des laboratoires pharmaceutiques. En même temps, nous pouvons trouver les caractéristiques communes d'identité sociale qui vont guider cette communauté au nouveau monde caractérisant le discours déclaratif. Donc, il est possible de trouver les éléments que nous indiquent la présence d'un double discours : déclaratif et législatif.

L'usage de « vu que » au début de la phrase, en effet, est typique des documents des lois qui s'ouvrent normalement par une partie des visas¹¹. Normalement, il s'agit d'une stratégie discursive qui indique que les articles que suivent sont une réponse aux problèmes qui ont été lus initialement. Cela parce que comme Bolly et Degand (2012) ont dit, le « vu que » exprime causalité. Donc, les articles qui suivent les visas sont une conséquence de cette causalité.

¹¹ « Les projets de loi ne comportent pas de visas.

Les projets d'ordonnance, de décret et d'arrêté comportent des visas aux fins notamment de :

- justifier la compétence du Gouvernement ou du ou des ministres en la rattachant, s'il y a lieu, à la loi ou au décret qu'il s'agit de mettre en œuvre ;
- mettre en évidence les textes dont le projet fait application ou qu'il doit transposer ainsi que ceux qu'il modifie ;
- mentionner, le cas échéant, l'intervention du Conseil d'Etat ou d'autres organismes ou instances dont la consultation préalable était requise. » (Guide de Législatif Français, 2017 : 274)

En d'autres termes, on peut dire qu'avec l'utilisation du « vu que » les auteurs visent deux choses à la fois : indiquer quelles sont les motivations de la charte et lui attribuer l'officialité d'un acte législatif.

D'un point de vue codiscursif (Raus, 2015), la reprise d'autres éléments venant du discours législatif est visible lors de l'utilisation des expressions « changement sérieux et pérenne » et « garantie de résultat sur le long terme » toujours dans l'encadré du visa concerné. En effet, ces expressions renvoient au discours législatif au sens où ce dernier propose et approuve les changements qui vont durer sur le long terme et de manière pérenne¹².

Cette même mémoire est également présente lors de la reprise d'autres éléments du discours législatif comme la présence de l'écriture impersonnelle caractérisant le discours législatif (Morand, 1994 ; Wagner, 1999 ; Honová, 2013). Cette tentative peut être vue dans l'utilisation des verbes, toujours à l'infinitif, et lors de l'utilisation des substantifs.

Dans les articles de la charte, en effet, nous retrouvons les éléments représentés en Tableau 1 :

le	L'artic	Verbe Infinitif	Substantif
1		Inscrire + COI	
2			Augmentation + COI
3			Embauche massive + COI
4			Plan de construction + COI
5		Rendre + COD	
5		Casser + COD	
5		Séparer + COD	
5		Interdire + COD	
6		Annuler + COD	
7		Réécrire + COD	
7		Mise en place + COI	
8			Interdiction + COI
8			Exclusion + COI
9			Sortie + COI

12 « Les plans approuvés par le Parlement, définissant des objectifs à long terme, peuvent donner lieu à des engagements financiers de l'État, mais cette procédure est tombée en désuétude (la dernière loi de ce type étant celle du 10 juillet 1989 approuvant le X^e plan). En revanche, depuis 2008, des lois de programmation peuvent définir les orientations pluriannuelles des finances publiques. » (Assemblée nationale, 2019 : S.P.)

10	Récupérer + COD	
11		Arrêt + COI
11		Récupération + COI
12		Retrait + COI
13	Exclure + COD	
13	Mettre + COI	
14	Quadrupler + COD	
14	Simplifier et rendre + COD	
15	Casser + COD	
15	Rendre + COD	
15	Mettre un terme + COI	
15	Retirer + COD	
16	Garantir + COD	
16	Inscrire + COI	
17	Rallonger + COD	
18	Interdire + COD	
19	Affaiblir + COD	
20		Interdiction + COI
21		Réindustrialisation + COI
22		Sortie + COI
23	Cesser + COD	
23	Rendre + COD	
23	Rapatrifier + COD	
23	Mettre fin + COI	
23	Tisser + COI	
24	Empêcher + COD	
25		Respect + COI

Tab. 1 : éléments du discours législatifs dans les articles de la charte.

Dans le tableau, nous pouvons identifier une structure phrastique¹³ utilisée dans tous les articles, à savoir la structure « verbes à l’infinitif + COD ou substantif + COI », ce qui renvoie à une tournure impersonnelle. En outre, remarquons que dans les articles, les GJ n’utilisent jamais de pronoms personnels, comme si les actions n’avaient pas des sujets.

À propos du verbe à l’infinitif, ajoutons ce que Kodabocus (2014 : 2251) dit en donnant l’exemple de la phrase « Battre les œufs à neige », où il parle d’amalgame entre les niveaux syntaxique et morphologique : « d’une part, l’on

¹³ « La phrase est la structure qui est sous-jacente aux attestations empiriques des énoncés. » (Raus, 2017 : 102)

entend par ‘impersonnelle’ une forme que ne présente pas de marques de personne et d’autre part, les formes dites ‘essentiellement impersonnelles’ (*pleuvoir, falloir, neiger...*). » Pour nous, cette affirmation renforce notre analyse sur l’effet de dépersonnification de la structure phrastique dans les articles de la charte.

2.1.4 La présence de l’interdiscours : le discours didactique

Nous constatons que la charte est également traversée par le discours scolaire et que l’on peut parler à ce sujet d’une sorte de « didactisation ». À ce propos, remarquons que les articles de la charte sont divisés en quatre sections sous-titrées :

I – ÉCONOMIE/TRAVAIL

II – POLITIQUE

III – SANTÉ/ÉCOLOGIE

IV – GÉOPOLITIQUE

La division en thèmes attribue au texte un ton didactique. Comme à l’école, en effet, on dirait que l’objectif est d’enseigner un savoir détenu par le professeur. À vrai dire, dans la charte, ce savoir est une construction qu’on affirme être collective. Cela peut être vu quand l’énonciateur dit que « Vu que les revendications de certains sont loin d’être suffisantes pour assurer un changement sérieux et pérenne, voici une liste non exhaustive mais qui présente une garantie de résultat sur le long terme. » Les GJ disent que les revendications séparées ne sont pas suffisantes pour faire des changements, et que, par conséquent, la charte y ajoute les revendications des manifestants de différents lieux de la France, ce qui renvoie également à une construction collective.

En outre, la simplification de la réalité en schéma, rend les contenus de la charte et les problèmes réels à résoudre plus simples à comprendre¹⁴. Par

¹⁴ Cette simplification du réel n’est pas exclusivité du discours didactique. Wolton a dit que « l’avantage de la politique démocratique est d’obliger à une simplification du discours politique : la politique faite aux ‘balcons du peuple’ doit être compréhensible. La télévision, après la radio, facilite ce phénomène.

exemple, dans la charte, la division en thème différencie l'économie et la politique alors qu'en fait les deux sont souvent entrelacées. On pourrait en dire autant pour les autres divisions thématiques qui sont présentes dans la charte.

L'analyse permet d'identifier quel est le lieu du sujet-énonciateur de la charte par les mécanismes d'anticipation des formations imaginaires (Pêcheux, 2014 : 19). Ce sujet se place dans la position de professeur, gardien de la connaissance qui peut soustraire la France de la crise¹⁵.

D'autre part, les politiciens sont ceux qui nécessitent d'apprendre pour faire les justes réformes. En d'autres mots, les politiciens seraient les élèves qui nécessitent d'une « didacticité » (Basquet-Loubeyre, 1994 : s.p.) que seulement les manifestants seraient capables de faire. En outre, la charte laisse entendre aux politiciens (les élèves) les revendications des GJ. Ces revendications s'inspirent en réalité des revendications dispersées promues par tous les Français, que les GJ finiraient donc par rappeler dans leur document fondateur. La reprise sémantique de quelque chose d'antérieur est un autre élément qui caractérise le dit scolaire (Melançon 1981 : 377).

Ajoutons également d'autres caractéristiques que Basquet-Loubeyre attribue au discours didactique :

le savoir qui cherche à faire passer le discours didactique est un savoir représenté comme construit, non problématique, abouti ; c'est celui du discours universitaire, mais aussi celui du discours quotidien, d'un employé à son client, ou bien d'un passant à une personne qui lui demande son chemin.

(Basquet-Loubeyre 1994 : s.p.)

L'inconvénient est évidemment d'aller trop loin dans cette simplification de l'argumentation politique au point de réduire celle-là à un jeu de stéréotypes ». (1995 : 117). Cussó et Gobin (2008) parlent aussi de banalisation en se référant au discours « expert » et mettent en évidence la banalisation du capitalisme qui naturalise l'économie de marché. Dans les deux citations, il s'agit d'exemples d'autres discours qui utilisent la simplification. Cela prouve que la banalisation du réel n'est pas une exclusivité du discours didactique. Cela dit, nous pouvons affirmer que ces autres discours (politique et d'expertise) sont moins présents dans la charte, notamment le discours expert.

15 Les Gilets jaunes ont appelé leur charte « CHARTE OFFICIELLE DES GILETS JAUNES – 25 propositions pour sortir de la crise »

Ces caractéristiques peuvent être trouvées dans la charte, une fois que cette non-problématisation du savoir, qui déclenche l'évidence du savoir, est présente dès le début de la charte, quand l'énonciateur parle des « 25 propositions pour sortir de la crise ». Il est important de noter que les GJ ne disent pas comment exactement leurs propositions peuvent aider à sortir de la crise, mais qu'elles servent tout court « pour sortir de la crise ». L'effet d'évidence concernant les contenus de la charte renvoie à l'une des caractéristiques que Basquet-Loubeyre attribue justement au discours didactique.

2.1.5 Relations codiscursives entre discours législatif et discours didactique dans la charte

À ce stade, nous pouvons nous poser la question suivante : comment est-il possible que la charte présente en même temps des traces interdiscursives de la présence du discours législatif, censé être « autoritaire » (Orlandi 1996 : 85), et du discours didactique, qui – tout en restant autoritaire – se caractérise par une didacticité qui est fort loin de l'autre ?

Pour répondre à cette question, il faut rappeler ce que Melançon (1981 : 378) a dit du discours didactique quand il a affirmé qu'il s'agit d'« un discours au second degré », au sens où, selon cet auteur, « le discours didactique est, à toutes fins pratiques, un discours parasitaire qui s'alimente à la signification des autres discours ». Notre hypothèse est que dans le cas de la charte, le discours didactique est parasitaire, donc s'alimente, de la signification du discours législatif, qui serait alors le discours principal.

En effet, dans n'importe quelle proposition de la charte, il est possible de rencontrer en même temps les caractéristiques des discours didactique et législatif. Par exemple, nous ne trouvons aucun pronom dans les propositions faites par les GJ. Cela indique, comme nous avons expliqué au paragraphe 3.1.1, une tentative de dépersonnification du discours par les tournures impersonnelles. Cette dépersonnification est l'une des caractéristiques principales du discours législatif.

À propos du discours didactique, qui parmi les caractéristiques principales compte la simplification du réel et la non-problématisation du savoir

présenté, comme nous avons expliqué dans le paragraphe 3.1.2, nous pouvons affirmer qu'il est présente aussi. Quand on lit les propositions du mouvement, on voit qu'elles sont construites avec de petites phrases et de manière assertive, sans laisser la possibilité du doute. En effet, les GJ n'utilisent jamais des verbes comme « pouvoir », « essayer » ou des équivalents, qui évoqueraient des doutes. Donc, nous avons dans la charte une posture qui est à la fois didactique, car elle enseigne ce que les Français doivent faire, et autoritaire, comme il arrive dans le discours législatif.

2.1.6 La présence de l'interdiscours : le discours manifestaire

Un autre genre de discours qui traverse la charte est le discours manifestaire. À propos de l'écrit des manifestes, Burger dit que

symboliquement et juridiquement, l'écrit a force de loi. En fait, cette production écrite tranche symptomatiquement avec le reste de la panoplie discursive (ou non discursive) des manifestants : mouvements de foules, gestes et cris de ralliement, affirmation physique souvent violente, discours publics et bruyants, ou paroles diplomatiques échangées dans la confidentialité d'un face à face.
(Burger 2012 : 26)

Dans la citation, nous pouvons trouver les éléments de la charte qui prouvent notre point de vue. Ce qui nous intéresse ici, c'est la question « symbolique » de la force de loi. En effet, les éléments du discours législatif que nous avons présenté précédemment – le « vu que », le sens flou et l'écriture impersonnelle – prouvent cette relation.

Pour ce qui est de la « tranche » entre l'écrit et la panoplie discursive des manifestants, il est nécessaire de rappeler que les GJ sont un mouvement de la rue et qu'ils partagent la plupart des caractéristiques présentées par Burger, comme, entre autres, les gestes et les cris de ralliement, l'affirmation physique souvent violente et l'utilisation de discours publics et bruyants.

La charte serait donc également un discours manifestaire, et même un discours constituant ?

La notion de discours constituant est reprise de Maingueneau et Cossutta (1995), qui à ce sujet ont dit que :

Dans l'état actuel de notre réflexion sont constituants essentiellement les discours religieux, scientifique, philosophique, littéraire, juridique. Le discours politique nous semble opérer sur un plan différent, construisant des configurations mouvantes à la confluence des discours constituants, sur lesquels il s'appuie, et les multiples strates de topoi d'une collectivité.

(Maingueneau et Cossutta, 1995 : 113)

En considérant cette affirmation, il peut être difficile d'établir une relation entre la charte et le discours constituant. Mais, si nous pensons au fait que l'écrit porte symboliquement la force de la loi, il est possible de dire que cette charte est symboliquement un discours juridique¹⁶ et, donc, un discours constituant.

Une affirmation des auteurs sur le discours constituant peut nous aider à confirmer cette conclusion, notamment quand ils disent que les « discours constituants donnent sens aux actes de la collectivité, ils sont les garants des multiples genres de discours » (Maingueneau et Cossutta, 1995 : 113). Or, la charte, traversée par les discours législatif et manifestaire, a comme but de présenter les « 25 propositions pour sortir de la crise ». Par conséquent, elle va donner « sens aux actes de la collectivité ». Mais si elle garantira « des multiples genres de discours » seulement le temps et l'inscription de la charte dans la mémoire interdiscursive pourra le dire.

Si cette inscription arrivera, nous aurons alors ce qu'Eni Orlandi (1993) appelle un « discours fondateur », à savoir un discours qui est « *uma ruptura que cria uma filiação de memória, com uma tradição de sentidos e estabelece um novo sítio de significância*¹⁷ » (Orlandi, 1993: 23-4).

16 Nous tenons quand même à préciser que Maingueneau est revenu plus tard sur sa vision du discours juridique : « Ma position actuelle à ce sujet est que le discours juridique n'est pas un discours constituant, même si comme le discours politique il est pris dans une sorte de tropisme à l'égard des discours constituants. Le discours juridique se légitime selon les pays par un dosage très variable de discours philosophique et de discours religieux, il ne se fonde pas lui-même. Il entretient par ailleurs une relation difficile avec le discours politique, qui n'est pas soumis à la même temporalité : le juridique régule le politique, mais le politique a le pouvoir de modifier le juridique » (Maingueneau, 2012 : 209).

17 « Une rupture qui crée une affiliation de mémoire, avec une tradition de sens et établit un nouveau site de signification » (Traduit de l'original portugais).

Maingueneau (2006 : s.p.) arrive à une conclusion similaire pour ce qui est du discours constituant, quand il affirme que les « discours ‘constituants’ sont ceux qui donnent sens aux actes de la collectivité ; ainsi garants des multiples autres, ils possèdent un fonctionnement singulier : zones de parole parmi d’autres *et* paroles qui se prétendent en surplomb de toute autre ». Donc, de ce point de vue, le discours de la charte est sans doute un discours constituant.

2.1.7 La présence de l’interdiscours : les discours austéritaires et la langue de coton

Il pourrait sembler étrange de parler de la présence d’un discours austéritaire dans la charte des GJ, mais le fait que plusieurs paragraphes s’appuient justement sur des présupposés du discours néolibéral qui sont contestés nous rend nécessaire analyser cette charte également par rapport à ce discours. Rappelons que, selon Guilbert, Lebaron et Peñafiel (2019), les discours austéritaires sont des discours néolibéraux. Il se sont élaborés principalement après la crise 2008-2009, pour « favoriser la mise en œuvre et/ou l’adhésion aux mesures de restriction budgétaire, sans présumer de leur filiation idéologique, de leur origine ou de leur contexte d’apparition » (*idem* : 17).

D’après cette définition, nous pouvons affirmer que la charte des Gilets renverse les discours austéritaires, comme nous pouvons le lire par les revendications suivantes :

2 Augmentation immédiate du SMIC, des retraites et des minima sociaux de 40%.

3 Embauche massive de fonctionnaires pour rétablir la qualité des services publics avant la RGPP : gares, hôpitaux, écoles, postes...

6 Annuler la dette : celle-ci n’a pas lieu d’être, elle a déjà été remboursée plusieurs fois.

11 Arrêt immédiat des privatisations et récupération des biens publics : autoroutes, aéroports, parkings, SNCF...

14 Justice : quadrupler son budget et limiter dans la loi des durées des procédures. Simplifier et rendre la justice totalement gratuite et accessible à tous.

Les soulignés prouvent que la charte se pose en contre-discours par rapport aux discours de l’austérité. Contrairement aux discours austéritaires, en effet, qui demandent une restriction budgétaire, les manifestants demandent

l'« augmentation immédiate du SMIC », l'« embauche massive de fonctionnaires », d'« annuler la dette », l'« arrêt immédiat des privatisations », la « récupération des biens publics » et de « quadrupler » le budget de la Justice.

Par rapport aux discours austéritaires et généralement néolibéraux, qui, entre autres, s'appuient sur la langue de coton (Raus 2017 : 94), une langue qui

désignera toujours la même fixité, rigidité, pauvreté lexicale de tout discours qui cherche à convaincre non pas par la force du contenu, mais plutôt par la forme vide, par les incantations magiques, par les formules standardisées et automatisées qui s'inoculent dans le sous-conscient des foules et qui tentent à les faire adhérer à une thèse ou à une idéologie.

Sirghi-Luchian (2011 : 185)

la charte des GJ s'appelle à la « langue des droits » (Guilhaumou, 1989) du peuple souverain, comme nous pouvons le voir par les extraits suivants :

7 Constituante : Réécrire une Contitution par le peuple et pour les intérêts du peuple souverain. Mise en place des référendums d'initiative populaire.

13 Éducation nationale : exclure toute idéologie de ce ministère et mettre à plat les techniques éducatives destructrices (méthode globale ...)

16 Garantir la liberté des citoyens et inscrire dans la Contitution l'interdiction à l'État de s'ingérer dans (...)

Cependant, force est de constater que la reprise d'expressions comme « qualité des services » et l'extrait suivant, qui renvoie au travail et au mot-argument « changement » (Raus 2017 : 91, 95), met en doute le fait que l'idéologie néolibérale soit absolument absente dans la charte :

« Ces 25 propositions vont changer immédiatement le quotidien des Français. (...) La France est un pays riche, son peuple vaillant et travailleur, elle n'a pas à vivre dans la misère. »

On dirait donc que le contre-discours de la charte l'est beaucoup plus dans les contenus que dans la matérialité discursive, qui, elle, resterait « imprégnée », malgré tout, d'idéologie néolibérale. Cela poserait la charte

comme un discours d'alternative (Rabatel 2015) plutôt que comme véritable anti-discours.

Après avoir essayé de situer la charte par rapport aux genres des discours dont elle partage des éléments, sans pour autant pouvoir se réduire à l'un d'entre eux de manière spécifique¹⁸, nous allons maintenant nous interroger sur un autre aspect qui s'est avéré fondamental lors de l'analyse de la charte : l'utilisation du pronom « nous ».

2.1.8 L'utilisation du « nous »

Nous voulons commencer l'analyse de la présence du pronom « nous » dans la charte par la question suivante : qui fait partie du « nous » inscrit dans la charte ?

Afin de répondre à cette question, il est nécessaire, tout d'abord, de parler de ce qu'Orkibi a défini comme « éthos collectif » (Orkibi, 2008 : s.p.). Selon cet auteur, qui a analysé le discours des étudiants universitaires français sur la guerre d'Algérie, « il s'agit d'une construction collective qui concerne un groupe, un ensemble d'intervenants et d'individus » (Orkibi, 2008 : s.p.). À travers le discours, notamment les pronoms personnels, on construirait l'image d'un collectif.

Le cas des GJ est similaire : il s'agit d'un groupe qui, comme les étudiants analysés par Orkibi, a ses propres valeurs et fait ses propositions. Tout comme les étudiants, les GJ aussi proposent « un discours de polarisation qui confronte les générations étudiantes passée(s) et présente » (Orkibi, 2008 : s.p.). Ils vont donc créer en discours l'image d'un collectif qui se pose en discours par un « nous », qui semble proche d'un collectif de type communautaire et qui donc peut être considéré comme « nous communautaire ». Selon Raus (2017, p. 54),

Ce type de « nous » peut (...) servir à l'énonciateur pour produire sa propre communauté par le discours, s'adressant à ceux qui partagent ses valeurs, ou pour incorporer le co-énonciateur à des valeurs censées être partagées. La responsabilité est assumée par la communauté discursive par rapport à laquelle l'énonciateur ne se détache pas.

¹⁸ Le fait d'être traversée par d'autres discours, et d'être donc constitutivement hétérogène, fait penser au fait que la charte, tout en se posant comme constituante et fondatrice, ne l'est pas tellement et qu'elle est plutôt, un "simulacre" de ce type de discours (Maingueneau 2002).

Le « nous » utilisé par les GJ désigne tout d'abord tous les manifestants du mouvement, qui donc créent une communauté discursive¹⁹, avec des valeurs qui doivent être partagés auxquelles la communauté est « incorporée ». Ces valeurs sont présentées sous la forme des revendications. Par exemple, dans la proposition 16, la charte exige les Garanties de Libertés sans que l'État intervienne sur l'éducation, la santé, la famille etc. Sans doute, il s'agit de valeurs que l'énonciateur collectif de la charte propose pour tous les GJ. Donc, nous pouvons affirmer qu'il s'agit d'un « nous » collectif de type communautaire qui essaie d'incorporer les possibles nouveaux adhérents à une vision censée être partagée.

2.1.9 L'analyse de l'image de la publication

Après avoir analysé le discours de la charte, il nous reste à voir le rôle joué par l'image présente dans la charte. D'ailleurs, si la charte est un discours, elle se présente avant tout comme un texte finit, constitué d'une partie rédactionnelle écrite à l'intérieur de l'image d'un gilet qui l'encadre.

Selon Costa,

(...)a imagem e suas discursividades são afetadas pela memória discursiva, essa que se constitui pelo esquecimento, recai sobre a formulação, ressaltando que quando nos referimos à formulação, estamos considerando tanto a formulação da própria imagem, quanto a formulação do dizer sobre ela. E, ainda, o fato de a memória poder ser atualizada justamente pelas discursividades da imagem visto a possibilidade de a imagem funcionar como um operador de memória(...) ²⁰ (Costa, 2014 : 104).

D'après Costa, l'image serait donc affectée par la mémoire discursive, qui, à son tour, est constituée par l'oubli. En d'autres termes, lorsque nous prenons en compte une image ou que nous en parlons, ce qui est en jeu, c'est l'oubli qui constitue la mémoire discursive. À cela s'ajoute le fait que l'image et

19 Dominique Maingueneau (2002, p. 105) considère que « les modes d'organisation des hommes et de leurs discours sont indissociables, les doctrines sont inséparables des institutions qui les font émerger et les maintiennent ».

20 « (...) l'image et ses discursivités sont affectées par la mémoire discursive, qui est constituée par l'oubli, tombe sur la formulation, soulignant que lorsque nous nous référons à la formulation, nous considérons à la fois la formulation de l'image elle-même et la formulation du dire à son sujet. Et, aussi, le fait que la mémoire peut être mise à jour précisément par les discursivités de l'image, étant donné la possibilité pour l'image de fonctionner comme un opérateur de la mémoire (...) ».

la mémoire peuvent fonctionner comme un jeu de soutien entre elles : l'image occupe une mémoire et, en même temps, la mémoire occupe une image. Comme de manière transparente, une image fonctionne dans la mémoire comme l'événement. Une telle relation image-monde ne se fait pas dans la transparence, mais dans l'opacité, dans la reprise de la mémoire déformée qui tente de donner un sens à ce qui est vu.

Pour entamer l'analyse de l'image de la charte, nous commencerons par sa description. Au départ, ce qui attire l'attention est le fait que dans le fond de l'image nous avons un gilet jaune, sur lequel sont écrits les articles qui composent le document. Le gilet, qui semble centralisé et occupe la plus grande partie de l'image, prend sans doute le nom du mouvement, qui apparaît également dans le titre. Lorsque nous réfléchissons aux effets que la signification du gilet peut avoir, nous devons nous rappeler que les articles sont placés sur le gilet. Comme ces articles sont ce que la charte appelle des « propositions pour sortir de la crise », et qu'ils sont sur le gilet, nous pouvons affirmer que ce dernier symbolise la crise que les propositions veulent combattre.

Cette idée devient plus évidente quand nous rappelons que les gilets sont devenus le symbole du mouvement parce que leur port avait été rendu obligatoire après un décret du gouvernement. En d'autres termes, l'image du gilet peut être considérée symboliquement comme l'intervention de l'État, voire la force de ses impositions. Nous avons donc une image qui reprend une mémoire, l'inscrivant dans l'interdiscours, qui place l'État et le gilet jaune comme équivalents, comme symbole de l'oppression.

En même temps, en raison de la grande circulation des images des manifestations et du nom du mouvement, il est pratiquement impossible de ne pas faire référence au gilet jaune en tant que symbole de la lutte même de ce groupe de manifestants. En d'autres termes, le fait d'avoir un gilet jaune dessiné au bas de l'image avec les articles sert également à identifier à qui appartiennent ces revendications.

Ainsi, le gilet jaune finit par remplir une double fonction lorsqu'il apparaît dans la charte : d'une part, il renvoie au gouvernement et à ses impositions et de l'autre, il fait référence au mouvement qui s'autolégitime par la charte. Une question demeure toutefois, et nous y répondrons lors de l'analyse des images de la manifestation que nous ferons dans le chapitre 6: pourquoi

porter et diffuser des images qui contiennent le symbole de ce que les manifestants disent combattre ?

2.2 Les revendications du *Movimento Brasil Livre* : la charte *Nossas Pautas*

Le *Movimento Brasil Livre*, dorénavant MBL, a publié sa charte de revendications, appelée *Nossas Pautas*, sur facebook.com/mblivre le 5 avril 2015 (voir Fig. 2).

Nous avons déjà parlé des genres de discours auctorial et déclaratif. Rappelons brièvement ce que Maingueneau (2007 : 30) a dit à propos du premier, à savoir qu'il est « le fait de l'auteur lui-même, éventuellement d'un éditeur. » Or, nous savons que la charte du MBL a été écrite par le mouvement et publiée dans son compte *Facebook*, donc qu'il en est l'auteur.

Maingueneau a dit aussi, à propos du genre auctorial, qu'il est se trouve « massivement dans les discours philosophique, religieux, politique, journalistique ... » (*idem*). Le MBL est un mouvement politique, et ses revendications à ce propos sont affichées dans des articles de la charte, comme nous voyons dans les exemples suivants :

1 Impeachment já !

A reforma política no Brasil começa com a saída de Dilma Rouseff.

8 Repúdio ao Foro de São Paulo

É inaceitável a cooperação dos partidos políticos brasileiros com organizações terroristas (FARC) e governos ditatoriais (Cuba e Venezuela)²¹

Les termes soulignés mettent en évidence cette relation de la charte avec le discours auctorial tel qu'il a été défini par Maingueneau.

²¹ « 1 – Mise en accusation immédiate ! La réforme politique au Brésil commence avec le départ de Dilma Rouseff. (...) 8 - Répudiation du Forum de São Paulo. La coopération des partis politiques brésiliens avec les organisations terroristes (FARC) et les gouvernements dictatoriaux (Cuba et Venezuela) est inacceptable ».

À propos du genre de discours déclaratif, nous avons vu que son but est de « (re)fonder un monde commun que concerne une communauté donnée, à laquelle s'adresse la déclaration » (Danblon, 2010 : s.p.). et que sa « visée n'est pas seulement de 'déclarer' les principes mais aussi et surtout d'autolégitimer la communauté discursive qui propose ces principes et qui légitime également sa vision » (Raus 2017 : 230).

Tout d'abord, il faut définir qui est cette « communauté donnée » ou discursive dont les énonciateurs parlent. Si le MBL est l'auteur de la charte, la communauté « à laquelle s'adresse la déclaration » est fondée par ses manifestants et sympathisants. Il s'agit d'une communauté qui permettra au MBL de légitimer et de diffuser sa vision.

Ensuite, à propos de (re)fonder un monde commun, nous pouvons trouver dans la charte du MBL quelques éléments qui confirment notre propos :

A reforma política no Brasil começa com a saída de Dilma Rousseff.

A lei de responsabilidade fiscal precisa ser levada a sério para que o Brasil volte a crescer.

O Brasil precisa de cortes orçamentários responsáveis e enxugamento da máquina pública.

Devemos dar um fim a este claro instrumento de cooptação e censura à imprensa livre e independente.²²

Les soulignés évoquent des choses que le Brésil doit faire (réforme politique, responsabilité fiscale, coupes budgétaires, mettre fin à la censure). Ces changements sont nécessaires pour (re)fonder un nouveau monde, le monde des manifestants du MBL. En même temps, la publication du document dans *Facebook* est utilisée pour autolégitimer ces principes et cette vision d'un monde nouveau.

22 «La réforme politique au Brésil commence avec le départ de Dilma Rousseff. La loi sur la responsabilité fiscale doit être prise au sérieux pour que le Brésil se développe à nouveau Le Brésil a besoin de coupes budgétaires responsables et d'anéantir l'appareil public. Nous devons mettre fin à cet instrument clair de cooptation et de censure de la presse libre et indépendante ».

Cependant, cette charte n'a pas les trois parties d'une déclaration décrite par Damblon (2010), à savoir le préambule, la proclamation et les articles. Elle a seulement des articles. Néanmoins, même sans toutes les caractéristiques que ce type de discours doit avoir, on peut dire que le discours déclaratif y est quand même présent grâce aux éléments que nous venons d'analyser.

NOSSAS PAUTAS

- 1 IMPEACHMENT JÁ!**
 A REFORMA POLÍTICA NO BRASIL COMEÇA COM A SAÍDA DE DILMA ROUSSEFF.
- 2 REDUÇÃO DO NÚMERO DE MINISTÉRIOS PELA METADE**
 O EXEMPLO DE AUSTERIDADE DEVE VIR DO ALTO ESCALÃO DA REPÚBLICA.
- 3 FIM DA FRAUDE ORÇAMENTARIA**
 A LEI DE RESPONSABILIDADE FISCAL PRECISA SER LEVADA A SÉRIO PARA QUE O BRASIL VOLTE A CRESCER.
- 4 SAÍDA DE DIAS TOFFOLI DO COLEGIADO JULGADOR DA LAVA-JATO NO STF**
 NÃO PODEMOS IGNORAR SEU HISTÓRICO DE PARCIALIDADE E ADESÃO AO PROJETO POLÍTICO DO PT.
- 5 CPI DO PROGRAMA MAIS MÉDICOS**
 ESCANDALOSO ESQUEMA DE FINANCIAMENTO DA DITADURA CUBANA COM DINHEIRO DOS NOSSOS IMPOSTOS QUE PRECISA SER URGENTEMENTE INVESTIGADO.
- 6 CPI DO BNDES**
 ABERTURA DA CAIXA PRETA DOS EMPRÉSTIMOS CONCEDIDOS PELA INSTITUIÇÃO AO LONGO DA ÚLTIMA DÉCADA.
- 7 AJUSTE FISCAL SEM AUMENTO DE IMPOSTOS**
 O BRASIL PRECISA DE CORTES ORÇAMENTÁRIOS RESPONSÁVEIS E ENXUGAMENTO DA MÁQUINA PÚBLICA.
- 8 REPÚDIO AO FORO DE SÃO PAULO**
 É INACEITÁVEL A COOPERAÇÃO DE PARTIDOS POLÍTICOS BRASILEIROS COM ORGANIZAÇÕES TERRORISTAS (FARC) E GOVERNOS DITATORIAIS (CUBA E VENEZUELA).
- 9 CONCESSÃO DE ASILO POLÍTICO A LEOPOLDO LÓPEZ**
 O GOVERNO BRASILEIRO DEVE REPUDIAR OFICIALMENTE A VIOLÊNCIA DO GOVERNO VENEZUELANO CONTRA SEU POVO.
- 10 FIM DAS VERBAS DE PUBLICIDADE ESTATAL**
 DEVEMOS DAR UM FIM A ESTE CLARO INSTRUMENTO DE COOPTAÇÃO E CENSURA À IMPRENSA LIVRE E INDEPENDENTE.



Fig. 2 : La charte du *Movimento Brasil Livre* (source : facebook.com/mblivre).

2.2.1 La présence de l'interdiscours : le discours législatif

Pour comprendre l'inscription de la charte du MBL dans le discours législatif, nous devons prêter attention à deux caractéristiques : la doctrine du sens flou et l'auteur²³ du texte législatif.

Selon Wroblewski (1998 : 18), le discours législatif est « le résultat de l'activité du législateur qui formule les textes des actes normatifs ». Donc, c'est normalement le législateur qui formule les textes législatifs. Mais dans la charte du MBL, cette figure du législateur est substituée par les directeurs du mouvement qui ont écrit le document. D'ailleurs, la charte n'a pas de valeur légale et se laisse traverser par le discours législatif sans forcément le devenir.

Sur la doctrine du sens flou, Wagner (1999 : 6) dit qu'il s'agit d'une « source de cohésion entre les individus d'une même communauté linguistique » et qu'il a pour but de « définir des caractéristiques communes sans pour autant les décrire explicitement ».

Un exemple de sens flou peut être trouvé dans l'article 7, lorsque la charte dit :

7 Ajuste fiscal sem aumento de impostos
O Brasil precisa de cortes orçamentários responsáveis e
enxugamento da máquina pública.²⁴

Nous pouvons poser beaucoup de questions sur le sens flou de cet article : à quoi l'on se réfère exactement par « *cortes orçamentários responsáveis* » ? Qu'est-ce que le mouvement considère comme « *máquina pública* » ? Pourquoi le Brésil « *precisa de cortes orçamentários* » ?

23 Pour nous, l'auteur dont nous parlons est celui qui signe le document, le scripteur qui le conçoit et le rédige, tandis que l'énonciateur est le « je / moi » du discours.

24 « 7 - Ajustement fiscal sans augmenter la taxation. Le Brésil doit procéder à des coupes budgétaires responsables et à la réduction de l'appareil public de l'Etat ».

Il est évident que le sens de ces expressions reste générique, voire vide. Il n'est pas possible de trouver de réponse exacte pour comprendre quelles sont les revendications de manière précise. En même temps, ces articles flous sont suffisants pour définir les caractéristiques communes partagées par cette communauté. C'est une communauté qui demande des « coupes budgétaires », même si la signification de cette expression n'est pas claire.

2.2.2 La présence de l'interdiscours : le discours didactique

Le discours didactique de la charte du MBL est présent principalement en ce qui concerne la simplification du réel. Cette simplification, bien qu'elle ne soit pas exclusive au discours didactique, est importante pour que les articles de la charte puissent toucher un plus grand nombre de personnes.

Cette didacticité²⁵ est nécessaire quand on se souvient que lorsque le MBL est apparu le Brésil était gouverné par un parti de gauche et que dans l'histoire brésilienne la plus grande partie des manifestations ont été faites par la gauche contre un gouvernement de droite. Comme exemple de cette simplification, nous pouvons citer l'article 7, où le MBL demande un ajustement fiscal sans augmentation des taxes. À aucun moment on ne parle des conséquences d'une telle mesure, on ne dit pas qui sera touché par ce type d'action et on ne tient même pas compte de l'inégalité du pays lorsqu'on propose un ajustement fiscal.

Par ailleurs, il est nécessaire de comprendre, selon ce que Pêcheux (2014) nous dit des mécanismes d'anticipation des formations imaginaires, la place que le MBL imagine d'occuper pour énoncer de telle manière. Ce mouvement se pose comme un énonciateur qui rend possible un nouveau discours de pouvoir. De cette manière, le MBL jouerait le rôle d'un enseignant qui envisage une

²⁵ Selon Moirand (1993), « la didacticité » de discours non prioritairement didactiques a trois sortes de définition :

« - L'une, situationnelle, inscrit la didacticité dans une situation de communication où l'un des producteurs possède un savoir supérieur à celui de l'autre, savoir qu'il est obligé ou qu'il désire faire partager à l'autre. On peut poser alors des différences entre les interactions professeur/étudiant ou employé/client.

- Une autre définition, formelle cette fois, définit « la didacticité » à travers ses manifestations linguistiques repérables à des procédés langagiers spécifiques (des catégories discursives ?) telles que définitions, exemplifications, explications, certaines traces prosodiques ou iconiques, toutes formes qui renvoient à des processus cognitifs particuliers, et dont on peut lister les variabilités lexicales et syntaxiques.

- La troisième définition, plus fonctionnelle, repère la visée mise en jeu dans un texte : s'agit-il de faire savoir ou de faire faire ? d'exposer ou de faire apprendre ? de faire voir ou de faire croire ? »

nouvelle didactique ayant pour objectif de changer l'hégémonie discursive caractérisant la conjoncture historique précise du Brésil à la date de publication de la charte. Comme nous l'avons dit en parlant du discours déclaratif, la tentative est de (re)fonder un nouveau monde, et pour atteindre cet objectif, il est nécessaire que ceux qui font partie de la communauté discursive sachent de quoi nouveau monde est fait. Par conséquent, il est nécessaire que ceux qui énoncent fassent preuve de certitude quant à ce dont ils parlent, et qu'ils ne laissent pas de place à la problématisation ni au malentendu. Comme le dit Basquet-Loubeyre (1994), cette caractéristique appartient justement au discours didactique. Il est important de noter que, dans la charte du MBL, nous ne trouvons aucun mot qui témoigne d'une hésitation quant aux propositions qu'elle contient. La certitude prévaut tout au long du document.

2.2.3 La présence de l'interdiscours : le discours manifestaire

Concernant le discours du manifeste, Burger (2012) indique que parmi ses caractéristiques figurent les gestes et cris de ralliement, l'affirmation physique souvent violente et les discours publics et bruyants. Ces caractéristiques se retrouvent lorsque l'on se souvient de la façon dont le MBL agit lors de ses manifestations. Il n'était pas rare qu'il y ait une confrontation physique entre les représentants du mouvement et les personnes qui s'écartent de ce discours.

Une autre caractéristique importante soulignée par Burger (*idem*), est la force symbolique de la force de la loi que possède la charte. Il suffit de se souvenir de ce que nous avons dit en décrivant les caractéristiques du discours législatif qui la traverse. Ainsi, nous pouvons affirmer que cette force symbolique du droit est présente.

En tenant compte de cette question symbolique, nous pouvons retrouver des éléments de ce que Maingueneau et Cossuta (1995) définissent comme discours constituant. Pour ces auteurs, ce type de discours donne un sens aux actes de la collectivité, une caractéristique qui peut sans doute être attribuée au discours de la charte du MBL, puisque, comme nous l'avons déjà dit, elle peut être considérée comme fondatrice d'un contre-discours à l'hégémonie du

pouvoir qui a gouverné le Brésil jusqu'à ce moment. Nous avons donc dans la charte l'exemple d'un discours constituant.

2.2.4 Les discours austéritaires et la langue de coton dans la charte du MBL

Les discours austéritaires sont des discours néo-libéraux visant à faire respecter les mesures de restriction budgétaire (Guilbert, Lebaron et Peñafiel, 2019). Il existe de nombreuses apparitions de formulations en ce sens dans la charte du MBL, comme on peut le voir par les extraits suivants :

2 Redução do número de ministérios pela metade
O exemplo de austeridade deve vir ao alto escalão da república.

3 Fim da fraude orçamentária
A lei de responsabilidade fiscal precisa ser levada a sério para que o Brasil volte a crescer. (...)

7 Ajuste fiscal sem aumento de impostos
O Brasil precisa de cortes orçamentários responsáveis e enxugamento da máquina pública. (...)

10 Fim das verbas de publicidade estatal²⁶.

Comme nous l'avons vu, il est typique de la charte de demander la fin des investissements dans plusieurs domaines, la réduction des ministères, les coupes budgétaires et la réduction de la machine publique. Toutes ces mesures sont conformes à ce que les auteurs précités entendent par discours austéritaire.

La langue de coton (Raus, 2017 : 94), à son tour, tente de convaincre non pas par son contenu, mais par sa forme vide et ses formules automatisées (Sirghi-Luchian, 2011 : 185). Une fois de plus, il n'est pas difficile de trouver des

²⁶ 2 Réduire de moitié le nombre de ministères. L'exemple de l'austérité doit venir du haut de la république. 3 Fin de fraude budgétaire. La loi sur la responsabilité fiscale doit être prise au sérieux pour que le Brésil se développe à nouveau. 7 Ajustement fiscal sans augmentation d'impôt. Le Brésil a besoin de coupes budgétaires responsables et d'anéantir l'appareil public. 10 Fin des fonds publicitaires de l'Etat.

exemples de l'utilisation de cette langue dans la charte analysée, comme nous voyons dans les exemples suivants :

2 Redução do número de ministérios pela metade

O exemplo de austeridade deve vir do alto escalão da república.

3 Fim da fraude orçamentária

A lei de responsabilidade fiscal precisa ser levada a sério para que o Brasil volte a crescer. (...)

5 CPI do programa Mais Médicos

Escandaloso esquema de financiamento da ditadura cubana com dinheiro dos nossos impostos que precisa ser urgentemente investigado.

6 CPI do BNDES

Abertura da caixa preta dos empréstimos concedidos pela instituição ao longo da última década. (...)

8 Repúdio ao Foro de São Paulo

É inaceitável a cooperação de partidos políticos brasileiros com organizações terroristas (FARC) e governos ditatoriais (Cuba e Venezuela).

9 Concessão de asilo político a Leopoldo López

O governo brasileiro deve repudiar oficialmente a violência do governo da venezuelano contra seu povo.

10 Fim das verbas de publicidade estatal

Devemos dar um fim a este claro instrumento de cooptação e censura à imprensa livre e independente.²⁷

Dans le passage analysé, nous trouvons une série de mots et d'expressions vides de sens, tels que « l'exemple doit venir du haut niveau », « la loi doit être prise au sérieux », « le Brésil doit se développer à nouveau »,

²⁷ 2 Réduire de moitié le nombre de ministères. L'exemple de l'austérité doit venir du haut de la république. 3 Fin de fraude budgétaire. La loi sur la responsabilité fiscale doit être prise au sérieux pour que le Brésil se développe à nouveau. 5 CPI du programme Mais Médicos. Système de financement scandaleux de la dictature cubaine avec notre impôt à étudier de toute urgence. 6 CPI du BNDES. Ouverture de la boîte noire des prêts accordés par l'institution au cours de la dernière décennie. 8 Répudiation du Forum de São Paulo. La coopération des partis politiques brésiliens avec les organisations terroristes (FARC) et les gouvernements dictatoriaux (Cuba et Venezuela) est inacceptable. 9 Octroi de l'asile politique à Leopoldo López. Le gouvernement brésilien doit officiellement répudier la violence du gouvernement vénézuélien contre son peuple. 10 Fin des fonds publicitaires de l'Etat. Nous devons mettre fin à cet instrument clair de cooptation et de censure de la presse libre et indépendante.

etc. Il se caractérise ainsi par l'utilisation de la langue du coton dans le discours du MBL. Mais ici, comme nous le verrons plus en détail dans le paragraphe suivant qui nous servira à mettre en comparaison les chartes des Gilet jaunes et du MBL, nous n'identifions aucune tentative d'effacer l'idéologie néolibérale. Elle est constamment renforcée et réaffirmée dans des formules vides et faciles à enseigner. Dans ce passage, nous pouvons observer plus clairement le croisement de plusieurs discours déjà analysés précédemment, tels que le discours législatif et son sens flou et le discours didactique, qui se caractérise également par la simplification du réel pour aider à la compréhension de ce que l'on tente de diffuser.

2.2.5 L'utilisation du « nous » dans le discours du MBL

Nous constatons que la charte de revendications du MBL présente seulement une citation avec la présence du pronom « nous ». Il s'agit du titre de la charte : *Nossas Pautas* (nos directives). Mais qui est le « nous » qui propose des directives ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de comprendre la définition d'« éthos collectif ». Selon Orkibi (2008), qui a analysé le discours des étudiants universitaires français sur la guerre d'Algérie, « il s'agit d'une construction collective qui concerne un groupe, un ensemble d'intervenants et d'individus » (Orkibi, 2008 : s.p.). À travers le discours, notamment les pronoms personnels, on construirait l'image d'un collectif. De manière similaire aux étudiants analysés par Orkibi, le MBL présente un groupe qui, a ses propres propositions et valeurs, qu'il veut partager avec les manifestants. Toujours selon Orkibi, les étudiants concernés dans son travail proposent « un discours de polarisation qui confronte les générations étudiantes passée(s) et présente » (*idem*). Dans la charte du MBL, nous trouvons quelque chose de similaire. Donc, le « nous » dans la charte du MBL est du type communautaire (Raus, 2017²⁸).

28 Ce type de « nous » peut (...) servir à l'énonciateur pour produire sa propre communauté par le discours, s'adressant à ceux qui partagent ses valeurs, ou pour incorporer le co-énonciateur à des valeurs censées être partagées. La responsabilité est assumée par la communauté discursive par rapport à laquelle l'énonciateur ne se détache pas. (54)

2.2.6 L'analyse de l'image de la publication du MBL

Pour analyser l'image de la publication du MBL, nous nous tournerons une fois de plus vers Costa (2014), lorsque l'auteur parle du jeu de l'oubli, qui se produit dans la mémoire discursive, où une mémoire occupe une image et, en même temps, une image occupe une mémoire. De cette façon, on établit une fausse relation de transparence entre l'image et le monde, alors que cette relation est forcément d'opacité, puisque la mémoire est déformée lorsqu'elle tente de donner un sens à ce qui est vu.

Compte tenu de ce qui a été dit ci-dessus, ce qui nous frappe dans l'image publiée par MBL, sont les couleurs utilisées : jaune, bleu et vert. Ces couleurs caractérisent le fond de l'image sur laquelle les revendications sont écrites et sont également utilisées dans le nom du mouvement inscrit au fond de la charte. Ces couleurs renvoient à la mémoire du drapeau brésilien, dont les couleurs sont exactement les mêmes. On pourrait donc avancer que l'image tente de reprendre une certaine idée du Brésil uni par les revendications.

Cependant, nous ne pouvons pas ne pas mentionner le fait que ce même drapeau, revendiqué ici comme symbole de l'union du pays, se caractérise par des couleurs qui ne sont pas liées aux luttes de la population pour l'indépendance ou à m'importe quel autre type de revendication historique. Les couleurs du drapeau brésilien, au contraire, renvoient aux couleurs des armoiries de la famille royale portugaise (Ribeiro, 1995). Par conséquent, nous pouvons dire qu'historiquement, le drapeau représente un symbole de continuité par rapport au pouvoir, puisqu'il a été créé peu après l'indépendance du pays proclamée par Dom Pedro I, fils de Dom João VI, roi du Portugal, et utilise les couleurs de la famille Bragança, et non un symbole de rupture et d'installation d'un nouveau processus de constitution du pays.

Mais ne serait-il pas contradictoire d'utiliser les couleurs d'un drapeau qui ne représente pas réellement la population brésilienne et qui renvoie plutôt à la famille coloniale qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant plus de trois cents ans ? Au premier abord, cela peut sembler contradictoire, mais quand on prend en compte ce qui est revendiqué, notamment en ce qui concerne le croisement du discours austéritaire et de la langue du coton, il est possible de mettre en relation les intérêts d'une petite élite chevauchant les besoins réels du pays, comme à l'époque coloniale ou impériale.

Un autre point important à aborder pour comprendre l'utilisation de ces couleurs dans la publication du MBL est le fait que le processus d'indépendance du Brésil, qui a abouti à la création du drapeau avec les couleurs de la famille impériale, n'a eu en aucun cas la participation populaire. Les Noirs, par exemple, qui constituaient déjà une partie importante de la population brésilienne, n'ont pas participé à ce processus et n'ont même pas été libérés de l'esclavage. D'ailleurs, la loi qui les a libérés n'a été signée qu'en 1888.

Cette exclusion des Noirs s'est également produite lors des manifestations du MBL, comme nous le verrons en analysant les photographies dans le chapitre 5. Dans les images, il est difficile d'identifier cette partie de la population, qui représente aujourd'hui plus de 50% des Brésiliens. Les manifestations du MBL sont principalement composées de Blancs et de personnes de la classe moyenne.

Nous pouvons donc conclure que la reprise des couleurs du drapeau brésilien dans la charte du MBL ne peut pas donner un sens nouveau à ce que le drapeau représente déjà. Elle ne fait que renforcer les exclusions et les inégalités qui étaient déjà présentes depuis la création du premier drapeau.

2.3 La comparaison des documents fondateurs des deux mouvements

Au début de cette comparaison nous pouvons dire que tous les discours présentent dans une charte sont aussi présents dans l'autre, mais aussi qu'ils sont présents de différentes manières.

Le discours auctorial dans la charte des GJ peut être perçu dès le titre, lorsque les auteurs utilisent le mot « charte ». À son tour, le même genre discursif est présent dans la charte du MBL même en l'absence du mot « charte ». S'il est difficile de comprendre quelle est la position politique des GJ, la position politique du MBL est claire: il s'agit d'un mouvement de droite qui défend le néolibéralisme.

A propos du discours déclaratif, en ce qui concerne à la manière d'écrire, les chartes sont très différentes. Les GJ ont écrit une charte avec un préambule, une partie de proclamation et des articles. Par contre, la charte du MBL a seulement des articles. Cela dit, les deux chartes essaient d'autolégitimer leurs

propres communautés discursives, ce qui est une question centrale du discours déclaratif.

Une situation similaire peut être signalée en ce qui concerne le discours législatif. La doctrine du sens flou est la seule caractéristique de ce discours à être présente dans les deux chartes. Par contre, la charte française a au moins deux autres caractéristiques de ce type de discours : l'utilisation de l'expression « vu que » comme indicatif de causalité, et l'utilisation des phrases « verbe à l'infinitif + COD ou substantif + COI », qui sont le marqueur d'une écriture impersonnelle.

Pour ce qui concerne l'analyse du discours didactique, dans la charte des GJ, nous avons signalé la présence des sous-titres, le fait que les manifestants considèrent les politiciens comme des élèves, l'absence totale de problématisation et la simplification du réel comme étant les principales caractéristiques de ce type de discours qu'on peut y retrouver. Pour la charte du MBL, nous trouvons seulement ces deux dernières caractéristiques.

Pour le discours manifestaire, les chartes ont les mêmes caractéristiques : leurs discours ont, symboliquement, la force de la loi. Cette même question symbolique pose les chartes comme relevant du discours juridique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous les avons considérées comme des discours constituants ou, en tout cas, comme des simulacres de ce type de discours.

Si au départ, nous avons considéré la charte des GJ comme un anti-discours à propos de l'austérité, l'analyse a montré qu'il ne s'agit pas vraiment d'un anti-discours mais plutôt d'un discours alternatif. Différemment, le discours austéritaire est très souvent présent dans la charte du MBL. Nous le trouvons, par exemple, quand les énonciateurs demandent le déclin de la machine publique. Donc, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un discours néolibéral.

La langue de coton, à son tour, est présente de la même façon dans les deux chartes. Dans la charte française, nous pouvons trouver des expressions comme « changer immédiatement » ou « la France est un pays riche », qui reprennent la forme vide de la langue de coton. Dans la charte brésilienne, les exemples des expressions qui peuvent reprendre la langue de coton sont « *abertura da caixa preta* » et « *organizações terroristas* ».

Bien que le « nous » collectif de type communautaire soit également présent dans les deux chartes, dans celle du MBL il est présent seulement dans

le titre, tandis que dans la charte des GJ il peut être trouvé partout à l'intérieur du texte.

Enfin, pour les images contenues dans les deux documents analysés, nous pouvons trouver la réaffirmation des couleurs du drapeau brésilien dans la charte du MBL, ce qui renvoie, d'une certaine manière, à la période coloniale, puisque les couleurs sont celles de la famille réelle portugaise qui a colonisé le Brésil. À son tour, l'image de la publication des GJ présente une contradiction évidente quand les manifestants utilisent comme symbole du mouvement le gilet, qui est avant tout un symbole de la répression d'État. Cela pourrait être une tentative de resignifier ce symbole, mais nous ne pouvons pas en être sûrs.

Donc, pour conclure, nous pouvons dire que les mêmes discours traversent les deux chartes, mais de manières différentes. Les GJ sont plus attentifs aux aspects formels, comme on peut le voir par la structure en trois parties qui composent le discours déclaratif ou même par l'utilisation du « vu que » au début de la charte. À son tour, le MBL est plus direct et est plus préoccupé par la clarté de ses revendications. Il est important de souligner qu'en France et au Brésil, la structure des déclarations comme celles contenues dans les chartes est similaire. Par conséquent, le choix du MBL de renoncer à cette forme peut symboliser la tentative réelle d'une rupture avec tout ce qui peut rappeler l'État.

Par conséquent, cela nous amène à dire que le discours des GJ est un discours qui se pose comme alternatif, comme nous avons dit au paragraphe 3.1.7, tandis que la rupture du MBL, en plus de proposer un véritable changement dans la conduite politique du Brésil, entraîne également une rupture de forme.

Cette rupture peut être vue dans la structure de la charte et, également, dans la manière de l'écrire. Il est important de souligner que la charte française est plus formelle que la charte brésilienne. Par exemple, dans la charte du MBL l'expression « *caixa preta* » (boîtes noires), parle de la nécessité de mener une enquête concernant la banque de l'État, la BNDES. L'expression choisie relève d'un registre de langue informelle et suppose quelque chose d'illégal lors des opérations bancaires effectuées lors de la période où le document a été rédigé. Cela, pour nous, est un des exemples qui indique que le MBL propose une vraie tentative de rupture avec le formalisme de l'État. Autre chose importante à noter, c'est l'absence d'un but unique qui rassemble toutes ces revendications. Le MBL

ne vise pas de but spécifique par la charte. Il ne s'agit ni de sortir de la crise ni d'améliorer les conditions de vie au Brésil. La charte simplement dit beaucoup de choses qui doivent changer ou être faites, mais elle ne précise jamais quel est le but de ces changements. Cela fait que c'est le changement en soi qui devient le seul but qui soit finalement présent dans la charte.

La charte des GJ est sensiblement différente. Sa structure est formelle et les mots utilisés sont d'un registre formel beaucoup plus que dans la charte brésilienne. Des expressions comme « évacion fiscale » et « obsolescence programmée » ne sont pas facile à comprendre. Cela indique sans doute une tentative d'écrire de manière formelle, ce qui n'implique pas une vraie rupture par rapport à la langue et au registre typique de l'administration et de l'État.

En outre, le titre de la charte de GJ explicite son but : sortir de la crise. Donc, la charte ne veut ni représenter une tentative de révolution ni entend refonder la République. Les GJ veulent uniquement sortir de la crise. Pour ce faire, ils proposent des revendications. Il ne s'agit donc pas d'une rupture, mais plutôt d'une alternative.

CHAPITRE 3

ANALYSE DES CHARTES DU MOVIMENTO PASSE LIVRE ET DU COLLECTIF LYONNAIS POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN COMMUN

Ce chapitre de notre thèse entend analyser les chartes du mouvement brésilien *Movimento Passe Livre* (désormais MPL) et du mouvement français Collectif Lyonnais pour la gratuité des transports en commun. Ces discours ont été publiés dans *Facebook*²⁹.

Nous avons choisi d'analyser avant tout la charte fondatrice des deux mouvements (voir les paragraphes 3.1 et 3.2) et ensuite d'en faire la comparaison (par. 3.3).

Nous visons avec ces analyses à identifier les stratégies discursives de chacun des deux mouvements pour ensuite les comparer.

3.1 La publication du MPL : les objectifs du mouvement

Dans sa charte publiée dans *Facebook*, le MPL précise l'origine du mouvement et ses finalités : « *Em sete pontos, o Movimento Passe Livre explica quem é, o que pretende e como está organizado*³⁰ ». Il n'est possible de savoir ni quand ni qui a fait cette publication, ce qui est sûr est que le document fondateur du mouvement est divisé en sept paragraphes numérotés, qui sont les suivants :

Em sete pontos, o Movimento Passe Livre explica quem é, o que pretende e como está organizado.

1. O que é o Movimento Passe Livre (MPL)

O Movimento Passe Livre (MPL) é um movimento social autônomo, apartidário, horizontal e independente, que luta por um *transporte público de verdade*, gratuito para o conjunto da população e fora da iniciativa privada.

2. História do MPL

O MPL foi batizado na Plenária Nacional pelo Passe Livre, em janeiro de 2005, em Porto Alegre. Mas antes disso, há seis anos, já existia a Campanha pelo Passe Livre em Florianópolis. Fatos históricos importantes na origem e na atuação do MPL são a Revolta do Buzu (Salvador, 2003) e as Revoltas da Catraca

²⁹ *facebook.com/MovimentoPasseLivreimpl*

³⁰ En sept points, le *Movimento Passe Livre* explique qui il est, ce qu'il veut et comment il est organisé.

(Florianópolis, 2004 e 2005). Em 2006 o MPL realizou seu 3º Encontro Nacional, com a participação de mais de 10 cidades brasileiras, na Escola Nacional Florestan Fernandes, do MST [Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra].

3. Formas de organização

3.1. Autonomia e independência

Acreditamos que as pessoas diretamente envolvidas na luta são responsáveis pelas escolhas e criação das regras do movimento, sem depender de organizações externas como partidos e/ou entidades estudantis e financiamentos que exijam contrapartidas.

3.2. Apartidarismo

Acreditamos em uma nova forma de se fazer política, longe dos partidos políticos. Pressionamos o governo por políticas públicas, mas defendemos na nossa prática cotidiana que existe política além do voto.

3.3. Horizontalidade

Não existe hierarquia neste movimento. Não existe uma direção centralizada onde poucos decidem por muitos. Todos têm igual poder de participação.

4. O que é o passe livre

Passe livre é a gratuidade no transporte coletivo.

5. O que é um serviço público

Serviço público é aquele que não tem exclusão, que permite o acesso de todas as pessoas. A educação e a saúde só vão ser públicas de verdade se o transporte for público de verdade.

6. Mas é mesmo possível pegar ônibus de graça?

Não se trata de ônibus de graça, esse ônibus teria um custo, mas pago por impostos progressivos, não pela tarifa. O que a prefeitura precisa fazer é uma reforma tributária nos impostos progressivos, de modo que pague mais quem tem mais dinheiro, que pague menos quem tem menos e quem não tem não pague (impostos e taxas). Distribuir melhor o orçamento público, separando uma parte para subsidiar o transporte, ao invés de gastar dinheiro em propaganda, corrupção e obras que não atendem às reais necessidades da população. O passe livre estudantil já é realidade no Rio de Janeiro.

7. Sobre aumentos de tarifas

No Brasil, 35% da população que vive nas cidades grandes não tem dinheiro para pagar ônibus regularmente (IPEA, 2003). Muitas pessoas estão excluídas da educação porque não podem pagar o ônibus até a escola. Toda vez que aumenta a tarifa do ônibus, esta exclusão aumenta também. Ao mesmo tempo, é importante enfatizar que, mais que lutar contra o aumento da tarifa, lutamos contra a *existência* de uma tarifa. O sistema de Transporte precisa ser totalmente reestruturado, de modo que as tarifas não continuem aumentando, excluindo cada vez mais pessoas. O Transporte precisa ser visto como um direito essencial, não como uma mercadoria.³¹

³¹ En sept points, le *Movimento Passe Livre* explique ce qu'il est, ce qu'il veut et comment il est organisé.

1. Qu'est-ce que le *Movimento Passe Livre* (MPL)

Le *Movimento Passe Livre* (MPL) est un mouvement social autonome, non partisan, horizontal et indépendant qui lutte pour de véritables transports publics, gratuits pour toute la population et en dehors de toute l'initiative privée.

2. L'histoire du MPL

Le MPL a été nommé lors de la *Plenária Nacional pelo Passe Livre*, en janvier 2005, à Porto Alegre. Mais avant cela, il y a six ans, il y avait déjà la *Campanha pelo Passe Livre* à Florianópolis. Les faits historiques importants pour son origine et pour sa performance sont la révolte de Buzu (Salvador, 2003) et les révoltes de la Catraca (Florianópolis, 2004 et 2005). En 2006, le MPL a tenu sa troisième réunion

3.1.1 Un discours auctorial ?

Bien que la charte ne précise pas qui est l'auteur de ce document, les caractéristiques du genre routinier, tel qu'il a été défini par Maingueneau en opposition au discours auctorial (Maingueneau, 2007 :30), ne sont pas présentes dans le document du MPL. En effet, selon cet auteur, dans les genres routiniers nous trouvons des rôles joués par les partenaires qui restent inchangés pendant l'acte de communication (*idem*). Parmi les exemples du genre routinier, Maingueneau cite les messages des agents de bord pendant le vol qui restent toujours les mêmes, sans possibilité de changement. Il s'agit d'un discours qui se caractérise donc également par la présence de formules figées et de véritables *routines* discursives (Née, Sitri, Veniard, 2016), qui par contre ne sont pas présentes dans la charte.

nationale, avec la participation de plus de 10 villes brésiliennes, à l'école nationale Florestan Fernandes, du MST [Mouvement des travailleurs ruraux sans terre].

3. Formes d'organisation

3.1. Autonomie et indépendance

Nous croyons que les personnes directement impliquées dans la lutte sont responsables des choix et de la création des règles du mouvement, sans dépendre d'organisations externes telles que les partis et/ou les entités étudiantes et de financements qui exigent des contreparties.

3.2 Apartitisme

Nous croyons en une nouvelle façon de faire de la politique, loin des partis politiques. Nous faisons pression sur le gouvernement pour des politiques publiques, mais nous défendons dans notre pratique quotidienne qu'il y ait de la politique au-delà du vote.

3.3 Horizontalité

Il n'y a pas de hiérarchie dans ce mouvement. Il n'y a pas de direction centralisée où peu de gens décident pour beaucoup. Chacun a un pouvoir de participation égale.

4. Qu'est-ce que le *Passe Livre* ?

Le *Passe Livre* est la gratuité dans les transports publics.

5. Qu'est-ce qu'un service public ?

Le service public est celui qui ne fait pas d'exclusion, qui permet l'accès à tous. L'éducation et la santé ne seront vraiment publiques que si les transports le sont vraiment.

6. Mais est-il vraiment possible de prendre le bus gratuitement ?

Ce n'est pas gratuit, ce bus aurait un coût, mais payé par des taxes progressives, pas par des tarifs. Ce que le gouvernement municipal doit faire, c'est une réforme fiscale sur les impôts progressifs, de sorte que ceux qui ont plus d'argent paient plus, ceux qui en ont moins paient moins, et ceux qui n'ont rien ne paient pas (impôts et taxes). Mieux répartir le budget public, en en séparant une partie pour subventionner les transports, au lieu de dépenser de l'argent en publicité, corruption et travaux qui ne répondent pas aux besoins réels de la population. Le ticket de bus gratuit pour les étudiants est déjà une réalité à Rio de Janeiro.

7. À propos des augmentations de tarifs

Au Brésil, 35 % de la population vivant dans les grandes villes n'ont pas les moyens de payer régulièrement les bus (IPEA, 2003). De nombreuses personnes sont exclues de l'éducation parce qu'elles n'ont pas les moyens de prendre le bus pour se rendre à l'école. Chaque fois que le prix du ticket de bus augmente, cette exclusion augmente également. En même temps, il est important de souligner que, plus que la lutte contre l'augmentation des tarifs, nous luttons contre l'existence d'un tarif. Le système de transport doit être complètement restructuré afin que les tarifs ne continuent pas à augmenter, excluant de plus en plus de personnes. Le transport doit être considéré comme un droit essentiel, et non comme une marchandise. (Traduit de l'original)

Au contraire, le type de discours utilisé par le MPL dans sa publication non seulement n'est pas produit par des acteurs inchangeables, mais il ne présente pas de formules figées. D'ailleurs, cela ne surprend pas vraiment, parce que la charte est normalement un document censé être fondateur qui, parce qu'elle envisage la fondation de la communauté qui l'écrit, n'est pas publiée de manière régulière mais juste une fois. Elle pourra éventuellement être amendée ensuite, mais sans que cela affaiblisse l'acte de fondation de la communauté discursive.

Il s'agirait donc d'un discours auctorial, sans que pourtant on puisse en établir l'auteur. Ce dernier reste implicite car, comme tout document fondateur, la charte essaie de s'autolégitimer en attribuant l'autorité du *Mouvement* qui est inscrit dans le document à la non-personne, pour utiliser la catégorie d'Emile Benveniste.

Des traces discursives permettent, cependant, de retracer les caractéristiques majeures des signataires non montrés : d'abord le recours à l'histoire, qui joue le rôle de mythe fondateur³² et ensuite la présence d'un « nous » renvoyant, de manière non exclusive, aux « personnes directement impliquée dans la lutte » et que nous analyserons dans la suite de notre travail.

3.1.2 Le discours déclaratif

Le discours déclaratif se caractérise, selon Danblon (2010) par la présence de trois parties (le préambule, la proclamation et les articles), ainsi que par « l'autolégitimation de la communauté discursive qui propose ces principes et qui légitime également sa vision » (Raus, 2017 : 230). On ne peut pas, cependant, identifier les trois parties (le préambule, la proclamation et les articles) dans la charte. Elle se compose d'explications sur la formation du mouvement et sur la nécessité de la gratuité des moyens de transport. Cela dit, il faut ajouter qu'on trouve une tentative de légitimation lorsque le mouvement parle de son origine populaire, de la façon dont il s'est organisé et de l'importance de la gratuité des transports en commun. En effet, quand le MPL s'affirme comme un « mouvement social autonome, non partisan, horizontal et

32 Orlandi parle à propos des mythes fondateurs du Brésil dans son livre « *Terra à Vista* » (2006).

indépendant », il légitime sa propre communauté discursive, présentée comme hors de la politique institutionnelle. Dans le mouvement, il ne sera pas possible de trouver de dirigeants comme il arrive, par contre, dans les partis politiques. Apparemment, toutes les décisions du MPL seront prises à la suite d'un débat collectif.

Si donc la présence du discours déclaratif est relativement rare, ce qui est confirmé aussi par l'absence de verbes de ce type, on peut trouver, inversement, la présence d'un contestateur, notamment par rapport à l'État et à la notion de public. C'est ce que nous allons analyser dans le prochain paragraphe.

3.1.3 Le discours pamphlétaire

Contrairement à ce que nous avons trouvé dans les chartes des GJ et du MBL, la charte du MPL n'est pas traversée par le discours législatif. En effet, nous ne trouvons pas la principale caractéristique de ce discours : le sens flou. Au contraire, le MPL essaie d'expliquer les notions de public, de transport gratuit et même le fait que le transport n'est pas vraiment gratuit, mais qu'il doit être payé par des « taxes progressives ». Par ces précisions, le mouvement ne se limite pas à revendiquer quelque chose, mais il présente les chemins à suivre pour atteindre l'objet de ses revendications. Pour ce faire, il utilise un discours et une langue qui relèvent d'une part du discours didactique, comme nous verrons dans le prochain paragraphe, mais aussi et surtout, du discours pamphlétaire.

Selon Jonge et Nicolas (2009), le discours de type pamphlétaire présente une écriture agonique, comme dans l'exemple « cette justice n'est pas une justice, ce héros n'est pas un héros, cette démocratie n'est pas une démocratie ». Ce type de discours peut être classé comme fortement lié à la Révolution française et au 19^e siècle, mais les mêmes auteurs disent qu'il s'est renouvelé de nos jours et qu'il est donc « transhistorique ». En outre, le discours pamphlétaire s'adresse à un public spécifique qui a tendance à franchir délibérément les limites, à condamner, de manière extrême ou virulente, la société dans son ensemble (Jonge et Nicolas, 2009).

Dans le texte du MPL, ce qui capture notre attention est l'utilisation des mots « *de verdade* » (« vraiment »). Le document parle d'un transport

« vraiment » public, d'une santé « vraiment » publique et d'une éducation « vraiment » publique, ce qui laisse supposer par l'implicite que ces trois services ne sont pas encore publics. Pour le mouvement, donc, la négation des trois services est une tentative de dire qu'il y aurait la possibilité de les rendre vraiment, c'est-à-dire effectivement publics. L'implicite dévoile une stratégie fort similaire à la stratégie agonique dont Jonge et Nicolas parlent.

À propos du discours adressé à un public spécifique, il est important de souligner que nous ne trouvons pas de stratégies qui poussent le co-énonciateur à adhérer au mouvement. Le texte explique simplement l'organisation du MPL, les raisons de son existence et sa finalité. Par conséquent, nous pouvons dire que le discours du MPL s'adresse à quelqu'un qui sympathise déjà pour le mouvement. Une autre caractéristique importante est que le texte n'a pas été publié comme message dans l'actualité de *Facebook*. Il a été publié dans le profil du mouvement. Cela signifie que la publication ne peut pas être réellement partagée avec les co-énonciateurs. Elle s'adresse à qui veut en savoir plus à propos du mouvement, mais pas vraiment à diffuser ses idées. Ces considérations faites, il est possible de dire que la publication s'adresse à un public spécifique : les personnes qui sont intéressées par le MPL.

Enfin, pour mieux comprendre le discours de cette charte, il est bien de remarquer qu'au début du texte, le MPL annonce vouloir lutter pour le transport public gratuit. Le mot « *luta*³³ » a un sens de violence et virulence, comme si le mouvement était capable de tout pour réaliser son but. À cela s'ajoute le fait que le MPL est un mouvement qui ne se positionne pas sur l'échiquier des partis politiques et qui refuse toute hiérarchisation du mouvement. Cet ensemble de caractéristiques nous amène à conclure que le MPL nie à la fois le système des partis politiques et, plus généralement, toute forme de hiérarchie. En même temps, ce mouvement propose une lutte pour réaliser son but, ce qui confirme une fois de plus qu'il est traversé par le discours pamphlétaire.

33 Dans le dictionnaire brésilien Aurélio (Ferreira, 1997), la signification de « *luta* » (lutte) est « 1. Combate corpo a corpo, sem armas, entre dois atletas. 2. Qualquer combate corpo a corpo. 3. Peleja; guerra. 4. Antagonismo entre forças contrárias; conflito. 5. Esforço. »

3.1.4 Le discours didactique

Lorsque nous avons analysé la charte des GJ, nous avons vu que les manifestants jouaient le rôle d'enseignants des politiciens. Dans le cas de la charte du MPL, nous trouvons une position similaire des manifestants du mouvement, mais cette fois-ci les élèves sont les nouveaux participants du groupe ou les gens qui s'intéressent au mouvement social.

Au début de la charte, le MPL explique les raisons de sa création, ses objectifs et sa nature, ce qui pourtant n'est pas suffisant pour démontrer la présence du discours didactique dans le document. Cependant, c'est dans la façon dont les manifestants répondent aux questions soulevées par leur charte qu'on peut révéler la présence de ce discours dans celle-ci.

Il faut rappeler que, selon Basquet-Loubeyre (1994 : s.p.), le discours didactique « est un savoir représenté comme construit, non problématique, abouti ; c'est celui du discours universitaire, mais aussi celui du discours quotidien, d'un employé à son client, ou bien d'un passant à une personne qui lui demande son chemin. » Bien que dans la charte on trouve la tentative de problématisation et d'expliquer la gratuité du transport public, cela n'est pas fait. Par exemple, quand on aborde le sujet des taxes progressives, il est possible d'en trouver une courte explication, mais elle n'est pas suffisante et n'aborde pas tous les points de la question. La phrase en question est : « Ce que le gouvernement municipal doit faire, c'est une réforme fiscale sur les impôts progressifs, de sorte que ceux qui ont plus d'argent paient plus, ceux qui en ont moins paient moins, et ceux qui n'ont rien ne paient pas (impôts et taxes) »³⁴. Dans l'extrait mis en évidence, le mouvement commence une discussion sur combien d'argent chaque personne doit payer comme impôt, mais on ne trouve pas quels sont les principes pour définir qui est riche et qui est pauvre, ni quelle est la quantité exacte d'argent qu'il faut avoir pour qu'on puisse obliger quelqu'un à payer plus d'impôts et taxes. Donc pour nous, ce discours refermé sur sa propre énonciation en tant qu'évidence, a pour effet d'ignorer toute problématisation par son assertivité même, ce qui lui donne les traits du discours didactique.

³⁴ Rappelons que dans tout le chapitre, les soulignés sont les nôtres.

3.1.5 Relations codiscursives entre le discours pamphlétaire et le discours didactique dans la charte du MPL

Lorsqu'on pense à la relation entre discours pamphlétaire et discours didactique, nous devons nous rappeler que le discours didactique est un discours « parasitaire » (Melançon, 1981).

Un exemple très clair que nous pouvons citer à ce sujet est le suivant, quand la charte dit que « L'éducation et la santé ne seront vraiment publiques que si les transports le seront vraiment³⁵ ». Dans cet énoncé, nous trouvons la présence de la stratégie agonique caractérisant le discours pamphlétaire (Jonge et Nicolas, 2009), ainsi que la non-problématisation qui est typique du discours didactique (Basquet-Loubeyre, 1994). En effet, l'énoncé est agonique parce que la charte dit que l'éducation, la santé et le transport en commun ne sont pas vraiment en commun, comme nous avons vu, et dire qu'une chose n'est pas telle, est une caractéristique de l'écriture agonique. En même temps, cet énoncé est non problématisé car le mouvement dit, par exemple, qu'au Brésil l'éducation n'est pas une éducation réelle, sans vraiment problématiser la question, sans approfondir de quelle manière elle pourrait le devenir.

Il est important d'observer que la présence de ces deux discours est extrêmement efficace pour les buts du MPL, car le mouvement veut la gratuité du transport public en faisant pression sur le gouvernement, sans impliquer les partis politiques. Il ne lui reste donc d'autre option que de faire pression dans une direction unique et avec beaucoup de virulence.

Dans ce cadre, le discours pamphlétaire offre normalement les mots d'ordre pour engager la masse de manifestants et le discours didactique offre la possibilité d'une connaissance égalitaire et immédiate sur le but des manifestations, même si la connaissance en est superficielle.

Pour mieux illustrer ce constat, nous revenons à l'énoncé déjà cité auparavant sur l'éducation et la santé. Par cet énoncé, les manifestants suggèrent les mots d'ordre pour dire que l'éducation, la santé et le transport ne sont pas satisfaisants. Mais, en même temps, la charte n'offre pas d'éléments suffisants pour analyser en profondeur et pour entamer une discussion sur ces sujets. Donc,

³⁵ Traduit de l'original : « A educação e a saúde só vão ser públicas de verdade se o transporte for público de verdade ».

dans cette situation, le mouvement s'appuie sur l'écriture agonique pour ensuite appeler ses adhérents à occuper la rue, même si les contenus nécessaires à une vraie discussion sur l'éducation ou sur la santé ne sont pas vraiment présents dans la charte.

3.1.6 Le discours manifestaire et l'utilisation du « nous »

Burger (2012 : 26) explique que le discours manifestaire présente des particularités comme la force symbolique de la loi. Cela veut dire que les manifestes ne sont pas vraiment des textes de loi, mais qu'ils sont considérés par le groupe qui les publie comme s'il s'agissait d'une loi.

Comment est-il possible d'obtenir un tel effet symbolique sans recourir au discours législatif ?

Dans notre perspective, cela est possible grâce à l'utilisation du « nous », comme nous allons l'expliquer.

À l'intérieur de la charte, le « nous » apparaît cinq fois :

Nous croyons que les personnes directement impliquées dans la lutte sont responsables des choix et de la création des règles du mouvement³⁶ (...)

Nous croyons en une nouvelle façon de faire de la politique, loin des partis politiques. **Nous** faisons pression sur le gouvernement pour des politiques publiques, mais **nous** défendons dans notre pratique quotidienne qu'il existe du politique au-delà du vote³⁷.

(...) **nous** luttons contre l'existence d'un tarif³⁸.

Le « nous » utilisé par le MPL peut être considéré un « nous communautaire », car il « peut (...) servir à l'énonciateur pour produire sa propre communauté par le discours, s'adressant à ceux qui partagent ses valeurs, ou

36 Traduit de l'original : « Acreditamos que as pessoas diretamente envolvidas na luta são responsáveis pelas escolhas e criação das regras do movimento, sem depender de organizações externas como partidos e/ou entidades estudantis e financiamentos que exijam contrapartidas ».

37 Traduit de l'original : « Acreditamos em uma nova forma de se fazer política, longe dos partidos políticos. Pressionamos o governo por políticas públicas, mas defendemos na nossa prática cotidiana que existe política além do voto ».

38 Traduit de l'original : « (...) lutamos contra a existência de uma tarifa ».

pour incorporer le co-énonciateur à des valeurs censées être partagées » (Raus, 2017 : 54). Dans l'extrait cité, le « nous » renvoie aux signataires de la charte, mais ils proposent de partager leur vision et de faire participer au politique tous ceux qui participeront à leur lutte et partageront leurs valeurs. De ce point de vue, ils essaient d'incorporer les co-énonciateurs dans un « nous » produisant un sens de communauté, tout en la restreignant aux personnes qui finalement partageront les valeurs du mouvement concerné.

Pour participer au MPL, il est nécessaire de croire, de faire, de défendre et de lutter pour les mêmes choses. Bien que les règles puissent être changées, elles doivent être suivies.

Grâce à la création d'une communauté à partir d'un nous exclusif, qui finit par inclure dans la communauté seulement ceux qui partageront la vision commune, le discours de la charte ne se limite pas à être manifestaire mais il acquière la force symbolique suffisante pour être respecté par la communauté qui, de manière tautologique, en accepte les règles ou participe à leur définition.

3.1.7 Le discours austéritaire et la langue de coton

Selon Guilbert, Lebaron et Peñafiel (2019), les discours austéritaires sont des discours néolibéraux, qui défendent « l'adhésion aux mesures de restriction budgétaire » (*idem* : 17). En analysant la charte du MPL, il est possible de trouver le renversement de ce type de discours :

(...) qui lutte pour de véritables transports publics, gratuits pour toute la population et en dehors de toute initiative privée³⁹.

Nous faisons pression sur le gouvernement pour des politiques publiques⁴⁰.

Le Passe Livre est la gratuité dans les transports publics⁴¹.

Mieux répartir le budget public, en en séparant une partie pour subventionner les transports⁴²(...).

39 Traduit de l'original : « (...) que luta por um *transporte público de verdade*, gratuito para o conjunto da população e fora da iniciativa privada ».

40 Traduit de l'original : « Pressionamos o governo por políticas públicas (...) ».

41 Traduit de l'original : « *Passe livre* é a gratuidade no transporte coletivo ».

42 Traduit de l'original : « Distribuir melhor o orçamento público, separando uma parte para subsidiar o transporte (...) ».

En effet, le MPL met en évidence une position contre-discursive en opposition au néolibéralisme lorsqu'il demande « la gratuité du transport public », « en dehors de l'initiative privée », subventionnée par le « budget public ». Cependant, cette revendication et, de manière encore plus évidente, les explications données par le mouvement s'appuient parfois sur la langue de coton (Raus, 2017 : 94). Cette langue, qui est lexicalement pauvre, « cherche à convaincre non pas par la force du contenu, mais plutôt par la forme vide (...) » Sirghi-Luchian (2011 : 185).

Nous pouvons le voir quand le mouvement parle du « véritable » et du « réel » :

Le Movimento Passe Livre (MPL) est un mouvement social autonome, non partisan, horizontal et indépendant qui lutte pour de véritables transports publics, gratuits pour toute la population et en dehors de toute initiative privée⁴³.

L'éducation et la santé ne seront vraiment publiques que si les transports le seront vraiment⁴⁴.

(...) au lieu de dépenser de l'argent en publicité, corruption et travaux qui ne répondent pas aux besoins réels de la population⁴⁵.

Les mots « véritable » et « réel » occupent le lieu où normalement on s'attendrait à une explication des transports en commun, de la santé publique, de l'éducation publique et des besoins de la population, comme d'ailleurs nous avons déjà précisé auparavant. Le MPL ne dit pas quels sont les éléments qui constituent l'éducation ou la santé, inversement, il dit juste que ce qui est nécessaire est qu'elles soient « vraiment » publiques. Donc, le manque d'une explication précise donne aux notions d'éducation, santé, transports en commun et besoin de la population un sens vide. Non seulement, mais ces mots « flous » et consensuels servent d'arguments pour légitimer les pratiques envisagées par le mouvement. Cela est la raison qui nous permet dire que la langue de coton est

43 Traduit de l'original : « O Movimento Passe Livre (MPL) é um movimento social autônomo, apartidário, horizontal e independente, que luta por um *transporte público de verdade*, gratuito para o conjunto da população e fora da iniciativa privada ».

44 Traduit de l'original : « A educação e a saúde só vão ser públicas de verdade se o transporte for público de verdade ».

45 Traduit de l'original : « (...) ao invés de gastar dinheiro em propaganda, corrupção e obras que não atendem às reais necessidades da população ».

présente dans la charte, ces mots agissant comme mythe programmé (Raus, 2017 : 33-34), mais pour valider des pratiques inverses par rapport aux discours néolibéraux, notamment austéritaires. En d'autres mots, on se servirait des stratégies discursives caractérisant la langue de coton mais pour légitimer des pratiques inverses, en produisant une sorte d'écriture « en miroir ».

3.1.8 L'analyse de la mise en page de la charte du MPL

Contrairement aux publications des GJ et du MBL, la charte du MPL a été publiée dans *Facebook*, notamment dans la section « À propos » de la rubrique « Informations supplémentaires », section qui, précisons-le, ne peut ni être partagée ni commentée ou approuvée par des « j'aime ».

Ces caractéristiques de la publication la rendent sensiblement différente par rapport aux chartes déjà analysées, parce que l'impossibilité d'interagir au sein d'un réseau social est pratiquement un contresens, si l'on pense que les réseaux sociaux placent la circulation discursive au centre de leur intérêt (Ferragut, 2018) et que le MPL déclare vouloir prendre des décisions de manière collective.

Cela nous amène à analyser de plus près la mise en page de la charte dans le profil *Facebook* du mouvement (fig. 3) :

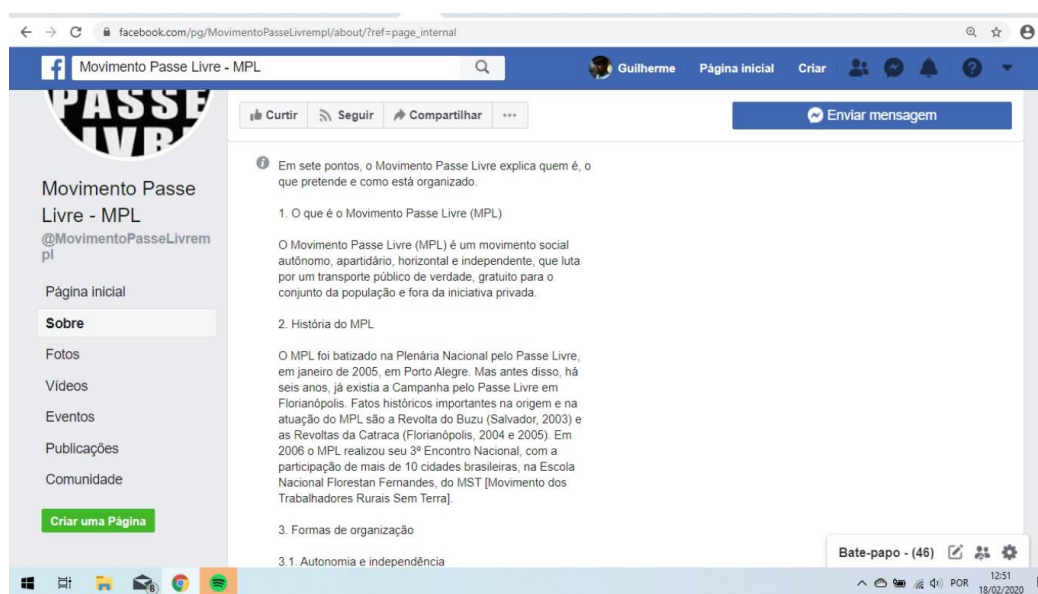


Fig. 3 : La mise en page de la charte du *Movimento Passe Livre* dans *Facebook*

(source :

https://www.facebook.com/pg/MovimentoPasseLivremp/about/?ref=page_internal).

Dans la figure 3, nous remarquons que la mise en page de la charte ne prévoit aucune couleur qui retienne l'attention et que les contenus y sont insérés par des paragraphes numérotés. En nous rappelant le fait que la charte déclare que le mouvement se veut non partisan, nous pouvons penser que le manque de couleurs est voulu en tant qu'élément qui aide à réaffirmer cette position, car n'importe quelle couleur pourrait renvoyer aux partis politiques brésiliens.

En même temps, la tentative d'effacer des affiliations éventuelles, et, donc, idéologiques, du MPL, veut dire imposer la posture neutre du mouvement. Comme si le mouvement se plaçait en dehors de toute idéologie, sans positionnement du tout. Comme a dit Orlandi (2012), pourtant, rien n'est concevable en dehors de l'idéologie. Par conséquent, le fait de se poser comme non partisan et sans couleur est déjà une idéologie.

Un autre élément que nous avons remarqué est la lettre « i » à gauche du premier énoncé du document, en tant que symbole signifiant « information ». À la différence des autres chartes analysées, qui sont soumises à l'action des algorithmes qui en déterminent la circulation dans les réseaux sociaux, dans le cas du MPL, on peut facilement trouver la charte dans la section « À propos » des pages *Facebook* du mouvement d'où elle ne peut pas être détachée. En effet, le renvoi symbolique au fait qu'il s'agit d'information souligne qu'il s'agit d'une page non éphémère, immuable et facilement accessible.

Pour résumer, donc, deux « effets de sens » (Pêcheux, 2014a) possibles ressortent de l'analyse de la mise en page de la charte : le premier est que le manque de couleurs dans la publication peut être interprété comme une tentative de se faire voir comme dépourvu de toute idéologie, alors qu'en fait, le fait de se positionner en dehors des partis politiques ne veut pas dire être « neutre » du tout ; le deuxième est que le fait de classer la charte comme « information » attribue à ses contenus une sorte de perpétuité, ce qui d'ailleurs est typique des discours fondateurs, la rendant différente des autres contenus qui circulent dans les réseaux sociaux.

3.2 La publication du Collectif Lyonnais pour la gratuité des transports en commun

Le Collectif Lyonnais pour la gratuité des transports en commun (désormais CLTC) a publié sa charte de revendications « Pour un droit réel à la mobilité » dans *Facebook*⁴⁶ le 19 mai 2019.

Dans la charte, il est possible de lire la raison d'être du mouvement et ses implications écologiques, sociales et démocratiques (fig. 4).



Fig. 4 : La charte du CLTC (source : facebook.com/Collectif-Lyonnais-pour-la-gratuité-des-transports-en-commun-498287267365470)

⁴⁶ En voici le lien : facebook.com/Collectif-Lyonnais-pour-la-gratuité-des-transports-en-commun-498287267365470

3.2.1 *Un discours auctorial*

Le discours auctorial, selon Maingueneau (2007 : 30), est présent « dans les discours philosophique, religieux, politique, journalistique... ». Dans la charte, la trace la plus évidente qui ressort de l'analyse est la présence du discours politique. Il est présent, par exemple, dans les extraits suivants :

SOCIAL

Parce que se déplacer est un droit qui permet de ne pas être exclu.e de la vie sociale.

DÉMOCRATIQUE

Pour que l'organisation du service public des transports en commun parte des besoins des usagers et usagères.

Les mots mis en évidence, mais pas seulement ceux-ci, nous aident à comprendre les caractéristiques du discours politique qui, d'après Charaudeau (2016 : 34), a une scénographie qui consiste à dénoncer le désordre social, à déterminer la source de ce désordre, à annoncer la solution et à créer une image de leadership.

Ainsi, nous pouvons dire que le désordre social a été créé car le transport public n'est pas gratuit. Et, par conséquent, la solution pour acquérir « le droit » au transport public et avoir « ses besoins » garantis par le gouvernement de manière « démocratique », c'est la gratuité du transport en commun, dont le défenseur est le CLTC.

Le discours politique traverse le document du CLTC, et pourrait donc être un discours de type auctorial. Mais pour pouvoir en être sûr, il faut encore trouver les traces de la présence d'un auteur et montrer qu'il s'agit d'un discours dont le style n'est ni formulaire ni routinier.

Par rapport à l'auteur, nous trouvons la présence d'un collectif qui, comme dans la charte du MPL, ne signe pas le document. Cela dit, il faut rappeler que cette publication tente de légitimer le CLTC, comme la charte du MPL, comme l'autorité d'une lutte par le transport gratuit à Lyon. Donc, nous avons l'auteur qui n'est pas une personne, mais le Collectif Lyonnais.

À propos de l'absence du style routinier, nous affirmons que la publication n'a pas de caractéristiques de ce genre. Elle ne présente pas une

formule ou même les routines discursives, selon les analyses de Née, Sitri et Veniard (2016). La publication du CLTC, à son tour, est relativement diverse dans sa structure, avec des formulations différentes pour chaque argumentation (écologique, sociale et démocratique). L'absence des acteurs inchangeables durant la communication est une autre caractéristique qui nous permet d'affirmer que la publication est du genre auctorial.

3.2.2 *Le discours déclaratif*

Nous avons vu que le discours déclaratif se caractérise par la tentative d'une communauté discursive de s'autolégitimer Raus (2017 : 230), car dans ce genre discursif elle propose ses principes et sa vision. Une autre caractéristique importante est que dans ce genre de discours, l'énonciateur parle « au nom de l'institution représentée » et devient donc le « porte-parole de l'instance collective » (*idem* : 210). Cette instance collective peut être représentée par la présence du « nous » dans notre matériel d'analyse :

ÉCOLOGIQUE
Pour que nos déplacements ne détériorent pas notre
environnement et notre santé.

L'utilisation du « nos » et du « notre » induit un du sens collectif qui nous permet de classer la charte comme étant du genre déclaratif. En même temps, lorsque le document articule le transport gratuit et des questions comme l'écologie, le social et la démocratie, le mouvement essaye d'autolégitimer sa communauté discursive, en démontrant que son combat n'est pas isolé, mais qu'il est quelque chose de fondamental et de consensuel, et qui en outre concerne des questions actuelles.

Donc, nous avons l'emploi du « nous » comme un outil pour construire la notion de collectivité et l'articulation entre transport gratuit, écologie, social et démocratie comme une tentative d'autolégitimation de cette communauté discursive. Cela nous permet de conclure que le discours déclaratif traverse le document analysé.

3.2.3 *Le discours pamphlétaire*

Pour dire que le discours pamphlétaire traverse la charte que nous sommes en train d'analyser il faut que certaines caractéristiques soient présentes, comme l'écriture agonique et que le discours soit adressé à un public spécifique (Jonge et Nicolas, 2009).

Un exemple d'écriture agonique donné par Jonge et Nicolas (2009) est la justice qui n'est pas réellement une justice ou la démocratie qui n'est pas vraiment telle. Au début de la publication analysée, nous trouvons la phrase « Pour un droit réel à la mobilité ». Les mots mis en évidence nous montrent une affirmation selon laquelle le droit à la mobilité n'est pas réel ou, en d'autres termes, une mobilité qui n'est pas une mobilité, d'après une stratégie fort similaire à celle que nous avons évoquée pour la charte du MBL. Nous retrouvons donc une fois de plus la première caractéristique du discours pamphlétaire.

À propos de la deuxième, il est nécessaire de se souvenir que le CLTC est un mouvement limité à la ville de Lyon. Donc, même si la publication circule par *Facebook*, et bien que d'autres mouvements puissent s'en inspirer, ce document s'adresse uniquement aux Lyonnais.es pour mobiliser la population de la ville en faveur de la gratuité des transports en commun.

Ainsi, il est possible de dire que le discours pamphlétaire traverse la charte du CLTC, car elle présente les traits de l'écriture agonique et qu'elle s'adresse à un public spécifique.

3.2.4 *Le discours didactique*

Nous savons que, selon Basquet-Loubeyre (1994), le discours didactique se caractérise par le manque de problématisation du savoir. Cela veut dire que dans ce discours, il est possible de trouver des explications à des fins de vulgarisation, mais que le sujet ne sera ni développé ni approfondi par l'énonciateur.

Dans la charte, on peut retrouver quelques explications sur l'importance de la gratuité du transport en commun. Le CLTC dit, par exemple, que « la gratuité dans les transports en commun » est « un combat » écologique « pour que nos déplacements ne détériorent pas notre environnement et notre santé ».

Dans cet extrait, il est possible de lire une tentative d'explication de la question écologique liée à la gratuité du transport en commun. Cependant, cette explication n'est pas une vraie problématisation, car on peut trouver des questions que le collectif ne pose pas vraiment, comme les suivantes :

- 1) Le transport en commun ne produit-il aucun impact sur l'environnement ?
- 2) Quelle est l'estimation de la diminution de l'impact ?
- 3) Qui financera le transport gratuit ?

Quant à la vie sociale, elle non plus n'est pas problématisée. On ne sait pas ce que le mouvement entend par « vie sociale ». C'est pareil quand le CLTC reformule la gratuité dans les transports en commun comme combat démocratique. Selon le CLTC, « l'organisation du service public des transports en commun part des besoins des usagers et usagères. » Or, il ne dit pas comment les usagers et les usagères seront considéré.e.s par l'administration du transport en commun pour satisfaire les besoins spécifiques.

En conclusion, nous pouvons dire que le CLTC essaye une petite explication à propos des thématiques du mouvement, mais que cela n'est pas une vraie problématisation, car beaucoup d'autres questions pourraient être soulevées. Pour nous, cela caractérise la charte comme étant traversée par le discours didactique.

3.2.5 Relations codiscursives entre le discours pamphlétaire et le discours didactique dans la charte du CLTC

Dans ce paragraphe, ce qui nous intéresse est la relation entre les discours didactique et pamphlétaire, de manière similaire à ce que nous avons déjà fait pour le MPL dans les paragraphes précédents.

À ce sujet, il est nécessaire de rappeler que le combat que le CLTC propose doit être fait dans la rue, collectivement. Pour ce faire, il faut un groupe cohésif, partageant la même opinion sur les thèmes défendus par le mouvement. On a, donc, deux nécessités fondamentales : un discours facile à suivre et qui incorpore facilement le co-énonciateur et un discours qui, en même temps, soit

ressenti comme suffisamment légitime pour inciter les personnes à aller dans la rue pour manifester.

La première nécessité peut être facilement atteinte grâce à la présence du discours didactique. Comme nous l'avons déjà démontré pour le MPL, la simplification des raisons du combat pour le transport en commun gratuit met en évidence le discours didactique et cela facilite la compréhension des buts du mouvement.

En d'autres termes, lorsque le Collectif Lyonnais ne problématise pas des questions comme la « vie sociale » ou l'impact du transport en commun sur l'environnement, il facilite la compréhension de la gratuité de la part des manifestants qui sont donc plus facilement incorporés au discours. En d'autres mots, le CLTC présente des réponses simples à des questions compliquées, et cela facilite l'incorporation du co-énonciateur (les manifestants futurs), permettant ensuite son engagement.

À propos de la force du discours, il faut souligner l'usage du mot « combat », en tant que reclassification de « la gratuité dans le transport en commun ». Le mouvement utilise un mot qui s'inscrit dans une formation discursive belliqueuse, qui donne un sens d'urgence aux objectifs du CLTC. L'utilisation de ce mot au lieu d'autres reformulations possibles, comme « inspiration », « urgence », « cause » ou « besoin », par exemple, dénote le besoin d'une confrontation plus incisive pour la gratuité. Cela, car le « combat » est mené contre quelqu'un et que le « besoin » on a pour quelque chose.

De cette façon, nous pouvons dire que la simplification du discours didactique et la force de l'écriture agonique du discours pamphlétaire (la reformulation par « combat ») est parfait pour un mouvement comme le CLTC, qui a besoin d'un groupe cohésif et en même temps engagé pour descendre dans la rue.

3.2.6 L'utilisation du « nous »

Tout d'abord, il faut dire que la charte du CLTC n'a pas d'éléments qui prouvent la présence du discours manifestaire, tel qu'il a été décrit par Burger (2012). On ne trouve pas la force symbolique de la loi, comme par contre il arrive dans les discours des GJ (l'utilisation du « vu que »), du MBL (la présence du

discours législatif) ou du MPL (le « nous » qui accepte les règles ou qui participe à leur définition), ce qui les caractérise comme manifestaires.

Cependant, l'utilisation du « nous » dans la charte du CLTC mérite notre attention. Il est utilisé seulement dans l'énoncé suivant : « Pour que nos déplacements ne détériorent pas notre environnement et notre santé. » Il est intéressant de remarquer que cet énoncé ne parle pas seulement au nom des usagers ou usagères du transport en commun ; en effet, on a deux « nous » qui se renvoient à différentes communautés discursives dans l'énoncé analysé. Le premier renvoi à tous ceux qui se déplacent dans la ville de Lyon. Donc, il ne se limite pas aux habitants de la ville, ni aux usagers des transports publics ou aux participants du mouvement. Quand le CLTC écrit « nos déplacements », il ne parle pas juste des déplacements du transport en commun, on ne trouve pas cette restriction dans l'énoncé. Il parle à tous les déplacements dans la ville de Lyon. Cela dit, le « nous » peut être considéré comme un nous communautaire (Raus, 2017 : 54), car il vise créer un sens de communauté entre les personnes qui se déplacent dans la ville, même si elles n'utilisent pas le transport en commun et n'habitent pas à Lyon.

Le deuxième « nous » trouvé dans l'énoncé parle à propos de l'environnement et de la santé. Considérant que ces deux sujets n'englobent pas seulement ceux qui se déplacent dans la ville en question, car même une personne que ne se déplace pas par Lyon peut être contraire à la détérioration de l'environnement et de la santé, nous pouvons affirmer que la communauté discursive de ce « nous » renvoi plus généralement à tous ceux qui habitent à Lyon, voire au nous planétaire de la langue de coton (Raus, 2017 : 210).

Donc, nous pouvons conclure que le « nous » produit un sens de collectivité qui englobe, en même temps, toute la communauté Lyonnaise, voire mondiale, qui ne veut détériorer ni l'environnement ni la santé, et tous ceux qui utilisent le transport en commun de Lyon.

Un autre passage qui soutient notre conclusion sur le « nous » qui englobe plus que les usagers du transport en commun se trouve dans l'énoncé « Pour que l'organisation du service public des transports en commun parte des besoins des usagers et usagères ». Cette fois-ci, on remarque que l'énonciateur n'utilise pas « de nos besoins, les usagers et usagères ». L'absence du pronom « nos » crée un effet de sens où les personnes qui ont écrit la charte ne sont pas

seulement les usagers et usagères. En d'autres mots, la manque du « nos » permet au CLTC se passer pour un mouvement social où les participants ne sont pas seulement les usagers du transport en commun, mais tous ceux qui mais à tous ceux qui se soucient de l'écologie, du social et de la démocratie, qui sont les axes de la charte.

Cela renforce notre conclusion à propos du CLTC créer une communauté discursive qui englobe plus que les participants du mouvement, en couvrant toute la population qui habite à Lyon, en même temps qui couvre tous ceux qui se déplacent dans la ville, même si ils ne l'habitent pas.

3.2.7 Le discours austéritaire et la langue de coton

En considérant que les discours austéritaires sont les discours qui défendent « l'adhésion aux mesures de restriction budgétaires » (Guibert, Lebaron et Piñafiel, 2019 : 17), lorsque le CLTC propose la gratuité du transport en commun dans « La gratuité des transports en commun, un combat ». De cette manière, le CLTC exprime ouvertement sa position en opposition à l'austérité et, plus généralement, aux politiques néolibérales.

À propos de la langue de coton, définie comme lexicalement pauvre et qui « cherche à convaincre non pas par la force du contenu, mais plutôt par la forme vide (...) » (Sirghi-Luchian, 2011 : 185), nous pouvons dire qu'elle est présente pour les mêmes raisons que nous avons déjà vues pour le MPL. La charte parle d'un combat écologique, social et démocratique, tout en utilisant des mots génériques comme « mots-arguments » de Moirand (2007) qui sont absolument consensuels. Après tout, qui serait contraire à un combat pour l'écologie, le social et la démocratie ?

Ce type d'argumentation « permet l'adhésion immédiate de tout co-énonciateur et évite à l'énonciateur d'utiliser arguments pour persuader d'adhérer à sa position » (Raus 2017 : 86). Tout comme le MPL, ces mots valident des pratiques contraires à celles qui sont normalement légitimées par la langue de coton.

En conclusion, nous pouvons dire que la charte utilise une contre-argumentation au discours austéritaire et, en même temps, utilise la langue de coton avec les mots-arguments pour persuader l'adhésion du co-énonciateur.

3.2.8 L'analyse de l'image de la publication du CLTC

Dans ce paragraphe, nous allons analyser la photographie qui est en haut de l'image publiée par le CLTC (fig. 4). Dans la photo, on peut remarquer l'absence totale de personnes. En même temps, on y observe la présence de deux trains et d'un vélo garé. Lorsque nous considérons les conditions de production de la publication – dans la page *Facebook* d'un mouvement qui croit que le transport en commun doit être gratuit pour permettre une vie sociale – nous nous rendons compte que l'image réaffirme le positionnement du CLTC. Selon la charte du mouvement, sans la gratuité, la mobilité des citoyens dans la ville serait impossible. Donc, la photo sans la présence humaine renforce le sens d'exclusion de la population susceptible d'utiliser les transports en commun, mais qui n'a pas d'argent pour ce faire.

Sur la photo on lit l'énoncé « POUR UN DROIT RÉEL À LA MOBILITÉ ». Ce slogan soutient l'idée que l'image de la photo représente la réalité réelle et actuelle du transport lyonnais en commun. Comme nous avons déjà vu lors de l'analyse de la partie rédactionnelle, le combat du CLTC est en faveur du droit au transport en commun gratuit. Ainsi, l'image renforce le sens du slogan. On a un jeu de renvoi entre le rédactionnel et l'image : la photo montre un transport en commun qui n'est pas accessible à tous et toutes, et par conséquent sans présence de l'humain, alors que l'énoncé invite à penser à un « droit réel à la mobilité », où le réel n'est pas celui de la photo, un réel où les gens peuvent exister.

3.3 La comparaison des publications des deux mouvements

Tout d'abord, il est nécessaire de dire que presque tous les discours sont présents dans les deux chartes. Mais la modalité de leur présence n'est pas identique.

Le discours auctorial, par exemple, est présent dans les chartes des deux mouvements de manière similaire. Dans les deux cas, même sans un auteur qui signe les documents, il est possible d'identifier les mouvements comme étant l'auteur des chartes. Nous trouvons aussi le discours politique qui traverse les

deux documents, et cela est une caractéristique importante du discours auctorial. Enfin, nous pouvons souligner que les deux publications ne présentent pas les caractéristiques du genre routinier, comme par exemple la présence de formules figées et de routines discursives.

Dans la charte du MPL, la présence du discours déclaratif peut être retracé dans la tentative de légitimation du mouvement en raison d'être un « mouvement social autonome, non partisan, horizontal et indépendant ». Cela permet la création d'une communauté discursive qui se présente comme hors de la politique institutionnelle. La publication du CLTC, en revanche, utilise le « nous » pour construire la notion de collectivité. Cela nous permet d'affirmer que le discours déclaratif traverse cette charte.

L'écriture agonique et le discours adressé à un public spécifique, qui sont les caractéristiques principales du discours pamphlétaire, sont présentes dans les deux documents analysés. Dans la charte du MPL, qui s'adresse aux participants du mouvement, c'est l'écriture agonique qui est mise en jeu lorsqu'il est question de l'éducation, de la santé et des transports publics qui ne sont pas vraiment publics. Le CLTC, qui adresse sa charte à la population de Lyon, utilise ce type d'écriture quand il dit que la mobilité dans la ville de Lyon n'est pas une mobilité réelle. Donc, les deux chartes sont traversées par la logique du discours pamphlétaire.

Comme les deux chartes manquent d'une véritable problématisation des thèmes qu'elles présentent, ce qui est une caractéristique fondamentale du discours didactique, nous pouvons dire que ce type de discours les traverse aussi. Dans le document du CLTC, nous avons souligné l'absence d'informations sur les notions de vie sociale et sur la manière dont l'administration du transport en commun considère les usagers et les usagères. L'exemple analysé dans la charte brésilienne qui concerne les taxes progressives, est parlant en ce sens, car le MPL ne dit pas quels sont les critères pour définir qui est riche et qui est pauvre, ni quelle est la quantité exacte d'argent qu'il faut avoir pour qu'on puisse obliger quelqu'un à payer plus d'impôts et des taxes.

Pour ce qui concerne l'utilisation du « nous », elle est différente dans les deux chartes. Le MPL utilise le « nous » pour incorporer les co-énonciateurs à son discours, produisant donc un sens de communauté. Cela veut dire que pour participer au MPL, il est nécessaire de partager les mêmes valeurs et de défendre

les mêmes propositions du mouvement. De ce fait, la communauté est créée à partir d'un nous exclusif, qui finit par inclure seulement ceux et celles qui partageront la vision commune. Cela indique la présence indirecte d'un discours manifestaire, parce que le discours de la charte acquière la force symbolique de la loi par rapport au groupe concerné. Le « nous » de la charte du CLTC, de son côté, produit un sens de collectivité qui englobe, en même temps, toute la communauté Lyonnaise (notre environnement et notre santé) et tous les usagers du transport en commun (nos déplacements), même si ils ne l'habitent pas. Cela permet au CLTC ne s'adresse pas seulement aux participants du mouvement, mais à tous ceux qui se soucient de l'écologie, du social et de la démocratie.

Les mots utilisés dans les chartes du MPL et du CLTC mettent en évidence une position contre-discursive des mouvements en opposition au discours austéritaire et, par conséquent, au néolibéralisme. Malgré ce positionnement, la surface discursive permet de relever également l'utilisation de la langue qui caractérise ces discours, à savoir la langue de coton qui est présente de la même façon dans les deux chartes. En effet, les deux mouvements utilisent des mots vides en tant qu'arguments pour solliciter l'engagement des manifestants.

Enfin, l'analyse de la mise en page de la charte du MPL nous permet de voir une tentative d'imposer la posture idéologiquement neutre du mouvement en raison de l'absence de couleur dans la publication et de la classification de la charte comme « information » de manière à en perpétuer le contenu. Dans la charte du CLTC, nous avons remarqué le slogan sur la photo qui réaffirme le positionnement du mouvement, parce que on ne voit aucune personne dans l'image. L'absence de gens dans la photo renforce l'exclusion de la population du transport en commun en raison du prix du billet et met en évidence la nécessité d'un transport en commun gratuit qui permet à tous ceux qui veulent, se déplacer dans la ville. En d'autres termes, l'effet de sens produit par la publication nous permet conclure que les personnes ne sont pas dans la photo car le prix du billet les exclu du transport en commun, mais si le transport est gratuit elles occuperont les moyens de transport encore une fois.

Pour finir, nous pouvons affirmer que le *Movimento Passe Livre* a une posture très formelle dans sa publication. La façon d'écrire et la division de la charte en questions et réponses renvoient à l'intention d'informer les

manifestants de manière didactique à propos des règles du mouvement et, en même temps, à la volonté d'offrir une base soi-disant solide pour engager la lutte pour la gratuité du transport public. La manière même de publier la charte permet un accès facile aux informations du mouvement, car elles ne sont pas dispersées dans le chaos du réseau social.

À propos de la charte du CLTC, nous pouvons percevoir un style similaire à d'autres publications présentes dans les réseaux sociaux. Elle implique une photo, de petits énoncés et beaucoup de couleurs. Pour inciter à l'engagement les manifestants, elle utilise des mots-arguments (« démocratie » et « écologie »), qui sont très forts. Mais, les explications sont vides et l'argumentation ne permet pas une meilleure compréhension du débat que le mouvement propose. La publication de la charte dans la *timeline* de Facebook met en évidence la tentative de faire circuler le message dans tout le réseau social, pour en diffuser le but et augmenter le nombre de manifestants.

Nous concluons, donc, ce chapitre en affirmant que le MPL et le CLTC, tout en ayant des buts similaires, utilisent des stratégies différentes pour solliciter l'engagement des manifestants et pour faire circuler leurs discours dans les réseaux sociaux. Le MPL préfère un style formel et une circulation restreinte de ses discours dans *Facebook*. Cela favorise l'éthos d'un mouvement sérieux (Charaudeau, 2005) dont les discours s'adressent à des gens censés être déjà intéressés au sujet du transport gratuit. Le CLTC fait usage d'une esthétique similaire à d'autres publications trouvées dans *Facebook* et vise une grande circulation.

Dans le chapitre suivant, nous allons voir comment les discours des différents mouvements que nous avons analysés jusqu'ici – le GJ, le MBL, le MPL et le CLTC – se reflètent dans l'occupation de la ville.

CHAPITRE 4

LE DISCOURS (DE L') URBAIN : UNE QUESTION DE CORPS ET DE *CORPUS*

Ce chapitre de notre thèse analyse le traversement du discours urbain dans les chartes des mouvements GJ, MBL, MPL et CLGT.

Pour cela il est nécessaire que nous fassions quelques réflexions sur la ville et son importance en tant qu'espace symbolique. C'est le lieu des processus discursifs et de l'interprétation, et c'est à travers de l'interprétation et des discours que on peut identifier les effets du discours urbain dans les chartes des mouvements en analyse.

Quand nous disons que la ville est un espace symbolique, il faut comprendre le sens de cette notion dans le contexte de l'analyse du discours, une discipline comprise comme un entremoyen entre la linguistique, le matérialisme historique et la psychanalyse. Comme l'explique Safatle (2018 : 46) dans son *Introdução à Jacques Lacan*, le symbolique est « le système linguistique qui structure le champ de l'expérience ». Devant cet énoncé, l'auteur conclut que la valeur d'un objet donné vient de la position qu'il occupe au sein d'une structure articulée, c'est-à-dire que la véritable relation intersubjective s'établit « entre le sujet et la structure, et non entre le sujet et d'autres empiriques » (*idem*).

Ainsi, considérer la ville comme un espace symbolique signifie que c'est dans la ville que se déroule cette relation de sens, dans laquelle on a le sujet signifiant ses expériences à travers un système linguistique particulier.

Les processus discursifs, à leur tour, sont les processus par lesquels certains discours sont donnés. Comme l'affirme Orlandi (2013), l'analyse du discours travaille sur les processus discursifs dont un certain objet fait partie, et non sur l'objet lui-même. Ainsi, puisque le symbolique est ce qui donne sens à

un objet donné dans son rapport avec la structure, on peut conclure que les processus discursifs sont aussi composés du symbolique. Autrement dit, penser la ville, c'est penser le lieu où se déroulent les processus discursifs dont le symbolique fait partie.

Enfin, Orlandi (2012 : 9) nous apprend que l'interprétation est le geste par lequel le sujet donne un sens au monde, et que « différentes formes de langage, avec leurs différentes matérialités, signifient de différentes manières ». L'interprétation est un travail continu dans son rapport au symbolique.

Avec ce dernier extrait, nous avons pu mettre en évidence les relations qui s'établissent dans la ville impliquant les processus symboliques, discursifs et d'interprétation. Un tel mouvement théorique met en évidence l'importance d'étudier la ville comme un espace où se déploie cette relation, où les effets du discours urbain peuvent être identifiés.

4.1 Les caractéristiques du discours urbain

Mariani (1999 : 17) nous enseigne que le discours urbain est « les effets de sens résultants des interactions entre positions de sujets distinctes dans l'espace urbain⁴⁷. » Orlandi (2004 : 11), à son tour, a dit que « le corps des sujets et le corps de la ville forment un, étant le corps du sujet attaché au corps de la ville, de telle manière que le sort du premier ne se sépare pas du sort du deuxième⁴⁸. » Donc, nous pouvons dire que les effets de sens des corps des sujets qui interagissent dans la ville signifient, en même temps, les sujets et la ville.

Encore à propos de la relation entre sujets et ville, Orlandi (2004 : 55) souligne que « le sujet est toujours traversé par l'espace symbolique de la ville comme un lieu de quantité et du commun⁴⁹. » Cela veut dire que pour le sujet la ville est représentée symboliquement pour la quantité (de voitures, de bâtiments, de rues, de violence et d'autres sujets) qui devient commun.

Pour mieux comprendre cette relation, il est nécessaire de comprendre quelle est la raison, selon Orlandi (2011), pour appeler le discours produit dans

47 Traduit de l'original : « (...) os efeitos de sentido resultantes das interações entre posições de sujeitos distintos no espaço urbano. »

48 Traduit de l'original : « (...) os corpos dos sujeitos e o corpo da cidade formam um, estando o corpo do sujeito atado ao corpo da cidade, de tal modo que o destino de um não se separa do destino do outro. »

49 Traduit de l'original : « (...) o sujeito é sempre atravessado pelo espaço simbólico da cidade como um lugar de quantidade e do comum. »

la ville comme discours urbain et pas discours de la ville. Pour l'auteur brésilienne, on trouve une « surdétermination de l'urbain sur la ville et de la ville sur le social, restant ce, le social, signifié par le discours *de l'urbain*⁵⁰ » (Orlandi, 2004 : 50). Le discours urbain, tel qu'il est signifié par certains urbanistes⁵¹, peut effacer le social et le réel de la ville, quand ils pensent la ville idéalisée, calculée, planifiée (*idem*). Pour conclure, nous pouvons dire que l'urbain est l'organisation de la ville, et l'ordre est le réel de cette même ville (*idem*).

Il est important de souligner que, comme indiqué par Orlandi (1999), même si l'organisation de la ville essaie d'effacer son réel, le sujet se signifie par les excès qui s'échappent au travail institutionnel et composent les discours urbains. Cela est le cas du rap, un style de musique qui met toujours en évidence ce qui est commun, l'excès de la ville. Mais comment le chanteur de rap s'inscrit dans une formation discursive différente de celle de l'urbaniste, par exemple, il mobilise d'autres sens au commun et à la quantité de la ville.

Ces sont les marques que nous recherchons sur les publications des mouvements dans notre analyse suivante.

Cependant, avant de commencer nos analyses, nous nous attarderons sur les conséquences de la surdétermination évoquée par Orlandi. Comme elle nous l'explique, le fait que la ville soit signifiée par la quantité l'empêche de déplacer ses sens (Orlandi, 1999). Cela signifie que tout dans la ville a un sens auparavant et que l'organisation de la ville empêche l'émergence de nouveaux sens. Dans cette querelle de sens, le réel de la ville, le social, la sociabilité, « est réduit au silence, suturé par l'urbain qui ne le comprend pas dans sa réalité citadine sans cesse en mouvement », et de cette la « violence surgit » (*idem* : 13).

Pour mieux illustrer cet effacement, Orlandi (*idem*) rappelle comment les distinctions entre *hostis* (étranger, outsider, ennemi public) et *socius* ou *peregrinus* (allié, compagnon, partenaire), qui, sans être citadin, rejoignent la ville, étaient effacées par cette nouvelle configuration de la ville à travers l'urbain. Ce phénomène est dû à la verticalisation et à la hiérarchisation des rapports sociaux jusqu'alors donnés en horizontalité. Cette verticalisation s'est opérée lors

50 Traduit de l'original : « (...) sobredeterminação do urbano sobre a cidade e da cidade sobre o social, restando esse, o social, significado pelo discurso *do urbano*. »

51 Dans notre thèse, lorsque nous utilisons le mot « urbaniste », nous nous référons à ceux qui gèrent la ville.

de l'intégration des banlieues à la ville avec l'intégration des *burgos* à l'espace des *urbs*, au XIIIe siècle. Dans cette composition, les *burgos* étaient les sous-*urbs*, les balieuses, sous les *urbs*.

Il faut expliquer qu'avant cette jonction, l'*urbs* se composait à la fois du château et de la citadelle qui l'entourait. En plaçant le *burgo* en banlieue, on a la verticalisation d'une relation qui se faisait jusqu'alors horizontalement. À ce moment-là, les sujets qui occupaient la même ville ont commencé à avoir une distinction hiérarchique, et leurs relations sociales ont été effacées (Orlandi, 1999).

Ainsi, le *socius*, compris jusqu'alors comme quelqu'un qui, bien que n'étant pas citoyen, est devenu une partie de la même ville, en est venu à signifier comme *hostis*, c'est-à-dire l'ennemi, celui qu'il faut combattre (*idem*). Donc, on peut observer comment, lors de la hiérarchisation d'un rapport social, on a la surdétermination de ce rapport social par l'urbain. Autrement dit, face à l'imposition d'une hiérarchisation d'un sous-groupe au sein de la ville, les relations sociales se sont effacées. Pour Orlandi (1999 : 12), « penser la ville avec des catégories urbaines, déjà données, peut ainsi produire une indistinction du social, c'est méconnaître les modes sociaux de production de sens propres à la ville. Les malentendus sont gommés, les contradictions structurantes de la vie sociale de la ville sont réduites au silence. »

Autrement dit, c'est la hiérarchisation des relations de la ville qui transforme le *socius* en *hostis*, classant d'avance l'autre comme indésirable. Par conséquent, lors de l'organisation de la ville, son ordre, son réel⁵², c'est-à-dire le social, est empêché de donner un nouveau sens à l'imposition de sens dans l'espace urbain.

4.1.1 Le discours urbain dans la charte des Gilets Jaunes

L'organisation de « La Charte Officielle des Gilets Jaunes : 25 propositions pour sortir de la crise » peut être considérée elle-même la marque

⁵² Pour Orlandi (1999), les relations sociales peuvent être vues comme le réel qui structure les relations des sujets dans la ville. En tant que partie constitutive de ces relations, il y a conflit, car il y a des différences entre les différentes positions de sujet dans la formation sociale dans laquelle nous vivons. L'organisation de l'urbain, en empêchant la production de sens nouveaux dans la ville, « empêche le travail de besoins nouveaux (et réels) de la société » (*idem* : 12). Ainsi, « beaucoup de sens possibles de la sociabilité sont perdus. Car le réel de la ville n'est pas travaillé » (*idem* : 13).

principale, mais pas la seule, du traversement du discours urbain sur la publication du mouvement français. Cela car, selon nous avons déjà vu, dans la ville on peut trouver un affrontement entre le real de la ville (l'ordre) et l'essaye d'une organisation (l'urbain).

Les Gilets Jaunes, ils-mêmes, disent que les « politiciens feignent de ne pas comprendre » les revendications du mouvement et que la charte est une tentative d'organiser ces revendications pour lutter contre la négligence des politiciens. Dans l'imaginaire des GJ, lister les revendications démontre qu'ils sont capables de jouer le même jeu institutionnel de la politique formelle.

Dans son livre *Cidade dos Sentidos* (2004), Orlandi nous raconte l'histoire d'un politicien brésilien qui n'a pas voulu recevoir la population car leurs revendications ont été désorganisées. Pour nous, la charte des GJ essaie de résoudre une situation similaire, mais en France.

Cependant, les GJ ne sont pas partie de l'État ni de la politique formelle. Cela signifie que l'écriture de la charte ne résoudra pas la situation. Mais la répétition d'un geste déjà usé par l'organisation de la ville peut signifier différemment, car la formation discursive où les GJ sont inscrits n'est pas la même des politiciens.

Dans l'article trois de la charte nous pouvons trouver d'autres marques du traversement du discours urbain. L'article exige un « embauche **massive** de fonctionnaires pour rétablir la **qualité** des services publics avant la RGPP : gares, hôpitaux, écoles, postes... » Les mots mis en évidence présentent deux caractéristiques de la ville, la quantité (massive) de fonctionnaires comme cause de la qualité des services publics (organisation).

Ce type d'affirmation pourrait être trouvée dans un discours d'un politicien durant la campagne électorale comme une promesse. Dans ce cas, la formation discursive qui traversait de sujet serait politique ou électorale. Mais les GJ ne sont pas politicien, même si le mouvement est politique. Les GJ sont manifestants et la formation discursive (manifestant) qui les traverse est différente de celle des politiciens. Donc, les sens produits par l'énoncé des GJ diverge complètement d'un énoncé politique. Pour nous, cela prouve l'affirmation d'Orlandi à propos du discours urbain, qui se signifie de manière différente selon la position du sujet qui l'énonce.

Le « plan de construction de **5 millions de HLM** afin de faire baisser les loyers, le foncier et redynamiser l'économie par l'embauche », mis dans l'article quatre, met des questions très similaires à l'article trois. Les mots en gras, encore un fois, renforcent la relation entre la quantité et la ville. En même temps, cet énoncé pourrait être fait par un politicien.

Nous trouvons aussi dans l'article quatre une importante marque de la position idéologique des GJ. Cela car le mouvement n'exige pas la construction de maisons pour tous les Français pour n'avoir plus de loyers. L'exigence est par la construction d'une quantité de maisons qu'ils jugent suffisent pour baisser le loyer. De ce fait nous pouvons affirmer que le mouvement ne veut pas une rupture totale contre le system français, mais seulement un changement pour devenir la vie un peu meilleure.

Dans l'article 24, sur l'immigration, les GJ demandent l'empêchement des « flux migratoires » car il est impossible « à accueillir ni à intégrer étant donné la profonde crise civilisationnelle » que la France vive. Si le corps de la ville et les corps des sujets forment un (Orlandi, 2004), donc les GJ ne veulent pas ses villes avec les corps des immigrants. Cela renvoie à l'article 26 de l'engagement présidentiel de Marine Le Pen à 2017, qui propose de réduire l'immigration légale au pays à un solde annuel de 10 000.

En comparant les énoncés, nous pouvons constater que la demande des GJ est plus radicale que la proposition de Le Pen. Le sens d'ordre qui traverse le discours du mouvement est plus fort que celui du discours de la politicienne. Cela nous renvoie à la discussion d'Orlandi à propos de la division de l'espace urbain. À ce sujet, elle dit qui « faire un mur signifie non distinguer relations sociales très importantes » (Orlandi, 2004 : 83).

Donc, quels sont les effets de sens quand un pays construit un mur, même qu'invisible, contre d'autres pays ? Selon Orlandi, l'empêchement de la mobilité dans la ville engendre la violence, car qui est dehors du mur se sent exclu et en même temps un manque de confiance se forme entre les sujets. Pour nous, l'empêchement de l'immigration génère les mêmes conséquences en France.

Finalement, à la fin de la charte, les GJ disent que les « 25 propositions vont **changer immédiatement le quotidien** des Français », et que « la France est un **pays riche, son peuple vaillent et travailleur**, elle n'a pas à vivre dans la misère. »

À propos du changement immédiat du quotidien nous pouvons mettre en évidence la question de la vélocité, que selon Barbosa (2020) est aussi une caractéristique de la ville capitaliste moderne. De ce fait, nous pouvons conclure que le discours urbain traverse cet énoncé. Le dynamisme de la vie urbaine exige un changement immédiat et la charte formulée par les GJ présente l'ordre nécessaire pour dialoguer avec l'urbain qui organise la ville. Cette injonction à la vélocité peut être observée aussi dans la publication de la charte sur Facebook, mais cela sera discuté dans le chapitre suivant.

Les derniers mots que nous avons mis en évidence renforcent notre analyse sur la position que les GJ pensent occuper dans l'écriture de la charte. Selon eux, les Gilets Jaunes représentent un peuple vaillant et travailleur qui habite un pays riche. Cela implique deux choses. La première est que si la France est un pays riche et son peuple est travailleur, la raison de la crise et de la misère n'est pas de la population, mais de l'administration du pays qui ne fait pas leur partie. En conséquence, se fait nécessaire changer l'organisation de l'administration et le peuple vaillant de la France est prêt à exiger ce changement.

Mais les GJ ne sont pas les agents de ce changement, ils sont le mouvement qui exige le changement, dehors de la politique institutionnelle. Cette position garantit la possibilité discursive de resignifier le discours urbain (l'organisation) avec le réel (l'ordre) de la ville, le social.

4.1.2 Le discours urbain dans la charte du MBL

La publication du MBL appelée *Nossas Pautas* s'agit d'un document qui utilise un langage direct pour parler à propos des changements que le mouvement pense nécessaires au Brésil. Nous ne trouvons pas une introduction ou un message final, mais seulement les articles et une brève explication pour chaque un.

Tout d'abord, nous devons nous rappeler que le MBL se pense libéral dans l'économie et qu'il apparaît comme un contrepoint aux gouvernements de centre-gauche qui, à l'époque, en étaient déjà à leur quatrième mandat consécutif à la présidence du Brésil.

Durant ce période, la population urbaine du pays a perçu une amélioration significative dans leur qualité de vie et cela reflétait un changement dans la configuration des villes brésiliennes, principalement sur la santé et la mobilité urbaine. Tous les changements ont été financés par le gouvernement national avec les investissements et le crédit destinés à la population pauvre. Cela dit, nous pouvons avancer les analyses de la charte.

Dans les articles 2, 3 et 7, le MBL demande un contrôle de l'investissement du gouvernement. Dans l'article deux, par exemple, le mouvement demande « réduire de moitié le nombre de ministères » car « l'exemple d'austérité doit venir des échelons supérieurs de la république ».

La notion d'austérité, elle-même, reprend un sens d'organisation, ou de rationalité adulte devant un enfant qui gaspille de l'argent, typique du discours urbain. C'est comme si le gouvernement vit sous le chaos, en dépensant de l'argent sans nécessité et la moitié des ministères étaient inutile. Dans ce point de vue, l'administration du pays n'était bonne car l'organisation a été cassée.

On doit rappeler que la défense de l'austérité est un discours typique des partis de la droite brésilienne. Comme le MBL n'est pas un parti, cette revendication a un sens différent d'une proposition partidariaire. Car lorsqu'un mouvement demande austérité il réaffirme une intention de retirer de l'argent des programmes sociaux au service de la population.

L'article 3 exige la « **fin de la fraude** budgétaire » et complète en disant que « la loi sur la **responsabilité** fiscale doit être **prise au sérieux** si le Brésil veut **se développer** à nouveau. » Dans cet article on peut trouver l'idée de développement liée à l'idée d'organisation. Tout d'abord, il est nécessaire de dire que nous ne sommes pas en train d'analyser si la fraude budgétaire existe ou pas au Brésil. Pour nous, et pour notre analyse, nous sommes intéressés à comprendre quels sont les éléments du discours urbain trouvés dans la charte.

Cela dit, nous semble évident la relation entre les mots mis en évidence et le discours urbain selon décrit par Orlandi. Surtout car la loi sur la responsabilité fiscale a été créée pour diviser le budget de façon automatique entre la santé, l'éducation et les dépenses sur les fonctionnaires. Cette division ignore complètement les caractéristiques particulières de chaque ville. Par exemple, si une ville a proportionnellement plus d'enfants à l'école qu'une autre, pour la loi cela n'a pas d'importance, les dépenses proportionnelles doivent être

les mêmes. Donc, nous pouvons conclure que la loi et la revendication du MBL ignorent le réel de la ville et pensent l'organisation comme une solution pour diviser l'argent public.

La revendication d'un « **ajustement** fiscal sans augmentation d'impôt », car « le Brésil a besoin de réductions budgétaires **responsables** et de **resserrement** de l'appareil public », qui est dans l'article 7 de la charte, nous pouvons trouver dans les mots mis en évidence, encore un fois, la question de l'organisation, qui est présente dans le discours urbain. En d'autres mots, le MBL revendique que le gouvernement diminue l'investissement et l'appareil public. Il est incontestable que ce type d'intervention interfère dans la présence de l'État au sien de la société brésilienne, en changeant la composition des villes.

À ce propos, nous pouvons affirmer que la ville que le MBL veut peut être comprise comme un lieu sans État, où chaque sujet est complètement responsable par leur survie. Lorsqu'on se rappelle l'image de société que le gouvernement a proposé dans l'époque des manifestations du mouvement, il est possible de comprendre le type de rupture que le MBL souhaitait.

C'est le même cas que nous pouvons trouver dans l'article 5, qui parle à propos d'une « CEP du programme Plus de Médecins », qui, selon la charte, était « un plan de financement scandaleux pour la dictature cubaine avec notre argent fiscal qui doit faire l'objet d'une enquête urgente ». Nous devons nous rappeler que le programme était responsable de fournir des soins médicaux dans des régions éloignées du Brésil comme l'Amazonie.

Le désir, en soi, d'enquêter le programme reprend l'idée de l'article 7 à propos de la composition des villes brésiliennes sans l'État. Plus précisément, le mouvement revendique que quelques villes n'ont pas droit à la santé publique.

En conclusion, nous pouvons dire que la charte du MBL renforce le discours urbain sur les aspects de l'organisation. Les revendications du mouvement ne touchent pas le réel de la ville, leur ordre, les besoins de la population urbaine. Les questions abordées par le MBL peuvent être trouvées dans les discours des politiciens de la droite brésilienne. En d'autres termes, le MBL gaspille une opportunité de réclamer une nouvelle vision sur la ville et finit par renforcer les stéréotypes sur l'importance de l'organisation urbaine, le discours urbain.

Bien que l'opposition entre ordre et organisation traverse toutes les analyses faites et à mener dans ce chapitre, il nous semble important d'élargir le déploiement de ces concepts pour mieux comprendre comment les conflits de et dans la ville sont gommés par les sens de l'organisation et cela affecte le social.

Dans les analyses réalisées sur la publication du MBL, on a pu constater qu'à aucun moment on ne parle de propositions pour améliorer la vie des Brésiliens. L'objectif des réclamations est tourné vers d'autres endroits, tels que les enquêtes et les réductions d'investissement.

De la combinaison de ce qui se dit avec ce que MBL fait taire, on peut conclure que le social finit par être gommé par le mouvement. Il est important de souligner que nous comprenons le social comme les différents sujets qui occupent la ville et ont leurs besoins et leurs caractéristiques qui sont différents les uns des autres. Autrement dit, en effaçant le social, le MBL homogénéise la ville, en fait un lieu où chacun a les mêmes besoins et où des solutions égales peuvent être appliquées pour les soigner.

On verra plus loin que cette homogénéisation a aussi des effets sur la manière dont le mouvement occupe la ville, puisqu'il y a un uniforme à l'usage de ses manifestants.

Ainsi, suivant les enseignements d'Orlandi (2004), il est possible d'affirmer que la surdétermination du social à travers le discours organisationnel, ou le discours urbain, fait gommer l'hétérogénéité de la ville et le social avec elle. Au fil de cette surdétermination, on retrouve les effets du discours urbain qui ne permet pas à la ville de se resignifier en fonction de la confrontation des besoins des sujets qui l'occupent. Il n'y a que l'imposition d'une des forces, sans possibilité de déplacement des sens.

A titre d'exemple de cette imposition de sens, on peut citer l'article qui appelle à la fin du programme Plus de Médecins. Il y a des régions à la périphérie des villes brésiliennes qui n'ont pas de soins médicaux en raison du refus des médecins de s'y rendre. De telles périphéries signifiaient déjà, entre autres, le manque de soins médicaux. Lorsque le gouvernement a amené des médecins étrangers à travailler dans ces zones, il y avait la possibilité de redéfinir ces espaces urbains comme des lieux avec une infrastructure sanitaire minimale pour vivre.

En proposant la fin du programme social, le MBL s'immisce directement dans cette re-signification, empêchant la manière dont les périphéries brésiliennes étaient censées évoluer. Le social était surdéterminé par l'organisation. La ville vue du point de vue du MBL n'a pas besoin de plus de médecins, mais de moins d'impôts et d'investissements publics. En proposant un modèle de la ville sans écouter les différentes demandes impliquées, le MBL a déformé les besoins de la formation sociale brésilienne, effaçant les conflits qui existent dans l'espace urbain et plaçant comme priorité l'entretien des structures déjà données.

4.1.3 Le discours urbain dans la charte du MPL

Le *Movimento Passe Livre* est sensiblement différent des mouvements analysés précédemment. Cela car le MPL a juste une revendication, la gratuité du transport public. Quand nous observons le fonctionnement de la ville, leur logique d'exclusion qui vise à préserver l'organisation, en effaçant le réel, les sujets, nous pouvons dire que la proposition de la gratuité, elle-même, reprend le discours urbain et le resignifie.

Dans une ville comme São Paulo, où les pauvres habitent les périphéries et les emplois sont très loin, le transport public, ou plutôt, la gratuité du transport public est essentielle pour garantir une condition de vie minimale à cette population. Cela veut dire que le discours urbain qui organise la ville en divisant la population est resignifié, au moins en partie, par le MPL lorsqu'il propose une mobilité gratuite pour une partie de la population.

Le déplacement du discours urbain peut être vu en d'autres énoncés comme « de **nombreuses personnes** sont exclues de l'éducation parce qu'elles n'ont pas les moyens de prendre le bus pour se rendre à l'école. » Dans ce cas, les mots mis en évidence soulignent la question de la quantité, qui est déterminante pour caractériser le discours urbain.

Les personnes exclues de l'éducation, à son tour, met en évidence d'autre problème réel des villes brésiliennes. Il n'est pas rare que les politiciens promettent diminuer cette exclusion. Mais lorsqu'un mouvement social écrit sur l'exclusion, le discours n'est pas le même du politicien. Tandis que le politicien promet quelque chose, le mouvement revendique quelque chose. Les positions

des deux sujets sont complètement différentes. Ainsi, le discours, qui peut utiliser les mots identiques, signifie différemment.

Lorsque le MPL dit que « chaque fois que le prix du ticket de bus augmente, cette exclusion augmente également », cela touche d'autre point du discours urbain. Nous avons déjà dit que l'organisation constitue le discours urbain et que le discours urbain ignore le réel de la ville, leur ordre. Cette organisation est défendue par les urbanistes qui représentent l'État. L'État, à son tour, se signifie par le manque (Orlandi, 2004). Donc, dans notre point de vue, l'exclusion d'une partie de la population fait partie du discours urbain, car elle, l'exclusion, fait partie de l'organisation d'un État qui se signifie par le manque.

Cela peut aussi être lit quand le MPL dit que « le service public est celui qui ne fait pas d'exclusion, qui permet l'accès à tous. » L'exclusion est présente encore un fois pour souligner le manque de l'État. Pour échapper à cette organisation imposée par l'Etat par le manque, le MPL essaie une nouvelle façon de se structurer en tant que mouvement social.

La charte du mouvement affirme qu'il croit « en une nouvelle façon de faire de la politique, loin des partis politiques. » Cela permet un déplacement de l'idée d'organisation qui constitue la ville. Pour comprendre ce déplacement, nous devons nous rappeler que les politiciens et les partis politiques sont les responsables pour soutenir l'organisation des villes. Donc lorsque le MPL propose une nouvelle façon de faire de la politique, cela rompt avec la structure d'organisation typique du discours urbain et indique un nouveau chemin pour parler à propos de la ville, pas selon des urbanistes, mais selon des personnes qui occupent les périphéries.

Pour soutenir la voix à tous, le MPL a dit qu'« il n'y a pas de hiérarchie dans ce mouvement. Il n'y a pas de direction centralisée où peu de gens décident pour beaucoup. Chacun a un pouvoir de participation égale. » L'absence d'hiérarchie et la décentralisation du pouvoir de décision indiquent, au moins dans la charte, une essaie de changer l'organisation et la remplacer par le réel, l'ordre de la ville. Cependant, il faut dire que ce processus n'est pas un remplacement. Ce que l'on retrouve dans ce cas, c'est une autre filiation discursive, un processus de sens où la mobilité s'ouvre sur la sociabilité. Ce processus se déroule de manière très différente de ce que propose le MBL, où prévaut une forme de mobilité hostile, qui exclut et divise.

En conclusion, à propos du discours urbain dans la charte du MPL, nous pouvons dire que le mouvement essaie une rupture avec l'organisation de la ville. La négation de la politique formelle et des politiciens met le MPL ailleurs du pensé urbaniste de l'espace urbain. L'essai de donner voix à toutes les personnes, pour nous, est un travail de compréhension du réel des villes. Cependant, cela ne veut pas dire que ce travail est bien fait et que le réel de la ville a changé. Néanmoins, il est indéniable que le discours urbain est re-signifié par le mouvement et que cela produit des effets à la fois dans l'occupation et dans la mobilité de et dans la ville.

4.1.4 Le discours urbain dans la charte du CLTC

Pour nous, l'énoncé « transports en commun » et la photographie qui illustre la charte sont les traces du discours urbain qui traverse le document. À propos de l'énoncé nous intéresse l'expression « en commun », car elle a un sens de public. Orlandi (2004) a dit que dans la ville tous les espaces sont occupés et nous ne pouvons pas trouver une ville sans lieu commun, avec tous les sens qui a dans cette affirmation.

Mais, selon le mouvement, le transport n'a pas de possibilité d'être vraiment en commun sans la gratuité. Donc, le transport n'est pas le lieu du commun à Lyon. Cela veut dire que lorsque le CLTC utilise les mots « transport en commun » c'est pour dénoncer que le transport n'est pas en commun et que la lutte du mouvement est pour transformer cette condition par la gratuité.

La photographie qui illustre la charte, à son tour, met en évidence la relation entre les notions d'ordre et d'organisation qui font partie du discours urbain (Orlandi, 2004). Nous avons sur la photo les trains et un vélo, qui sont partie de l'organisation de la ville, mais il n'y a pas des personnes. Cela souligne la déconnexion entre la tentative d'organiser la ville et le réel de cette même ville, les personnes, leur ordre.

Nous pouvons affirmer que le discours urbain traverse la photographie comme dénonciation d'une situation d'exclusion des personnes du transport en commun. Parement, les trains marchent bien et la quantité de trains est suffisant pour le transport dans la ville. Cela peut être affirmé car ça n'est pas revendiqué

par le mouvement. Donc, l'organisation va bien. Le problème c'est que l'organisation ne touche pas l'ordre de la ville.

Pour changer cette situation, le mouvement revendique que « l'organisation du service public des transports en commun parte des besoins des usagers et usagères. » Pour nous, quand l'organisation touche les usagers et usagères, elle ne s'agit plus d'une question d'organisation, mais d'ordre, du réel de la ville.

Nous pouvons conclure que le CLTC essaie une rupture contre l'organisation de la ville, les urbanistes et leurs décisions. Au lieu de cela, le mouvement propose un transport en commun gratuit qui répond aux besoins des usagers et usagères, ceux qui vraiment occupent la ville et font partie de leur ordre.

4.1.5 L'ordre du discours urbain : une confrontation entre le symbolique et le politique

Dans l'analyse des chartes que nous avons faites jusqu'à présent, nous avons mis en évidence un élément commun qui les traverse toutes et constitue le discours urbain. Notamment, les problèmes d'ordre et d'organisation. La seconde se caractérise par la tentative d'effacement du social, comme expliqué au début de ce chapitre. Mais il faut s'interroger sur le sens de l'ordre et ce qu'il représente pour le discours urbain.

Courtine (2016) dit que l'ordre du discours est sa matérialité discursive, et qu'il est distinct de l'ordre du langage. La matérialité discursive, quant à elle, se définit comme la relation déterminée entre langue et idéologie. Avec cela, nous pouvons comprendre que pour comprendre l'ordre du discours urbain, nous devons nous demander sur la relation entre la langue et l'idéologie dans la ville.

Pour Orlandi (2019), l'ordre du discours urbain est la confrontation du symbolique avec le politique. Dès lors, comment mettre en relation le rapport entre langage et idéologie et la confrontation du symbolique avec le politique ?

Lorsqu'il écrit sur la langue, Pêcheux (2014a : 81) la définit « comme la base commune de processus discursifs différenciés ». Où base signifie le préalable au processus discursif. L'idéologie, à son tour, est définie comme « un rituel avec des failles » (Orlandi, 1999a : 13). Ainsi, nous avons que l'ordre du

discours est le rapport entre le préalable du processus discursif, c'est-à-dire la langue, dans un rituel avec des failles, l'idéologie.

Par conséquent, comprendre l'ordre d'un discours donné, c'est comprendre comment ce préalable se rapporte au rituel de l'idéologie. À ce stade, nous expliquerons mieux les notions de symbolique et de politique.

Comme nous l'avons déjà expliqué, le symbolique se définit comme « le système linguistique qui structure le champ de l'expérience » (Safatle, 2018 : 46), établissant une relation entre le sujet et la structure. Le politique, pour Orlandi (1998 : 74), est « entendu discursivement signifie que le sens est toujours divisé, et cette division a un sens qui n'est pas indifférent aux injonctions de rapports de pouvoir qui découlent de la forme de société dans l'histoire ».

En entrelaçant les notions, nous concluons que le rapport entre langue et idéologie au sein de l'espace urbain passe par la confrontation entre le symbolique, c'est-à-dire le langage qui structure le rapport du sujet à la structure, et le politique, entendu comme division des sens, la possibilité d'un autre sens.

On peut voir dans le paragraphe ci-dessus que nous avons affaire à un différend entre le maintien du même et la possibilité de variation dans les sens. Compte tenu de cela, nous pouvons dire que l'ordre du discours urbain est la dispute entre les significations établies et la dérivation de ces significations. Cette dérivation est possible dans la faille de la langue, dans la faille du rituel idéologique, dans la faille du symbolique et dans la division des sens du politique.

À ce stade, au vu des analyses déjà faites, le choc entre ordre et organisation semble gagner en force pour expliquer une partie du processus discursif qui fait que les villes ont du sens dans leur manière de faire. C'est parce que l'on peut comprendre l'idée d'organisation comme cette tentative de bloquer les nouveaux sens et de faire en sorte que les rapports de force qui composent la ville empêchent la dérive des sens du politique d'agir.

Pour illustrer cette dérive des sens, nous reviendrons sur les analyses faites par rapport au discours urbain dans chacun des mouvements que nous avons apportés.

Quant aux Gilets Jaunes, en exigeant la construction de 5 millions de HLM, ils marquent discursivement cette confrontation entre ce qu'est la ville et ce que la ville doit être, selon le mouvement. Il y a dans cet énoncé une tentative

de mise en circulation de nouveaux sens pour la ville. On a la langue par rapport à l'idéologie capitaliste, qui détermine déjà un certain sens pour la ville, mais qui se confronte.

Au niveau symbolique, la ville des GJs est un espace où il n'y a pas de maison pour tout le monde. En exigeant la construction de plus de maisons, les manifestants tentent de faire dériver ce sens pour que la ville soit un espace où chacun puisse avoir un chez-soi. Même si le sens de chacun n'inclut pas les nouveaux immigrants qui peuvent arriver au pays. Cela montre la confrontation entre le symbolique (la structure déjà donnée) et le politique (la possibilité de dériver des significations).

Lorsque l'on analyse la publication de la MBL, il se dégage une tentative de retour à des significations qui étaient en train d'être dérivées. Au Brésil, il y avait une possibilité de changement dans le sens de ville, notamment en ce qui concerne les périphéries. En d'autres termes, la relation entre le sujet et la structure commençait à changer, il y avait une possibilité de dérive des significations.

Ce processus a été bloqué par les protestations menées par le mouvement. Les relations de pouvoir qui dérivait de la forme de la société brésilienne à ce moment de l'histoire ne permettaient pas cette division des significations. Le symbolique qui signifiait déjà la ville continuait à la signifier, effaçant le politique et, par conséquent, le social.

Quand on pense au MPL et au CLTC et à leurs luttes pour la gratuité des transports en commun, on a un autre exemple de tentative de dérive vers le sens de la ville. Si l'on pense qu'au niveau du symbolique, la ville est aussi signifiée par le mouvement (comme nous l'expliquerons plus loin dans le texte), rendre ce déplacement gratuit donnerait d'autres sens à la ville, modifiant le rapport entre le sujet et la structure.

Dans une ville capitaliste, même le transport en commun doit générer du profit pour ceux qui dirigent le système. Cela rend les déplacements en ville coûteux. Avoir besoin d'argent pour se déplacer dans la ville fait déjà partie de la façon dont la ville se signifie, et c'est le rapport de forces trouvé : seuls ceux qui peuvent payer peuvent se déplacer dans la ville.

En forçant un changement comme la gratuité des transports, ces déplacements remettent en cause le sens de l'espace urbain, le rendant accessible

et non exclusif. La dispute porte sur la dérive du sens de la ville comme espace déjà signifié par le coût élevé des déplacements ou comme espace de libre circulation. Cette dérivation de sens impliquerait directement la relation entre *socius* et *hostis*, puisque pouvoir se déplacer dans la ville ne dépendrait plus d'un enjeu financier, mais de mobilité. Cela mettrait ceux qui vivent dans la *urbs* par rapport à ceux qui vivent en périphérie.

Nous espérons avoir précisé que, si les questions d'ordre et d'organisation sont importantes comme marques discursives du discours urbain, la confrontation entre le symbolique et le politique est également essentielle pour notre analyse. Par ailleurs, la réflexion sur cette confrontation nous aide à comprendre le processus discursif par lequel la ville se signifie, ainsi que la mobilité, que nous conceptualiserons ci-dessous.

4.2 La matérialité numérique de la mobilité urbaine : une façon du discours urbain

La question de la mobilité touche plus directement les chartes des mouvements MPL et CLTC. Cependant, le numérique nous permet comprendre d'autres façon du discours urbain. Pour les comprendre on a besoin de reprendre la notion de discours selon Orlandi, et de mobilité dense et mobilité raréfiée de Dias.

Dans le livre *Interpretação* (2012), Orlandi réaffirme la notion de discours comme présente dans la langue et l'écrite, mais pas seulement. Donc, le processus de signification n'est pas limité à une matérialité spécifique. Cela nous permet d'avancer sur d'autres matérialités, comme le numérique ou la ville.

À propos du processus de signification, Orlandi (2012a⁵³) nous a dit qu'il se donne selon les trois instances de production du sens : constitution, formulation et circulation. Ainsi, comprendre comment circule un discours donné nous aide à comprendre leur processus de signification. Cela dit, la circulation des discours dans le numérique nous semble essentielle pour identifier la relation entre le discours urbain, le processus de signification de la ville, les mouvements que nous sommes en train d'analyser et le numérique.

53 Discurso e Texto

4.2.1 Les mobilités dense et raréfiée

Selon Dias (2016), la mobilité contemporaine s'agit de deux parties, la mobilité dense et la mobilité raréfiée. Elles sont inséparables dans leur fonctionnement, mais nous les expliquerons séparément.

La linguiste brésilienne a défini la mobilité dense comme le mouvement d'un point à un autre dans une temporalité spécifique. « Une temporalité de manière dense, mesurée par la relation avec l'espace physique » (Dias, 2016 : 158).

La mobilité raréfiée, à son tour, c'est la mobilité « dans le flux des réseaux numériques. (...) Le corps passe d'un point à plusieurs, immédiatement par le flux de données. Une temporalité de manière dispersée, raréfiée. (...) une spatialité rectigraphique, comme conséquence de leur forme en réseau » (Dias, 2016 : 159).

De l'union de ces matérialités par la connectivité est constituée la matérialité de l'urbain contemporain, par le numérique.

(...) la mobilité dense et la mobilité raréfiée se traversent, pour constituer le sujet, le sens et l'espace rectigraphique. L'Espace urbain et l'espace numérique en produisant la forme matérielle de la ville, par la connectivité des sujets. La connectivité serait, donc, la forme matérielle de la mobilité contemporaine, car c'est par la connectivité que le sujet peut tisser le réseau cartographique de l'espace. (Dias, 2016 : 161)

Pour comprendre la relation entre l'espace urbain et le numérique, il est nécessaire de comprendre la notion de « moyen matériel » selon Dias. Tout d'abord, on doit reprendre la notion de « forme matérielle » que, selon Orlandi (2012), n'est pas la forme abstraite, car elle prend en compte en même temps la forme et le contenu comme matérialité, ni la forme empirique, car elle n'adopte pas une perspective pragmatique. La perspective d'Orlandi pense le matérialisme linguistique-historique pour déplacer l'analyse d'une posture positiviste.

Le mouvement que Dias a fait pour penser à propos de la notion de moyen matériel c'est similaire à d'Orlandi. Dias (2016 : 166) prend en compte « la base techno-historique quand elle considère la matérialité de l'espace, en

changeant la compréhension et l'analyse de l'espace d'une perspective empirique et abstraite, pour une analyse matérialiste. » En résumant, Dias (*idem*) affirme que « l'espace est constitué durant le mouvement du sujet dans cet espace, soit la mobilité dense ou raréfiée. »

La perspective de Dias nous permet de dire que la constitution de la ville contemporaine c'est le résultat du croisement entre deux matérialités qui se complètent : le numérique et le *status*.

Ce dernier a été défini par Barbosa (2020) comme une découpe du *continuum* de l'espace. Les découpures, à son tour, « sont toujours déterminées par le processus discursif dominant en vigueur dans leurs conditions de production » (*idem* : 106). En continuant, Barbosa a dit que

les sens qui (se) constituent (dans) un *status* appartiennent aux domaines sémantiques – aussi dominants – qui sont instaurés par ce processus, qui, par les effets métaphoriques, tombent sur cette forme matérielle. De cette manière, nous croyons dans la possibilité de, par moyen de l'analyse des *status* produits en conditions de production données, pouvoir remettre leurs effets de sens au processus discursif dominant qui les déterminent. (*idem*)

Nous pouvons conclure que la notion de *status* développée par Barbosa nous aide à comprendre les effets du numérique sur la ville et la relation entre les mobilités denses et raréfiée. Cela car le processus discursif dominant détermine la forme matérielle du *status*. Le *status*, à son tour, est une découpe du *continuum* de l'espace (dans notre cas, de l'espace de la ville).

Donc, comment le processus discursif dominant peut déterminer la forme matérielle de la ville, nous croyons que, durant une manifestation, l'espace occupé par les manifestants dans la ville change cet espace selon les discours qui traversent ce mouvement social. Dans le cas de notre thèse, on peut trouver ces discours dans les analyses des chartes des mouvements dans les chapitres précédents.

Pour avancer notre pensée il est nécessaire de reprendre l'articulation que nous sommes en train de faire dans ce paragraphe. Nous avons dit qui sont deux les matérialités impliquées dans le processus de signification de la ville contemporaine. La matérialité de l'espace, le *status*, où on trouve la mobilité dense, et la matérialité numérique, celle de la mobilité raréfiée.

Tandis que le *status* est une découpeure du *continuum* de l'espace, qui est déterminée par le discours dominant et il permet la mobilité dense, la mobilité raréfiée peut être pensée comme la mobilité des données dans le numérique. Comment les deux mobilités ont la même importance dans le processus de signification de la ville, comprendre comment ces données circulent dans le numérique nous aide à comprendre le processus de signification de la ville.

Dans le cas de notre thèse, nous semble que les discours qui composent les chartes des mouvements GJ, MBL, MPL et CLTC peuvent expliquer la manière comment ces mouvements occupent la ville, en particulier le discours urbain. Plus que ça, la manière comment ces discours circulent dans le numérique, leur mobilité raréfiée, est essentielle pour penser le processus de signification des mouvements dans l'espace urbain.

CHAPITRE 5

LES FORMATIONS ALGORITHMIQUES

Les Formations Algorithmiques (FA) imprègnent notre travail depuis la maîtrise. À l'époque, lorsque l'investissement de la recherche était davantage axé sur l'approfondissement de la théorie de l'analyse du discours, le concept, bien qu'il ait gagné en importance et se soit avéré nécessaire pour la compréhension du fonctionnement des modes de formulation et de circulation du discours numérique, était configuré de manière plus latérale.

Ainsi, notre intention dans les pages qui suivent est de placer de manière plus centrale, efficace et formalisée les aspects qui impliquent les formations algorithmiques et leur relation avec d'autres notions de base, tant pour comprendre leur fonctionnement que pour les mobiliser analytiquement.

Nous commencerons par faire une différenciation entre algorithme et formation algorithmique, en justifiant l'utilisation du mot formation et nous passerons en revue ses relations avec d'autres notions du champ de l'analyse du discours, telles que la mémoire métallique, l'interdiscours, la formation imaginaire, la formation discursive, la mémoire numérique et la position du sujet. Ainsi, nous démontrerons sa pertinence pour les études du discours numérique et les développements possibles qu'il peut avoir dans le domaine de l'analyse du discours.

5.1 Algorithme ou formation algorithmique ?

Dans cette section, nous allons nous consacrer à expliquer les différences entre l'algorithme et ce que nous appelons la formation algorithmique. En effet, pour nous, il s'agit de choses différentes et, de ce fait, une explication détaillée de ce que nous appelons AF est nécessaire.

Modeste (2012), après une importante discussion, où il amène plusieurs auteurs à parler de la notion d'algorithme, fait une compilation des points communs entre les conceptions développées par ceux-ci, et définit, finalement, l'algorithme, comme suit :

Un algorithme est une procédure de résolution de problème, s'appliquant à une famille d'instances du problème et produisant, en un nombre fini d'étapes constructives, effectives, non-ambigües et organisées, la réponse au problème pour toute instance de cette famille. (2012 : 25)

Nous avons alors qu'un algorithme peut être défini comme une procédure qui vise à résoudre un problème. Cette procédure, à son tour, peut être de diverses modalités, comme la recette d'un gâteau ou les lignes de code placées en séquence et alimentées par des données provenant de différentes sources (Dowek, 2011). Le problème à résoudre dans le premier exemple serait de faire un gâteau et dans le second pourrait être d'augmenter la durée de séjour d'un sujet dans un réseau social particulier. Dans les deux cas, ce qu'il faut prouver, c'est que l'algorithme n'est, par définition, que la procédure, et non ses résultats ou son application.

Une fois la notion d'algorithme introduite, nous allons maintenant montrer de quoi il s'agit lorsque nous parlons de formation algorithmique. Pour nous, la FA est tout ce qui peut et doit être tapé, recherché, cliqué, accédé, partagé, parlé, écouté, regardé et/ou lu par le numérique. Il est important de noter que nous utilisons dans la définition de la formation algorithmique le mot numérique et non internet ou ordinateur ou support numérique. Le "numérique" que nous utilisons renvoie au discours dans sa matérialité numérique, effet de sens entre le sujet et la technologie qui, selon Dias, se constitue à partir de l'

événement technologique du XXe siècle - celui de l'informatique - (...) provoquant des changements dans le mode de signification des sociétés - dans les sphères administrative, politique, économique ; des relations sociales - nouvelles formes de relation sociale à travers les médias sociaux ; de la connaissance et de sa diffusion - avec les wikis, les systèmes collaboratifs". Tous ces éléments constituent la matérialité du discours électronique : la matérialité numérique. (2011 : 38)

Internet est ici l'une des "principales facettes de cet événement technologique du vingtième siècle" (*ibidem*, p. 39), mais pas la seule. Selon la définition que nous avons proposée, d'autres "facettes" sont possibles, bien que certaines d'entre elles soient actuellement en désuétude. C'est le cas des SMS, si populaires lors de l'expansion des téléphones mobiles au Brésil, mais qui aujourd'hui ne font plus partie de la vie quotidienne et n'ont pas besoin d'Internet pour fonctionner. Cependant, étant produits, partagés et lus par le numérique, ils peuvent être considérés comme une formation algorithmique.

Nous soulignons également qu'en utilisant le mot " par " pour dire que les formations algorithmiques sont tout ce qui peut et doit être tapé etc. par le numérique, et non le mot " dans " le numérique, nous déplaçons la notion de numérique comme support ou, autrement dit, les écrans qui nous permettent d'accéder à ce qui est dans le numérique. En effet, comme le dit Henry (1986), lorsque nous traitons avec le numérique, ce qui change n'est pas notre relation avec le monde physique, mais avec le monde de la pensée. Une telle voie nous conduirait, selon le même auteur, au matérialisme de la pensée. Pour Orlandi (2013), cela implique de penser nécessairement les conditions de production de cette autre conception de la pensée qui surgit avec le numérique. Ainsi, avec les matérialismes de la pensée, nous pouvons penser le matérialisme du langage et

du monde, " dans ses relations, affectant, donc, ce à quoi nous avons affaire comme matérialité du geste d'interprétation " (Orlandi, 2013 : 11). En d'autres termes, lorsque nous pensons le numérique, nous pouvons aussi penser les gestes d'interprétation que les sujets produisent dans le monde, traversé par ce numérique. Ou encore, que le discours numérique est dans le monde et est une forme de pensée, qui traverse l'interprétation des sujets.

Ce que nous disons, c'est que le numérique l'emporte sur les sujets, et qu'il est possible d'en analyser les effets, même si nous regardons en dehors des écrans. Cet effet était déjà prévu par Auroux, lorsqu'il prévenait que

les technologies informatiques du langage utilisent tout ce qui, dans les produits de la grammatisation, se prête à un traitement automatisé, notamment les grammaires et les dictionnaires, et il n'est pas difficile de prévoir que, sous leur pression, la forme et le contenu de ces instruments tendront de plus en plus à se conformer aux exigences du traitement automatique. (1998 : 289-90)

L'auteur prévoit ainsi qu'au fil du temps, les formes de communication entre les sujets seront façonnées en fonction de ce qui est lisible par les machines. Cela nous amène à l'affirmation de Dias (2018) selon laquelle l'homme est devenu une extension de la machine, et non l'inverse.

Nous établissons donc que la FA est le résultat/effet de la relation entre le sujet et le numérique. Ces résultats/effets, comme nous le montrerons plus loin, entretiennent entre eux une relation d'antagonisme, d'alliance ou de domination, à l'instar de ce que Haroche, Pêcheux et Henry nous apprennent sur les relations entre classes qui s'organisent dans des formations sociales qui " entretiennent entre elles une relation d'antagonisme, d'alliance ou de domination " (2007 : 26). En d'autres termes, ce que nous démontrons ici, c'est que la raison pour laquelle nous pouvons affirmer qu'une formation algorithmique est effectivement une "formation", est qu'elle présente des caractéristiques très proches, en ce qui concerne sa composition, des formations sociales. Les éléments qui composent une FA entretiennent des relations qui soutiennent les mêmes relations que celles qui existent entre les éléments qui composent les formations sociales.

Pour avancer sur cette discussion, nous apporterons la notion de formation d'imaginaire, formulée par Pêcheux (2014) dans sa thèse de doctorat Analyse automatique du discours (AAD-69). Quand l'auteur explique les changements qu'il établit dans le schéma "informationnel"⁵⁴ de Jakobson, dira que « adresseur » et « destinataire »⁵⁵, appelés par Pêcheux A et B, désignent des lieux déterminés dans la structure d'une formation sociale, lieux à partir desquels la sociologie peut décrire le faisceau de traits objectifs caractéristiques :

ainsi, par exemple, dans la sphère de la production économique, les places du « patron » (directeur, chef d'entreprise, etc.), de l'employé de bureau, du contremaître, de l'ouvrier sont marquées par des propriétés différentielles déterminables. (2014 : 81)

Toujours selon Pêcheux (*idem*), ces lieux seraient présents, mais transformés, à l'intérieur du processus discursif. Avec cela, le philosophe français explique que « ce qui fonctionne dans les processus discursifs est une série de formations imaginaires qui désignent la place que A et B s'attribuent chacun à eux-mêmes et à l'autre » (2014 : 82). Comme cela se produit au sein de formations sociales, cela signifie qu'il existe certaines règles de projection qui "établissent les relations entre les situations (objectivement définissables) et les positions (représentations de ces situations)" (*idem*).

Mais il n'est pas possible d'affirmer que chaque situation est représentée par une seule position. Pour Pêcheux (2014), différentes situations peuvent correspondre à une même position et une même situation peut avoir plusieurs positions. Ainsi, il démontre la nécessité d'une investigation minutieuse de chaque cas analysé afin de comprendre comment ce jeu de formations imaginaires se produit.

Pour compléter cette relation avec les formations imaginaires, il nous reste à établir les mécanismes d'anticipation. En effet, pour Pêcheux (2014 : 83) tout processus discursif suppose « une anticipation des représentations du récepteur, sur lesquelles se fonde la stratégie du discours ». Ces représentations

⁵⁴ Surligné par l'auteur.

⁵⁵ Surligné par l'auteur.

concernent l'image que A se fait de A, que A se fait de B et que A se fait du référent (appelé aussi par l'auteur contexte ou situation). Les mêmes projections sont données à B.

À ce stade, nous nous demandons comment les formations algorithmiques interfèrent dans ce processus. Pensons, par exemple, au cas où un sujet effectue une recherche sur Google. Comme l'explique Domingos (2017), lorsqu'on utilise un moteur de recherche comme Google, les résultats qui apparaissent ne sont pas aléatoires. Ils sont la conclusion d'une procédure réalisée en plusieurs étapes, qui prennent en compte une série d'informations sur la personne qui effectue la recherche, en plus d'offrir les liens des annonceurs qui ont payé pour être dans les résultats de recherche. En d'autres termes, la relation qui s'y établit est une relation de domination, puisque celui qui a le lien le plus visité, qui a le plus d'affinité avec le profil d'utilisateur défini par Google ou qui a payé le plus cher, apparaîtra dans des points plus visibles de l'écran, attirant l'attention du sujet qui a effectué la recherche.

Il y a dans cette procédure une relation avec le sujet très différente de celle établie avec ceux qui cherchent une entrée dans une encyclopédie, ou qui vont dans les pages jaunes d'un annuaire téléphonique pour chercher le contact, ou qui cherchent des nouvelles dans un journal imprimé, même s'il s'agit d'un vieux journal. Après tout, comme l'affirme Orlandi, « dans le discours, des matérialités distinctes déterminent toujours des différences dans les processus de signification ». (2012 : 7)

Car ce que le chercheur apporte au sujet qui cherche, vient à la surface de l'écran par ce qu'Orlandi (2012) appelle la mémoire métallique. Mais avant d'entrer dans la discussion sur cette notion, il est nécessaire de comprendre comment les formations algorithmiques agissent dans le numérique. En effet, pour nous, ils fonctionneraient comme un nouveau mécanisme d'anticipation, déjà décrit auparavant. C'est-à-dire que les FA agissent directement dans ce que Pêcheux (2014) a appelé le référent.

En présentant certains résultats dans les moteurs de recherche, ou en faisant circuler d'une certaine manière les posts d'un réseau social, les formations

algorithmiques anticipent le mécanisme d'anticipation des sujets. Ce sont elles qui créent ce que l'auteur appelle le contexte ou la situation dans laquelle le discours apparaît. Ainsi, l'objet imaginaire est créé, par le numérique, à travers les formations algorithmiques. Cela ne signifie pas, cependant, que les FA ne déplacent pas d'autres notions basilières de l'analyse du discours.

Cependant, comme cette circulation est régie par des algorithmes, qui à leur tour ont été développés à des fins spécifiques liées à la collecte de données et à la consommation accrue des sujets qui utilisent les moteurs de recherche et les réseaux sociaux, pour rester dans deux exemples, nous pouvons dire qu'ils traversent la façon dont ces mêmes sujets interprètent le monde. En d'autres termes, nous avons là un nouvel objet imaginaire façonné à partir de formations algorithmiques, un « point de vue du sujet » créé à partir de la traversée par le numérique.

Par cette affirmation, nous ne disons pas qu'avant le numérique il y avait un sujet « pur », libre d'interférences dans l'élaboration de l'objet imaginaire. Même s'il est nécessaire de rappeler que tout ce processus est traversé par l'idéologie. Et cela reste valable lorsque l'on prend en compte le numérique. Notre travail consiste à décrire comment cela se passe maintenant, avec les conditions de production qui se présentent en raison de la matérialité numérique.

5.2 Sujet, mémoire métallique et formation algorithmique

Orlandi (2016) nous explique l'interpellation et l'individuation du sujet, en nous rappelant que le sujet est soumis par l'interpellation de l'idéologie. Ainsi, il n'y a pas de sujet en dehors de l'idéologie.

Pêcheux, à son tour, dira que

le fonctionnement de l'idéologie en général en tant qu'interpellation des individus en sujets (et, spécifiquement, en sujets de leur discours) a lieu à travers le complexe des formations idéologiques (et, spécifiquement, à travers l'intrication interdiscursive dans ce complexe) (...) (2014a : 149).

Les formations idéologiques peuvent être décrites comme « les positions idéologiques qui sont en jeu dans le processus socio-historique dans lequel les mots, les expressions et les propositions sont produits (c'est-à-dire reproduits) »

(*ibid.*, p.147). Enfin, Pêcheux conclura en affirmant que « les individus sont « interpellés » en sujets parlants (en sujets de leur discours) par les formations discursives qui représentent « en langue » les formations idéologiques qui leur correspondent ». (2014a :147)

Nous avons donc que les formations discursives, qui sont, dans le langage, les correspondants des formations idéologiques (positions idéologiques) sont ce qui interpelle tout le monde en sujet par l'idéologie. Et c'est ce sujet, interpellé comme tel par l'idéologie, qui traverse le numérique. Ainsi, le sujet qui utilise ou élabore le numérique n'est pas neutre, indemne de l'idéologie, mais le produit de son interpellation.

Dans un deuxième temps, pour réfléchir à ce qui constitue le numérique, nous aurons recours à la notion de mémoire métallique. Pour Orlandi,

la mémoire métallique (formelle) "linéarise", pour ainsi dire, l'interdiscours, réduisant le discours à un paquet d'informations, idéologiquement équivalentes, sans positions distinctives. Cela produit l'effet de la toute-puissance de l'auteur et de la délimitation des moyens (la mémoire métallique, l'infinité d'informations). (2012 : 15-6)

L'auteur complète en affirmant que la mémoire métallique ne fait pas défaut et « se présente comme illimitée dans son extension, elle ne produit que le même, dans sa variation, dans ses combinaisons » (Orlandi, 2012 : 16). Par conséquent, nous avons dans la mémoire métallique un stockage illimité, mais qui n'est capable que de reproduire le même, puisqu'il ne fait pas défaut. Si nous prenons en considération que la mémoire est constituée par l'oubli (Pêcheux, 2014a), nous avons dans la mémoire métallique un effet de mémoire, puisqu'elle n'oublie jamais, mais accumule seulement de manière illimitée.

Pour comprendre comment l'accumulation de la mémoire métallique se réinscrit dans l'interdiscours à signifier, nous nous tournons vers la notion de mémoire numérique de Dias (2018). Selon l'auteur,

la mémoire numérique serait donc le lieu de la contradiction, où la mémoire échappe à la structure totalisante de la machine (mémoire métallique), quitte l'espace de la répétition formelle et s'inscrit dans le fonctionnement de l'interdiscours (mémoire discursive).

D'où le rapport avec la mémoire discursive, où le stabilisé dans l'axe du répétable, du donné, est déplacé, rompt avec une opération algorithmique, s'inscrivant dans l'histoire. (*ibidem* : 105).

Dias complète en affirmant que c'est seulement « lorsqu'il y a la possibilité d'interpréter que la mémoire métallique se désorganise en tension avec la mémoire discursive, produisant une mémoire numérique » (2018 : 165).

Nous avons décrit dans les passages ci-dessus le processus qui conduit ce qui était dans le fonctionnement de la mémoire métallique, et qui a été « sélectionné » par un algorithme et montré par FA, à s'inscrire à nouveau dans l'interdiscours (mémoire discursive). C'est la mémoire numérique, la mémoire de la formation algorithmique, qui rend cette inscription possible. Une fois inscrites dans la mémoire discursive, les données commencent à être signifiées par un discours, historicisé et capable de circuler parmi les sujets glissant des sens et se re-signifiant.

Étant l'interdiscours celui qui détermine une formation discursive (Pêcheux, 2014a), il est possible d'affirmer que ce qui est passé par la lecture d'un algorithme et apparaît au sujet par des formations algorithmiques, lorsqu'il est inscrit dans l'interdiscours par la mémoire numérique, peut se rapporter aux sujets individuels qui s'identifient à une DF particulière. Comme nous l'expliquons dans la figure ci-dessous :

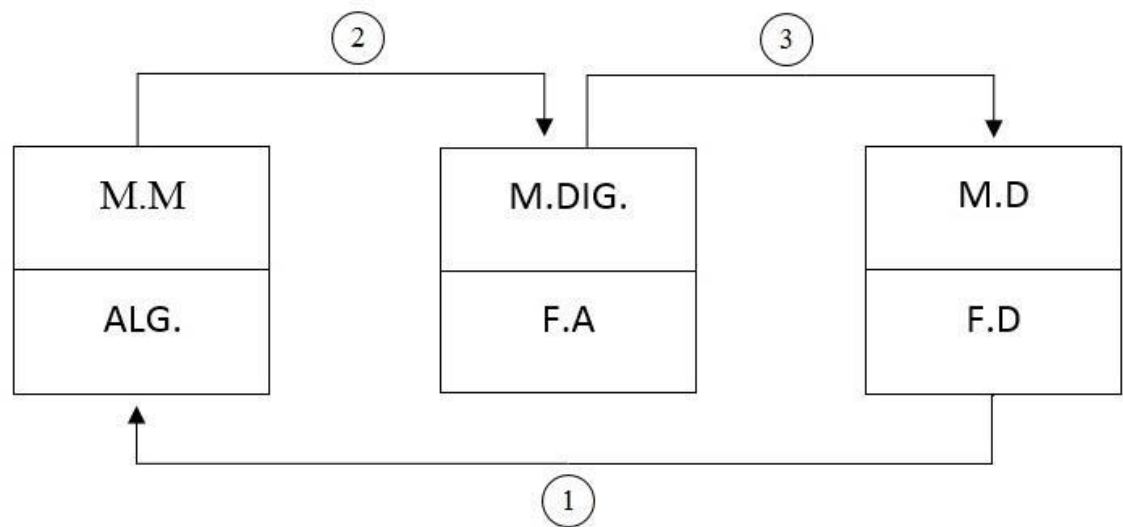


Figure 1 - Fonctionnement des formations algorithmiques

M.M: Mémoire métallique

ALG: Algorithme

M.DIG: Mémoire digitale

F.A: Formation algorithmique

M.D: Mémoire discursive

F.D: Formation discursive

De ce croisement entre sujet et machine naît ce que Dias (2018) appelle le sujet des données, que l'auteur définit comme suit

(...) centré sur le principe technologique d'une société numérique, dans laquelle le sujet et les sens sont constitués dans leur vie quotidienne par une capitalisation constante des données qu'ils fournissent lors de l'utilisation d'appareils et de systèmes numériques universalisants. Ces systèmes sont des déterminants du processus d'individualisation des sujets par un état économico-technologique. (Dias, 2018 : 68).

Pour mieux comprendre la puissance théorique de la dislocation produite par les déclarations de Dias, nous aurons d'abord recours à Orlandi (2016) et à ses explications concernant l'individu(aliz)ation. Dans un premier temps, le chercheur part du principe que la forme historique du sujet moderne est la forme capitaliste, et qu'avec cette forme-sujet constituée, il y aurait donc l'action individu(aliz)ation de l'État. Le résultat de ce processus est un « individu à la fois responsable et maître de sa volonté, avec des droits et des devoirs et le droit d'aller et venir » (*ibidem* : 228). Orlandi complète sa pensée en affirmant que « cet individu (sujet individué) est celui qui va établir une relation d'identification avec telle ou telle formation discursive. Et se constitue ainsi en position de sujet dans la société » (*ibidem* : 228).

La première observation que nous voudrions faire est que, contrairement à ce qui est généralement conclu, il n'est pas possible d'affirmer que l'interpellation se produit avant l'individuation ou vice-versa. En effet, si, au début, Orlandi affirme qu'une forme-sujet est nécessaire, constituée à partir de l'idéologie (qui est liée aux formations idéologiques et aux formations discursives comme nous l'avons montré plus haut) afin de rendre l'individuation possible, à la fin de l'extrait, l'auteur affirme que pour avoir l'affiliation à une formation discursive, il faut d'abord qu'il y ait une individuation. Nous pouvons

donc conclure que ces processus se produisent en même temps, c'est-à-dire qu'au moment même où le sujet est interpellé par l'idéologie, il s'individue par l'action de l'État.

Cela dit, et en tenant compte de l'état économique-technologique de Dias (2018), nous affirmons que la forme subjectale-historique qui fait irruption à partir de la relation entre sujet et numérique n'est pas seulement le sujet capitaliste, caractérisé par le sujet de droit, mais le sujet de données, qui se constitue à partir du suivi de « ses parcours stockés dans la mémoire métallique » (*ibidem* : 168). Ces chemins, à leur tour, seront organisés par des algorithmes et des significations pour le sujet dans une formation algorithmique donnée, c'est-à-dire ce qui peut et doit être tapé, recherché, cliqué, accédé, partagé et/ou lu par le numérique.

Cependant, nous comprenons que c'est l'idéologie qui permet au processus décrit ci-dessus d'être une évidence et qui produit chez le sujet l'illusion de l'autonomie, puisque nous savons que tout ne peut pas être tapé, recherché, cliqué, accédé, partagé et/ou lu par le numérique. Après tout, l'impossibilité de tout dire ou écrire n'est pas une question technique, mais une question de langue. Ainsi, qu'est-ce qui différencie les formations discursives et les formations algorithmiques ?

Pour nous, la principale différence entre ces deux notions réside dans la relation qu'elles entretiennent avec la répétition. Orlandi (2012) fera une distinction entre la répétition formelle, la répétition empirique et la répétition historique. La répétition historique est l'endroit où se produit l'interprétation, où le sujet formule et constitue des énoncés au sein de la répétition, avec la possibilité pour le sujet de se constituer comme auteur du texte. Ce qui nous intéresse dans cette discussion, cependant, ce sont les deux autres répétitions.

Dans la répétition formelle, nous avons un exercice grammatical, où la même chose est dite avec des mots différents. Dans ce sens, nous pouvons dire que les formations discursives ont une relation plus forte avec la répétition formelle en raison des paraphrases qui sont possibles dans les FD.

Dans les formations algorithmiques, en raison de sa relation avec la machine, on trouve la répétition empirique, c'est-à-dire mot par mot. Cette répétition, à son tour, favorise le vidage du sens des mots, comme le décrit Robin (2016). En raison de ce vidage, nous avons, dans les formations algorithmiques, des significations plus fluides. En effet, la répétition des AF n'est pas historique, puisqu'elles se répètent sans profondeur. En reprenant l'exemple d'un moteur de recherche sur Internet, nous pouvons vérifier que le même sujet aura presque toujours les mêmes résultats pour un mot déterminé recherché. Bien que la quantité de sites sur un même sujet soit énorme, les points forts des premières pages sont toujours les mêmes. Ce qu'on peut appeler une variété restreinte.

Nous soulignons dans cet extrait que, bien que ces AF atteignent les sujets à travers les écrans, leurs effets ne se limitent pas à eux. En effet, en déterminant ce qui peut et doit être présenté au sujet, les formations algorithmiques interfèrent directement dans la possibilité de circulation de ce qui est dans la matérialité numérique. De cette façon, ils dictent ce qui peut échapper à la répétition empirique pour, à travers la mémoire numérique, s'inscrire dans l'interdiscours, en étant paraphrasé dans les formations discursives et en se re-signifiant.

Par ces affirmations, nous disons que si, dans les formations discursives, la paraphrase est possible et que de nouvelles significations peuvent en émerger, donnant lieu à une répétition historique où l'interprétation est possible, dans les formations algorithmiques, l'absence de paraphrase restreint l'interprétation. Cette restriction fait que la répétition empirique renforce et vide à la fois les significations. Dans ce processus, nous pouvons comprendre comment les mots peuvent avoir des significations complètement opposées en fonction des résultats que les algorithmes offrent à chaque sujet.

À ce stade, il convient de noter que, pour nous, la relation la plus forte des formations algorithmiques est avec les formations imaginaires, comme décrit ci-dessus. Cependant, cette relation n'efface pas les effets que les formations algorithmiques ont sur ces autres notions. Dans le cas spécifique des formations discursives, si les FA déplacent le référent et modifient les formations imaginaires, il est certain que les sujets en viennent à avoir des positions

différentes de celles qu'ils avaient auparavant. Cela modifie également leur inscription dans les formations discursives, puisqu'ils sont la projection de formations idéologiques dans le discours. Autrement dit, en déplaçant le référent, en établissant un nouvel objet imaginaire, les FA changent la position du sujet et l'inscrivent dans une formation discursive différente.

Cela ne signifie pas pour autant que les déplacements de sens sont impossibles à cause des formations algorithmiques. Cela signifie seulement qu'ils se produisent d'une autre manière. En effet, il existe une nouvelle voie pour le discours, qui passe désormais par le numérique. Si auparavant les relations discursives n'étaient qu'entre sujets, aujourd'hui nous avons une relation sujet-machine-sujet. Et dans ce nouvel intermédiaire se trouvent, outre les questions qui concernaient déjà le langage, d'autres questions d'ordre technique et idéologique, comme les algorithmes qui filtrent la navigation.

Avec le processus théorique démontré, nous mettons en relation, dans le cadre de la théorie de l'analyse du discours, les FA et les notions basilaires telles que les formations imaginaires, les formations discursives, l'interdiscours, l'idéologie, l'interpellation et l'individu(aliz)ation, en plus des implications établies par les nouvelles propositions de Dias dans son livre « Digital Discourse Analysis : subject, space, memory and archive » (2018), telles que la mémoire numérique et le sujet des données.

Nous continuerons en expliquant comment le processus de production du discours se produit à travers le numérique. Pour cela, nous partirons d'Orlandi qui affirme que

les processus de production du discours impliquent trois moments également pertinents :

1. Sa constitution, à partir de la mémoire du dicton, faisant intervenir le contexte historique idéologique plus large ;
2. La formulation, dans des conditions de production et des circonstances d'énonciation spécifiques et
3. Sa circulation qui a lieu dans une certaine conjoncture et selon certaines conditions. (2012a : 9).

Pour mieux comprendre comment ces processus fonctionnent à travers le numérique, nous allons apporter les explications du même auteur sur le

fonctionnement de la mémoire métallique à la télévision. Tout d'abord, il est nécessaire de comprendre la différence entre la créativité et la productivité pour Orlandi. Selon elle, le processus de création « déplace, déplace, travaille le différent, la rupture » (*ibidem* : 180), tandis que dans le processus de production « il ne s'agit pas de produire la rupture mais la quantité, la répétition du même produisant l'illusion du différent, du varié » (*ibidem* : 180). Pour l'auteur, la télévision fonctionne selon le deuxième processus et, par conséquent, elle livre déjà tout ce qui est interprété au sujet qui regarde un feuilleton, par exemple. De cette façon, elle, la télévision, « annule la mémoire, la réduit à une succession de faits avec des sens (data) alors qu'en réalité, ce que nous avons, ce sont des faits qui réclament des sens » (*ibidem* : 180). Et c'est en revendiquant les sens que l'on peut historiciser. C'est-à-dire que sans historiciser, « la télévision produit un événement sans histoire » (*ibidem* : 180).

Pour Orlandi, cela signifie qu'en n'historicisant pas les événements, la télévision ne provoque pas de déplacements dans la constitution, qui selon elle a lieu dans l'interdiscours, dans la mémoire du dire. C'est-à-dire que tout se passe uniquement au niveau de la formulation.

Pour décrire ce qui se passe quand on pense au numérique, nous partirons de l'analyse de cet auteur, car il y a, aussi dans le numérique, un répétable qui ne cesse jamais, qui se reproduit sans histoire, sans déplacement. Cela peut être facilement vérifié par le grand nombre de sites qui parlent de la même chose, de chaînes qui produisent le même contenu ou de photos prises dans les mêmes positions aux mêmes endroits.

On pourrait penser que cette répétition n'est que le résultat du goût général des sujets, qui préfèrent certains sujets, vidéos et photos. Cependant, quand on pense au fonctionnement des sites qui sélectionnent et présentent ces contenus aux sujets, comme Google, YouTube ou Instagram, cet argument de l'autonomie des utilisateurs ne tient pas. Il s'agit de la question de la circulation du discours numérique.

Nous avons déjà traité plus haut de la relation du numérique avec la constitution (qui se produirait dans l'interdiscours, et que la répétition dans la

mémoire métallique met en suspension) et la formulation (dans le numérique tout se passe au niveau de la formulation, car il n'y a pas d'historicisation des sens). En ce qui concerne la circulation, ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'elle se fait en fonction des algorithmes qui régissent chacun des sites, blogs, réseaux sociaux, programmes de développement, etc. C'est-à-dire qu'il y a dans la circulation par le numérique une injonction au répétable, à la stabilité des sens. Nous pouvons même affirmer que, grâce aux algorithmes, la formulation dans le numérique se produit en fonction de la circulation. Les contenus qui alimentent le numérique sont créés dans un format qui permet une meilleure circulation dans le réseau.

Cette stabilité et cette répétabilité, à son tour, comme nous l'avons déjà dit, est rompue par la mémoire numérique, chargée d'inscrire dans l'interdiscours ce que la formation algorithmique apporte, d'historiciser le discours, de lui permettre d'être autre.

Enfin, à propos de la production du discours traversé par le numérique, ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'il, le discours, ne s'historicise qu'après avoir échappé à la répétition empirique, une fois qu'il ne fonctionne pas dans l'interdiscours, dans la constitution. Les discours produits par le numérique ne subsistent que dans la formulation répétable en fonction de la circulation, où il y a ce que nous appelions précédemment la variété restreinte. Cela ne signifie pas pour autant que cette répétition n'a pas de sens. Au contraire. Il massifie les significations jusqu'à les vider. Enfin, la circulation par le numérique est régie par des algorithmes qui apportent toujours la même chose aux mêmes sujets. Cette répétition, à son tour, comme nous l'avons dit plus haut, est brisée par la mémoire numérique, qui réinscrit ces dictons dans l'interdiscours, permettant à leurs significations de se déplacer, d'être autres, historicisant le discours.

Ceci étant dit, nous aborderons ensuite l'analyse de corpus, dans laquelle nous mobiliserons la notion de formation algorithmique, pour élucider les possibilités de compréhension des significations qu'elle peut fournir à l'analyste, dans le processus d'analyse.

CHAPITRE 6

POUR UNE ANALYSE DISCURSIVE DE L'AUTOMATISATION

Les principaux buts de ce chapitre sont de comprendre le fonctionnement du numérique et de l'algorithmisation de la circulation dans ce moyen matériel pour pouvoir analyser les photos qui illustrent les nouvelles sur les manifestations de chaque mouvement social.

6.1 Le numérique n'est pas neutre

La circulation des publications déjà analysées dans notre thèse a eu lieu sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter. Cependant, pour nous, pour comprendre la circulation, et aussi la formation des réseaux (sociaux ou de l'internet) c'est nécessaire à reprendre l'origine de l'idée de réseau et les principes de la circulation sur ces réseaux sociaux.

Pour commencer, nous devons nous apercevoir de l'importance de l'idée d'écosystème développée par Arthur Tansley, au début du XX^e siècle. Selon le botaniste, tous les écosystèmes tendent vers une position harmonique d'équilibre. Cela signifie que dans la nature tout est harmonique et c'est l'homme qui perturbe cette harmonie (Golley, 1993). En d'autres termes, les écosystèmes sont unités autorégulées (Vigliano et Ferreira, 2013), qui « se développent en direction à une plus grande intégration et stabilité, le climax » (Kato et Martins, 2016 : 196).

Les idées de Tansley sont liées à la conception de réseau par Jay Wright Forrester. Selon Matoso (2015), l'influence de l'idée d'écosystème de Tansley a amené Forrester, qui est considéré comme l'un des pères de l'informatique, à développer beaucoup de modèles d'organisation, comme l'interconnexion en réseau du cerveau et du monde, et l'autorégulation de ces systèmes. En conclusion, Forrester « a développé l'idée de Tansley en l'appliquant à l'isomorphisme entre cerveau, villes et sociétés, dans leur théorie des systèmes dynamiques compris comme réseaux contrôlés par *feedback* » (Matoso, 2015 : 17).

Le travail du groupe de Forrester a consacré ses efforts sur comment les perturbations aléatoires peuvent déclencher les cycles de rétroaction, en provoquant d'autres réactions complexes sur le système. « Les situations modélisées par ces chercheurs comprenaient les cycles commerciaux, la dynamique urbaine et les prévisions d'épuisement des ressources environnementales mondiales » (Griffith, 2008 : 2).

Peu après, dans les années 1970, les écologistes ont utilisé des logiciels pour prouver la théorie de Tansley et l'application de Forrester. Ils ont collecté des données dans l'environnement et les ont insérées dans les machines. Ces travaux, même en prouvant mathématiquement les idées de Tansley et Forrester, elles ont suscité des critiques.

Le problème est d'insérer toutes les variables présentes dans la croissance de la population et le comportement mathématique de chaque une, bien comment le résultat synergique qu'elles présentent quand sont rassemblées. Ce phénomène, actuellement, est bien connu et décrit dans la biologie. Il y a la dénomination solennelle de 'Principe des propriétés émergentes' et elle représente exactement cette idée. Lorsque deux facteurs interagissent, non seulement ils produisent des résultats individuellement, mais ils produisent une synergie qui modifie leurs résultats considérés isolément et, fréquemment, ils sont à l'origine d'autres nouveaux facteurs qui interagissent également, rendant les processus de réduction en équations, qu'ils soient simples ou complexes, extrêmement insuffisantes pour enregistrer les événements. (Spilk et Naime, 2012 : 44)

Ainsi, à propos de cette première partie du chapitre, nous voudrions souligner la force de la preuve mathématique de la théorie de Tansley pour soutenir la théorie de l'équilibre des écosystèmes comme une vérité absolue et, par conséquent, l'utilisation de cette théorie déjà mathématisée pour expliquer la société dans les recherches de Forrester. Bien qu'il soit nécessaire de simplifier autant que possible les données collectées.

Ce type de pensée à propos de l'autorégulation et de l'équilibre des écosystèmes a engagé les communautés hippies dans les années 1960 aux États-Unis. Selon Turner (2006), pour ces communautés le but a été une vie sans règles et hiérarchies. Cette pensée est une conséquence des idées d'autorégulation qui ont été « prouvées » par Forrester. Pour les hippies, les communautés alternatives qu'ils ont formé ont été une tentative de produire une convivence pure, sans l'intervention des lois et de l'État.

Ce que nous essayons de démontrer ici, c'est que l'idée d'autorégulation des écosystèmes par non-interférence, préconisée par Tansley, et mathématiquement prouvée par Forrester, a influencé la façon de penser et l'émergence de communautés hippies. Dans le cas des hippies, l'écosystème c'est la communauté et les interférences sont la hiérarchie, la lois et l'État.

La tentative de s'isoler du reste du monde a conduit certaines communautés hippies à réfléchir à des moyens d'être autonomes. Dans ce contexte, le magazine *Whole Earth Catalog* apparaît. En lui était possible de trouver de recherche scientifique, homesteading hippie, écologie conventionnelle et culture de consommation (Turner, 2006 : 5).

Le fondateur du magazine, Stewart Brand, et l'ex-hippie Larry Brilliant ont créé, dans les années 1980, la communauté numérique *The WELL*, où les inscrits ont échangé des messages en temps réel entre eux (Turner, 2006). Comme le décrit Figallo (1993), la communauté numérique était une simulation de communautés hippies, qui, selon l'auteur, sont imprégnées d'un esprit libertaire.

Ce même esprit de liberté peut être trouver dans la description de l'idéologie californienne, qui selon Barbrook (1996 : 4) « reflète donc à la fois la discipline de l'économie de marché et les libertés de la artisanerie hippie. »

Par cette discussion nous pouvons percevoir comment les principes libertaires qui ont influencé les communautés hippies sont arrivé au Silicon Valley, dans les entreprises qui contrôlent les activités sur Internet. Cependant, il est important de noter que les idées de Tansley qui ont fondé ces principes ont été rejetées par la biologie moderne. Selon Ferreira et Viglio (2013), dans la vision contemporaine de la dynamique de la végétation, il n'y a pas d'hypothèse de stabilité absolue des écosystèmes. Cela veut dire que on ne peut pas trouver le climax dans les écosystèmes et la végétation est toujours en changement.

Même niées, les idées de parallélisme entre la biologie et le fonctionnement de la société continuent d'avoir des effets sur la contemporanéité, et le réseau joue un rôle central dans ce type d'analogie (Loveluck, 2018). Selon l'auteur, l'idée de réseau « est associée aux notions de décentralisation, de circulation, de flux, d'urgence ou de complexité qui s'oppose à la rigidité centralisatrice des entités sociales et politiques - et, en premier lieu, de l'État. » (Loveluck, 2018 : 198)

Le problème est que les réseaux ne fonctionnent pas de manière équilibrée, où tous les liens sont répartis de manière égale. Comme le montre Loveluck (2018) en citant les travaux de Watts et Strogatz, les réseaux sont regroupés en petits sous-réseaux. Et en parlant du modèle Barabási-Albert, l'auteur dit que "les connexions sont réparties assez inégalement au sein du réseau : une minorité de liens ont un grand nombre de liens, alors que la plupart des liens ont un nombre réduit de liens". (Loveluck, 2018: 200)

Cela met en évidence que la circulation dans Internet n'est pas aléatoire. Donc, pour Loveluck (2008 : 206), on doit repenser l'idée de qu'Internet est naturellement un lieu de liberté d'expression, de justice et de démocratie. Internet n'est pas « fondamentalement égalitaire, mais au contraire, il est dominé par un petit nombre de hubs qui jouent un rôle décisif (comme Amazon ou Yahoo!) et par des formes de distribution très inégales. » Ainsi, l'auteur conclut que penser Internet comme un réseau distribué, comme on le pensait dans les années 60 et 70, est une erreur.

Pour conclure ce paragraphe, il est important de mettre en évidence certaines informations qui seront essentielles pour poursuivre notre analyse. La première est que malgré les affirmations selon lesquelles des réseaux complexes comme Internet se comportent de manière aléatoire, où tout le monde peut avoir accès à tout, cela ne se produit pas, comme nous l'avons vu dans les citations de Loveluck. Une autre information importante est que l'Internet, bien que considéré comme un réseau neutre, a son fonctionnement basé sur l'idéologie libertaire, et la non-intervention de l'État dans cet environnement, suit les paramètres de ce que prêche cette idéologie.

Enfin, il ne faut pas oublier qu'en plus de ces caractéristiques, la circulation de l'information au sein d'un réseau social repose également sur l'utilisation d'algorithmes dont la dynamique est définie par Pariser (2012) en trois facteurs. Le premier est l'affinité (plus nous passons de temps à interagir avec une personne, plus grandes sont les chances que ses mises à jour nous apparaissent). Le second est l'importance relative de chaque contenu en fonction de chaque utilisateur (pour certains, ce sont des informations plus importantes sur la politique, tandis que pour d'autres, il est plus important de savoir qui sort avec qui). Et enfin, on a l'actualité de la publication (un contenu plus récent est plus susceptible d'apparaître aux utilisateurs du réseau social).

Au vu de ces spécificités, nous pensons qu'il est nécessaire de réfléchir à une nouvelle notion capable d'englober ce nouveau moyen matériel à travers lequel circulent (de manière non aléatoire) les messages et les informations. Pour ce défi, nous proposons la notion de formation algorithmique, dont la complexité et la portée seront largement abordées dans le chapitre suivant. Pour l'instant, nous nous en tiendrons à sa définition, qui semble suffisante pour poursuivre les analyses du paragraphe suivant. Ainsi, pour nous, la FA est tout ce qui peut et doit être tapé, recherché, cliqué, accédé, partagé et / ou lu par le numérique.

6.2 Les analyses des protestations

Dans les paragraphes 6.2.1, 6.2.2, 6.2.3 et 6.2.4 nous analyserons les images des manifestations des mouvements Gilets jaunes, Movimento Brasil Livre, Movimento Passe Livre et Collectif Lyonnais pour la gratuité des transports en commun.

Afin de procéder à l'analyse des protestations, les résultats d'une recherche sur Google seront utilisés pour des photographies prisées dans les jours considérés comme les plus adhérents aux protestations de chacun des mouvements sociaux. Ainsi, nous pensons qu'il est possible d'observer ces manifestations au moment de leur plus grand engagement. La seule exception est le CLTC, qui, dans nos recherches, n'apparaissait que sur une seule image, comme cela sera expliqué au paragraphe 6.2.4.

6.2.1 Les manifestations des Gilets jaunes

Selon la chronologie des manifestations des Gilets jaunes mise à disposition par le journal Libération, les manifestations du 17 novembre 2018 ont été celles avec le plus de participants. Environ 300 000 personnes étaient dans la rue à travers la France pour soutenir les revendications du mouvement. Ce nombre pourrait être attesté par d'autres médias français, comme Le Monde et Le Parisien.

Ainsi, le 6 avril 2020, lors de notre séjour à Turin, nous avons fait une recherche sur Google Images avec la déclaration suivante : gilets jaunes 17 novembre 2018. A partir du résultat apporté par le moteur de recherche, nous

sélectionnons les trois premières rangées de photographies présentées et nous les utiliserons pour notre analyse.

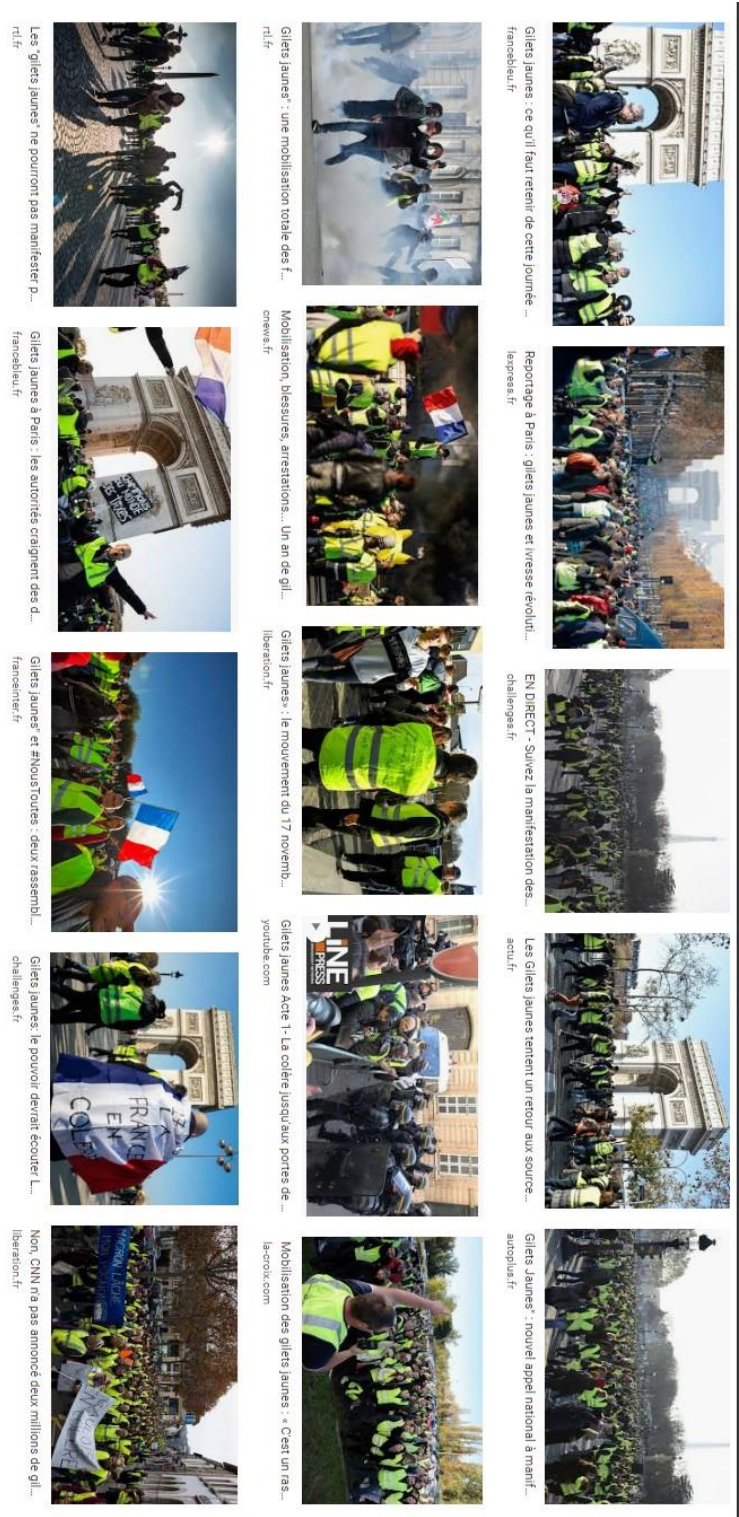
Avant cela, cependant, nous tenons à souligner qu'une recherche sur le même moteur de recherche, avec les mêmes mots, peut apporter des résultats différents. Cette variation est justifiée par la localisation du chercheur, leur historique de navigation et d'autres informations utilisées par les algorithmes qui régulent le moteur de recherche. Une telle variation n'invalide ni notre corpus ni notre analyse, puisque ce que nous chercherons à comprendre, c'est comment apparaît le discours urbain dans la publication du mouvement lorsque les manifestants occupent les rues. Néanmoins, nous considérons qu'il est important d'apporter cette considération.

Pour commencer notre analyse, il faut revenir sur les caractéristiques du discours urbain présentes dans la charte des Gilets jaunes. Comme nous l'avons analysé précédemment, nous pouvons mettre en évidence une injonction du mouvement aux questions d'organisation de la ville. Cela signifie que les GJ cherchent à changer l'organisation existante actuelle, mais pas à la remplacer par un nouvel ordre, mais par une nouvelle organisation. Rappelant toujours que les notions d'ordre et d'organisation utilisées ici suivent ce que nous explique Orlandi (2004).

C'est à partir de cette tentative d'établir une nouvelle organisation de la ville que le mouvement cherche à réduire la valeur des loyers, mais pas à y mettre fin ; empêcher les nouveaux immigrants d'entrer dans le pays ; augmenter les investissements publics dans plusieurs domaines ; et pour réaliser ces changements, les GJ se considèrent comme les représentants d'un pays riche dont la population est vaillante et travailleuse. Quel que soit le spectre idéologique sur lequel on peut placer les GJ, il ne faut pas oublier qu'ils n'ont pas choisi de politique institutionnelle pour réaliser ces changements. La voie suivie a été celle de la mobilisation sociale pour exiger que les politiciens déjà élus répondent à leurs revendications.

Cela dit, nous vous présentons ci-dessous les photos que nous avons trouvées lors de notre recherche.

Fig. 5 : Manifestation Gilets jaunes 17 novembre 2018 (source : Google Images)



La première chose qui a attiré notre attention sur les images sélectionnées par le moteur de recherche était l'élément qui donne le nom au mouvement, c'est-à-dire les gilets jaunes. Bien qu'il y ait des manifestants qui ne le portent pas, la plupart d'entre eux sont. Il est important de se rappeler que, comme nous l'avons déjà expliqué, l'utilisation du gilet fait référence à la loi qui a obligé que les conducteurs avaient ce type de vêtements dans leurs voitures s'habiller s'ils devaient laisser le véhicule en cas d'accident. De cette manière, il semble essentiel de comprendre comment un symbole de l'oppression d'État est devenu le vêtement de ceux qui protestent contre les mesures adoptées par ce même État.

Au début, il nous semble que l'utilisation de gilets transite entre différentes formations discursives, ce qui nous permet d'indiquer que cela donne la possibilité de resignifier le vêtement. Ce que nous essayons de dire, c'est que lorsqu'il est considéré comme obligatoire par l'État, le gilet jaune est plus un symbole de contrôle et d'oppression, tels que les taxes, par exemple. Lorsque les manifestants utilisent ce même gilet jaune au cours de leurs mobilisations, le processus de signification change. C'est-à-dire que, dans un premier temps, la formation discursive dominante est celle de l'État, qui organise et régule la vie des sujets. Dans un second temps, lors des manifestations, les GJ utilisent ce même gilet, mais l'inscrivent dans une formation discursive différente de la première, une formation discursive manifestationnelle.

Bien que nous soyons sûrs du déplacement de sens décrit ci-dessus, nous pensons qu'il est possible d'avancer un peu plus loin dans notre analyse. Plus qu'un objet symbolique utilisé par les manifestants, nous pensons qu'il est possible d'affirmer que les gilets jaunes peuvent être pensés comme un élément de distinction entre ceux qui font partie du mouvement et ceux qui n'en font pas partie. Rappelons que dans notre analyse précédente, nous sommes arrivés à la conclusion que ce que veulent les GJ, c'est une nouvelle organisation de la ville, et non un nouvel ordre. Ainsi, faire porter un uniforme à vos manifestants fait partie de cette nouvelle organisation. Les gilets sont la possibilité organisationnelle que le mouvement a trouvée pour faire savoir à tous qui en fait partie et qui n'en fait pas partie.

L'importance de la distinction entre qui est un GJ et qui ne l'est pas résonne dans l'image que le groupe se fait de ceux qui peuvent ou non être considérés comme faisant partie de la population vaillante et travailleuse de la France. Ceux qui portent le gilet peuvent être considérés comme faisant partie de ce groupe qui sauvera le pays. Les autres, non. Et quand nous parlons des autres, nous voulons parler des étrangers, que le mouvement veut empêcher d'entrer dans leur riche pays.

Grâce à ce premier geste analytique, nous pouvons voir comment le discours urbain qui traverse la charte des GJ traverse également les sujets qui occupent les rues pendant les manifestations, étant impossible de détacher l'un de l'autre. Pour nous, la vision de la nouvelle organisation de l'urbain présente dans la charte publiée sur Twitter se présente avec la même force dans cette autre matérialité, la ville. A ce stade, nous pensons qu'il est nécessaire de mobiliser la notion de formation algorithmique pour comprendre comment cette relation est possible.

Dans les discussions sur les notions de mobilité dense et de mobilité raréfiée (Dias, 2016), nous soulignons l'importance de comprendre la circulation à travers le numérique pour comprendre les sens de la ville. Comme nous l'avons démontré au début de ce chapitre, la circulation de l'information par le numérique n'est pas aléatoire et dépend d'un grand nombre de facteurs, impossibles à énumérer. Que ce soit par quantité ou par modifications que ces règles de circulation subissent périodiquement.

Néanmoins, ce que nous proposons ici, c'est de regarder les effets de cette circulation (dans le cas de cette analyse, à travers les réseaux sociaux) pour comprendre le processus de production de sens. Comme nous l'avons dit ci-dessus, les formations algorithmiques sont tout ce qui peut et doit être tapé, recherché, cliqué, consulté, partagé et / ou lu par le numérique. A partir de cette définition, nous pouvons affirmer que les formations algorithmiques sont le résultat du croisement de la machine par les sujets. Que ce soient les sujets qui ont conçu le numérique ou ceux qui l'utilisent.

Ainsi, quand nous analysons la façon dont les GJ occupent la ville et la resignifient, on peut dire que la façon dont les réseaux sociaux ont fait circuler les posts du mouvement a fait traverser certains des sujets par les formations algorithmiques qui composent la charte et s'identifient à eux. Ces mêmes sujets

occupaient les villes, les circulent et les resignifient sous l'interpellation de formations discursives issues de ce qui échappait à la répétition de la mémoire métallique, sous forme de mémoire numérique, comme le décrit Dias (2018).

Même au risque d'être répétitifs, nous voulons décrire le chemin théorico-analytique que nous proposons. Ce que nous affirmons dans les paragraphes précédents, c'est que comme les sens de la ville sont produits par les sujets qui y circulent (mobilité dense) et par la circulation à travers le numérique⁵⁶ (mobilité raréfiée), nous affirmons également que les formations discursives qui traversent ces sujets se reflètent dans les formations algorithmiques. Cependant, il faut se rappeler que les formations algorithmiques ne sont pas un simple reflet des formations discursives dans le numérique. Les FAs font partie des mécanismes d'anticipation des formations imaginaires. Dans ce cas, ce que nous avons, ce sont les FAs qui anticipent, par le biais d'algorithmes, ce que se pense que les sujets veulent lire dans leurs timelines sur les réseaux sociaux. Cette anticipation, à son tour, se fait sur la base des informations collectées par les algorithmes, transformées en données qui vont alimenter ces lignes de code. Ainsi, elle limite ce qu'un sujet reçoit dans ses recherches, et limite le contexte des événements en circulation.

Dans l'analyse faite sur les GJ, il y a une formation discursive manifestationnelle qui traverse leur charte et aussi leurs manifestants. Cependant, en raison de la manière particulière dont cette charte circulait à travers les réseaux sociaux, avec des déterminations et des adresses spécifiques, alors sur le numérique, nous considérons qu'il est essentiel de souligner que cette formation discursive émerge du numérique par la formation algorithmique, car les algorithmes sont responsables par les règlements de circulation auxquels cette publication a été soumise. Et ils vont créer un objet imaginaire complètement différent de celui qui existerait s'il n'y avait pas de numérique.

Est-ce à dire qu'il serait impossible d'organiser une manifestation comme les Gilets jaunes sans utiliser les réseaux sociaux ? Certainement pas. Des manifestations et des révoltes ont eu lieu à différentes périodes de l'histoire. Ce

⁵⁶ À ce stade, nous élargissons l'idée de mobilité des sujets à la mobilité des données dans le numérique. Cette perspective sera détaillée dans le prochain chapitre.

que nous faisons dans cette analyse est de penser aux conditions de production contemporaines et de proposer une théorisation pour les comprendre.

Une autre formation algorithmique présente dans la lettre est celle du nationalisme, quand les GJ disent que la France est un pays riche et son peuple travailleur. On voit sur les photographies que les GJ, en circulant dans la ville, occupaient des espaces qui reprennent en quelque sorte cette importance des grands symboles nationaux, comme l'Arc de Triomphe, érigé pour célébrer les conquêtes de Napoléon.

Il y a encore une autre présence frappante dans les photographies qui met en évidence ce nationalisme, le drapeau national français. Bien qu'il puisse sembler contradictoire d'utiliser un symbole d'État pour exiger des changements dans le même État, il est important de se rappeler que pour le GJ, comme nous l'avons conclu en analysant la lettre, le problème de la France est les politiciens qui ont besoin d'apprendre ce dont le peuple a besoin. En d'autres termes, sans les politiciens, la France qui émerge de la romantisation des révolutions bourgeoises serait parfaite. Pour le mouvement, le problème n'est pas l'ordre, mais l'organisation.

Nous pourrions approfondir ces analyses pour voir d'autres discours qui sont en cours. Cependant, sachant qu'aucune analyse n'est inépuisable et que plusieurs sens sont possibles, mais pas du tout, nous pensons que les discussions menées jusqu'à présent ont été efficaces pour prouver notre propos. Par conséquent, nous procéderons à l'analyse des autres coupures qui composent notre corpus.

6.2.2 Les manifestations du MBL

Comme nous l'avons déjà fait ressortir dans le premier chapitre, les manifestations du Movimento Brasil Livre ont commencé encore lors des Journées de juin 2013 et se sont prolongées au moins jusqu'au second semestre 2016. Bien que les plus grandes foules aient été enregistrées sur l'avenue Paulista à São Paulo, tous les États brésiliens ont connu des agglomérations du groupe. Le 13 mars 2016 a lieu la plus grande manifestation de l'histoire du Brésil (G1, 2016). Au total, 3,6 millions de personnes sont descendues dans les rues du pays pour demander la destitution de la présidente Dilma Rousseff.

Notre corpus d'analyse concerne les images que Google a fait apparaître lorsque nous avons recherché le terme suivant : mbl 13 março 2016. Cette recherche a été effectuée le 6 avril 2020, dans la ville de Turin. À partir de ce résultat, nous avons sélectionné les trois premières rangées de photos. Par ce biais, nous entendons comprendre comment le numérique a croisé la manière dont le mouvement a occupé la ville.

Tout comme les recherches effectuées pour les Gilets jaunes, nous comprenons que ces mêmes recherches effectuées aujourd'hui, dans un autre endroit du monde, peuvent donner des résultats différents. Soit par l'historique de recherche du sujet qui utilise le site, soit par le lieu dans lequel la recherche est effectuée.

Pour commencer notre analyse, reprenons ce que nous avons dit sur les caractéristiques du discours urbain présent dans l'affiche MBL. Il ne fait aucun doute que la question de la modification de l'organisation des villes est un point crucial. En effet, le mouvement analysé met en échec les changements apportés par le gouvernement de l'époque en matière d'organisation des villes. La MBL a exigé que les domaines d'action de l'État dans la société brésilienne soient réduits et, par conséquent, que les programmes d'assistance sociale cessent d'exister. Ainsi, les différences sociales ont été mises de côté et le Brésil, selon la MBL, s'est homogénéisé comme un pays où tout le monde a les mêmes chances et où l'attention accordée par l'État à chacun doit être égale. Ainsi, nous cherchons ici à savoir comment ces caractéristiques du discours urbain se matérialisent lorsque le mouvement occupe les rues de la ville.



O 13 de março ganha força | VEJA
veja.abril.com.br



Protesto na av. Paulista é o maior ato político j...
m.tohha.uoi.com.br



Um passeio aéreo pela manifestação de 13 de mar...
youtube.com



Grupos que se uniram pela queda de Dilma se ...
m.tohha.uoi.com.br



Gravações revelam ajuda financeira de partidos e
dw.com



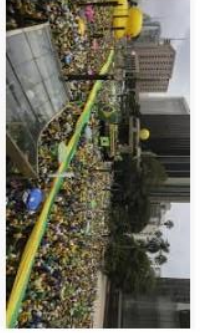
Como foram os protestos contra Dilma d...
exame.abril.com.br



Cúpula do PSDB se reúne pela primeira ve...
ultimossegundo.ig.com.br



Após 5 anos de Verde e ...
politica.estadao.com.br



Manifestações no Brasil: Maior manifestação da d...
brasil.alpala.com



As manifestações de 13 de março e...
epoca.globo.com



Protestos confirmam estimativ...
dapp.fgv.br



Maior manifestação da...
politica.estadao.com.br



Protestos contra Dilma reúnem 3,6 milhões ...
oglobo.globo.com



Manifestações contra Dilma em várias cidades ...
dw.com



Manifestação 13 de março de 2016, A...
youtube.com



Os diferentes motivos para a baixa adesão aos...
dw.com



DTdocuments: Manifest...
documentos.diariodetatu...

Fig. 6 : Manifestation MBL 13 mars 2016 (source : Google Images)

Le premier fait marquant dans toutes les images est le fait que, bien que nous ayons seulement mis la date de la manifestation dans la recherche Google, seules les images de la ville de São Paulo sont présentées. Plus précisément l'avenue Paulista. Bien que les actes aient eu lieu dans tout le pays, les photos ne traitent que de la manifestation dans cette ville.

À propos de l'avenue, il est important de considérer que, comme nous le présente Shibaki (2007), elle a été fondée en 1891 par les associés Joaquim Eugênio de Lima, João Augusto Garcia et José Borges Figueiredo. L'intention était de construire un quartier où l'oligarchie de São Paulo pourrait vivre. Selon Homem (1996), l'intention était de maintenir les couches les plus élitaires de la ville à l'écart des sources de maladie et des agglomérations moins riches.

Très vite, l'endroit a été occupé par les maisons des personnalités économiques de l'époque. Comme l'explique Toledo (1987), parmi les personnalités de premier plan figuraient non seulement les propriétaires des exploitations de café, mais aussi des banquiers, de grands hommes d'affaires et des immigrants qui se sont enrichis de diverses manières.

Encore à la fin du XIXe siècle, l'endroit est devenu une icône de la ville, non seulement pour les beaux bâtiments, mais pour offrir un grand réseau d'infrastructures et d'urbanisme, comme le gaz, l'eau, les égouts, la ligne de tramway et les larges voies conçues dans les moules des villes européennes visitées par les résidents de l'époque (Shibaki, 2007).

Sa verticalisation a commencé après le krach boursier de 1929 (D'Alessio ; Soukef ; Alrabello, 2002). En conséquence, les fortunes se sont dissipées et il est devenu difficile de maintenir le luxe d'antan. Les investisseurs immobiliers ont donc fini par acheter ces terrains, surtout après la promulgation de la loi autorisant la construction d'immeubles résidentiels et commerciaux en 1936, sans s'intéresser aux bâtiments, mais aux immenses espaces où ils étaient construits (D'Alessio ; Soukef ; Alrabello, 2002).

Ainsi, dans les années 1950, les premiers bâtiments commerciaux ont commencé à apparaître, le principal point de repère étant le Conjunto Nacional,

qui a été annoncé comme le premier centre commercial du Brésil (Frúgoli Jr., 2000).

Bien qu'elle compte encore de nombreux immeubles résidentiels, dans les années 1970 et 1980, Paulista a également commencé à accueillir le siège d'institutions financières et d'importantes fédérations patronales (Frúgoli Jr., 2000).

Comme nous avons pu l'observer dans cette brève coupure historique sur l'occupation de l'avenue Paulista, celle-ci est passée de la main des grands propriétaires terriens à la fin du XIXe siècle à celle des sociétés financières et commerciales. Ce mouvement, nous semble-t-il, montre que la propriété de l'avenue a suivi la direction du capital au cours du XIXe siècle, sans pour autant cesser de représenter le pouvoir économique de la classe dominante.

Concernant le fait que l'avenue Paulista n'a pas perdu son prestige en plus d'un siècle d'existence, Shibaki (2007) présente quelques hypothèses qu'il nous semble intéressant de souligner. Parmi elles,

il y a la localisation dans l'espace de la métropole, car depuis son ouverture, faite dans l'éperon central de São Paulo, elle est devenue unique et privilégiée par rapport aux autres avenues qui pourraient lui faire concurrence en matière de localisation ; le prestige, puisque de grandes maisons ont été construites depuis son ouverture et que, tout au long de ses transformations consécutives, son espace a toujours réussi à maintenir son statut et son prestige, qu'il s'agisse de grandes maisons, de sièges financiers ou de centres culturels ; l'accessibilité, puisque Paulista a toujours été bien desservie par le réseau de transport, au début avec les tramways, et plus tard avec les bus et le métro, ainsi que les voies pour voitures ; indépendamment des raisons qui l'ont élu comme symbole et carte postale de São Paulo, il existe un maintien de cette symbologie par des manifestations publiques et privées ; la visibilité, parce que dans son espace se trouvent plusieurs émetteurs de télévision et de radio, en plus du siège d'un diffuseur de télévision, ayant avec ces aspects une connexion continue avec le monde entier et en temps réel, ce qui attire toute manifestation qui a besoin d'être divulguée à la fois localement, nationalement et internationalement ; et les ancrages culturels, comme déjà exemplifié, par exemple, le MASP, la Casas das Rosas et d'autres centres culturels importants. (Shibaki, 2007 : 115).

Ainsi, nous réalisons qu'organiser une manifestation sur l'avenue Paulista signifie occuper l'espace du centre financier de la ville la plus grande et la plus riche d'Amérique Latine. Un autre point pertinent est que lors de ces manifestations, il n'y a jamais eu la moindre confrontation avec les forces de répression de l'État. Un scénario très différent de celui que nous verrons en parlant de la MPL. Enfin, les manifestations ont presque toujours eu lieu le week-end, ce qui est également inhabituel par rapport aux autres groupes qui ont occupé le même espace.

À ce stade, nous devons nous demander comment donner de la visibilité aux revendications du mouvement sans affecter la ville. Cette interrogation est pertinente puisque les manifestations qui ont lieu en semaine finissent par toucher les citoyens et sont donc signalées. En d'autres termes, en secouant l'organisation de la ville, les manifestants parviennent à faire circuler leurs revendications et, ainsi, à attirer davantage de personnes qui s'identifient à leur cause.

Dans le cas du MBL, la diffusion des agendas s'est faite à la fois via les réseaux sociaux et les principaux médias du pays. Il n'a donc pas été nécessaire d'interrompre la circulation ou de fermer des rues pendant les jours de semaine. Ce que le mouvement a défendu, ce sont les mêmes revendications que celles en faveur desquelles les journaux et les réseaux de télévision brésiliens ont milité dans leurs éditoriaux et leurs programmes d'économie ou d'information. Ainsi, nous pouvons comprendre comment la répétition de la mémoire métallique, en stabilisant les significations, a réussi à mobiliser de nombreux sujets pour occuper les rues des villes brésiliennes en exigeant la destitution d'un président démocratiquement élu et le retrait des droits et avantages accordés par le gouvernement aux plus pauvres.

Nous allons maintenant aborder un autre point qui attire l'attention lorsque l'on regarde les images que Google a fait apparaître : la prédominance de la couleur jaune. C'est la couleur du t-shirt que les manifestants portaient lors des actes et qui est devenu synonyme d'identification à la droite brésilienne. La plupart des manifestants portaient le maillot jaune de l'équipe nationale brésilienne, ce qui peut également signifier une tentative de lien avec un symbole patriotique, puisque ce vêtement est connu dans le monde entier comme étant l'un des symboles du pays.

Ainsi, nous pouvons considérer le geste de porter le T-shirt comme une tentative de dire que ce sont les vrais Brésiliens, ceux qui s'identifient comme tels et qui, en étant dans la protestation, se soucient vraiment du pays. On peut dire la même chose du drapeau brésilien qui apparaît sur certaines des photos et du ruban vert et jaune qui est tendu sur les manifestants dans une partie de l'avenue. Mais comment peut-on considérer cela comme une matérialité du discours urbain ?

Il faut d'abord se rappeler que le MBL a cherché à homogénéiser la société brésilienne, en gommant ses différences, notamment en ce qui concerne les plus pauvres. Par conséquent, le fait d'avoir le t-shirt de l'équipe nationale brésilienne comme objet d'identification du groupe jouerait ce rôle, car en plus d'homogénéiser esthétiquement les manifestants et de les identifier en tant que groupe, le prix d'un t-shirt de l'équipe nationale est extrêmement élevé par rapport au salaire minimum brésilien. Ainsi, même si l'uniforme de l'équipe porté lors des manifestations n'est pas l'uniforme original, il est signifié comme tel et place chacun des manifestants comme un sujet capable de se permettre un achat de cette valeur et, par conséquent, quelqu'un qui n'aurait pas besoin des programmes d'aide du gouvernement fédéral. En outre, plus les manifestations avec des personnes en uniforme étaient importantes, plus il était facile de soutenir que les avantages accordés aux plus pauvres étaient inutiles.

Le dernier point que nous voudrions aborder ici pour démontrer la matérialité du discours urbain dans les manifestations MBL concerne le fait que ces protestations n'ont pas fait le tour de la ville. Elles ont eu lieu sur l'avenue Paulista et ne sont pas passées par d'autres rues de São Paulo. Si l'on ajoute à cela le fait qu'il s'agit de l'avenue où se trouvent plusieurs sièges de banques brésiennes et de syndicats patronaux et qu'aucun d'entre eux n'a été la cible d'une quelconque manifestation, on peut dire que le fait de maintenir la manifestation stagnante dans ce point de la ville indiquait en quelque sorte que c'était le modèle de Brésil souhaité par les manifestants. Un pays capable de contenir ses dépenses et de fonctionner comme une entreprise, en limitant les dépenses jugées inutiles et en chassant ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ne correspondaient pas au profil souhaité.

Il s'agit d'un profil de manifestation très différent de celui que nous avons trouvé dans les autres mouvements analysés dans ce travail. Tous les autres,

comme nous le verrons, circulent dans la ville, montrant que tous les espaces urbains doivent être occupés par leurs membres. Dans certains cas, comme celui des Gilets jaunes et du MPL, le fait de se trouver dans des lieux qui représentaient ce contre quoi ils luttait a même généré des actes de vandalisme, comme la déprédation de banques au Brésil et de magasins sur l'avenue des Champs Élysées.

Le fait est que le MBL n'était pas là pour faire bouger les gens dans la ville. Leur objectif était à l'opposé de cela. Il s'agissait de conserver les quelques avancées sociales obtenues au cours des 13 années de gouvernement de centre-gauche et d'empêcher ceux qui occupent les périphéries des villes brésiliennes de pouvoir circuler dans d'autres espaces.

En résumé, la matérialité du discours urbain présente dans l'affiche MBL est également présente dans les manifestations sous au moins trois aspects :

- dans l'immobilisme des protestations, qui sont restées stagnantes sur l'avenue Paulista ;
- dans les tee-shirts des équipes nationales portés par les manifestants, dont les effets de sens conduisent à l'homogénéisation des participants ;
- dans le choix de l'avenue Paulista comme théâtre de manifestations qui n'ont remis en cause aucun des locataires de cet espace, puisque la forme administrative des grandes entreprises est ce que le mouvement considère comme l'idéal de l'administration publique.

Avec cela, nous soulignons que la circulation du discours urbain par le numérique, avec des formations algorithmiques anticipant ce à quoi chaque sujet doit ou ne doit pas avoir accès, traverse la manière dont MBL occupe la ville. Si la circulation se faisait d'une autre manière, avec d'autres critères, tout se passerait probablement différemment. Ou, même si la dimension et l'occupation de la ville se déroulaient de la même manière, ses significations seraient différentes, puisque les conditions de production seraient différentes.

6.2.3 Les manifestations du MPL

Principal leader et inspirateur des manifestations qui ont eu lieu en juin 2013 au Brésil, le Movimento Passe Livre avait une longue histoire de luttes et de revendications pour le droit à la mobilité dans les villes brésiliennes. Jusqu'en

2013, et après cette période, le MPL avait moins d'adeptes pour son unique programme : la gratuité des transports publics pour tous les Brésiliens. Cependant, comme les transports publics au Brésil sont gérés par les municipalités, le mouvement trouve des représentants différents dans chaque municipalité. Cela signifie que les évaluations du moment où il faut descendre dans la rue peuvent varier.

Cependant, en 2013, face à l'augmentation du tarif des transports publics dans de nombreuses villes, on a assisté à une action collective qui a commencé dans les capitales des États, mais qui a fini par s'étendre également aux villes de l'intérieur. L'acte le plus important a eu lieu dans la ville de São Paulo, le 20 juin de cette année-là. Au total, 250 000 personnes sont descendues dans la rue pour demander la réduction du tarif de 0,20 R\$. Ainsi, nous avons choisi d'effectuer la recherche suivante sur Google Images : mpl 20 de junho 2013. Comme les autres enquêtes, celle-ci a été réalisée à Turin le 6 avril 2020. Notre analyse, une fois encore, cherche à comprendre comment le discours urbain présent dans la charte de la MPL prend forme lorsque le mouvement occupe les rues de la ville.

Il convient de mentionner que si cette recherche est effectuée aujourd'hui, les résultats peuvent être différents de ceux présentés ici. En effet, ils varient en fonction de la localisation et de l'historique de recherche des personnes qui effectuent la recherche. Pourtant, pour les objectifs que nous souhaitons ici, les résultats de l'analyse seraient les mêmes, puisque nous n'analysons pas la composition des images, mais ce qu'elles nous disent du discours urbain.

Avant d'apporter notre coupe, il convient de récapituler les caractéristiques du discours urbain présentes dans la charte du Movimento Passe Livre. La première concerne la quantité. Pour Orlandi (2004), la ville est structurée par la quantité (de gens, de logements, de rues, etc.). Ainsi, évoquer la quantité dans sa charte apporte une dimension du réel de la ville dans les écrits. Un autre point important est la tentative de changer l'ordre de l'État. En revendiquant un droit qui modifierait l'exclusion des sujets dans la ville, la MPL met en échec non pas l'organisation, mais l'ordre de ces espaces. Enfin, la non-existence de la hiérarchie, bien que difficile à mettre en pratique, amène le mouvement, une fois de plus, à repenser la place des sujets et à remettre entre leurs mains les décisions concernant l'organisation de la ville.



Manifestações de Junho de 2013 completam cin...
revista.globo.com



Com disputa entre manifestantes, São Paulo leva 1...
ultimosgundo.ig.com.br



Em ato com 110 mil pessoas em SP, manifestantes gi...
noticias.uol.com.br



FOTOS: SP tem 7º dia de protestos - fotos em São P...
g1.globo.com



EBC | Manifestação em Sã...
ebc.com.br



20Jun2013 - internet-a-lar-collet-en/vou-fotos-ria...
saopaulo.mpl.org.br



Em ato com 110 mil pessoas em SP, manifest...
noticias.uol.com.br



Siga em tempo real a manifestação na região d...
ultimosgundo.ig.com.br



G1 São Paulo - Protestos « 2013 « junho
g1.globo.com



Movimento Passe Livre protesta na Av. Pauli...
exame.abril.com.br



G1 São Paulo - Protestos « 2013 » ...
g1.globo.com



Rolo compressor
plau.folha.uol.com.br



MPL marca 1º protesto contra aumento na tar...
variobus.com.br



Marchas se multiplicam por São Paulo pelo ...
redbrasistatual.com.br



Número de manifestan...
noticias.7.com



Siga em tempo real a manifestação na re...
ultimosgundo.ig.com.br

Fig. 7 : Manifestation MPL 20 juin 2013 (source : Google Images)

Tout comme dans la recherche effectuée pour la coupe MBL, seules des images de l'avenue Paulista sont apparues, la recherche de photographies du 20 juin 2013 montre également des résultats provenant de cet endroit, bien que des manifestations aient eu lieu dans tout le Brésil. Sans aucun doute, c'était la ville avec le plus d'adhésion. Mais, avec ces résultats, on se rend compte qu'il y a un certain effacement de la dimension nationale de ce qu'ont été les manifestations de juin. C'est une façon de plus de comprendre comment les formations algorithmiques sont capables de créer un autre objet imaginaire qui va passer par les mécanismes d'anticipation des formations imaginaires.

A propos de l'occupation de l'Avenida Paulista, il faut d'abord se rappeler que cela ne s'est pas passé de la même manière en 2013 et en 2016. Si en 2016, il n'y a pas eu de confrontation d'aucune sorte et les forces de répression de l'État ont seulement accompagné les manifestants. En 2013, il y a eu l'utilisation de spray au poivre, de bombes à effet moral et de balles en caoutchouc (G1, 2013). Si d'un côté la police affirme que l'émeute a été déclenchée par les manifestants, de l'autre, ceux qui ont protesté garantissent que tout a commencé après l'arrivée de la police. Le fait de permettre à un mouvement social qui appelle à changer l'ordre dans lequel l'État est organisé d'occuper le centre financier de la plus grande ville du Brésil est très représentatif de la puissance du mouvement et, de ce fait, l'État utilise toute sa violence pour contenir l'arrivée du groupe sur l'avenue en question.

Nous utilisons ici le verbe "arriver" car les actes partaient de différents points de la ville et marchaient jusqu'à l'avenue Paulista, le point à occuper et à conquérir. En ce sens, nous voyons que la MPL diffère de la manière dont la MBL occupe la ville. En parcourant le parcours qui mène à l'avenue Paulista, les sujets qui se manifestent commencent à ressentir la ville d'une manière différente. Non plus comme un lieu de passage entre leur domicile et leur travail, mais comme un lieu occupé par d'autres sujets, divers, avec des problèmes et,

dans certains cas, certaines facilités. De plus, en marchant dans les rues, il y a la possibilité que davantage de personnes rejoignent la marche.

En tenant compte de la question de la quantité posée par le mouvement dans sa charte, rendre le mouvement aussi pluriel que possible, en ajoutant des sujets de différents endroits, est l'une des matérialités du discours urbain. La quantité étant un élément constitutif des villes, il est essentiel que de nombreuses personnes participent aux actes.

Mais la quantité, ici, contrairement à ce qu'elle signifie pour la MBL, ne signifie pas homogénéiser le mouvement. Par conséquent, il n'y a pas de code vestimentaire spécifique pour que les sujets soient considérés comme faisant partie de la MPL ou de la manifestation. Si la ville est diverse, hétérogène, et que ce sont les sujets qui occupent cet espace qui doivent choisir son fonctionnement, il est nécessaire que chacun de ces sujets conserve son individualité. Il est donc essentiel de porter des vêtements de tous les jours pour exposer cette diversité. Différents drapeaux, affiches et slogans font également partie de ces manifestations.

Avec ces éléments apportés jusqu'ici, il est possible de comprendre comment la quantité est une partie importante de la manière dont le MPL a occupé les rues en 2013. C'est à partir d'elle, la quantité, que se déploient le reste des caractéristiques du discours urbain qui étaient présentes dans la charte du mouvement. En d'autres termes, il ne serait pas possible de soutenir la revendication d'une ville conçue par des sujets de la ville si la MPL n'était pas un mouvement de masse, même si c'était pour une courte période en 2013.

Plus que la quantité, l'hétérogénéité de ceux qui ont défilé aux côtés du mouvement en juin sert également à contester l'ordre de la ville à l'époque, donnant une légitimité au groupe.

En continuant l'analyse, sur le changement de l'ordre de l'État, qui est signifié par le manque (Orlandi, 2004), ce sont les gens qui marchent, sur le chemin de l'avenue Paulista, où les voitures devraient passer, qui montrent le besoin de changement. Autrement dit, si l'État n'a pas le temps de fournir des transports publics dans de bonnes conditions et à un prix abordable, occuper la place des voitures privées revient à montrer que ce manque existe.

Bien que la circulation puisse être considérée comme faisant partie de l'organisation de la ville, en arrêtant le trafic et en cédant la place à ceux qui

utilisent les transports publics, le MPL perturbe en grande partie l'organisation, mais affecte indirectement l'ordre de la ville. Cette affirmation est possible dès lors que, ce faisant, le groupe parvient à mettre en évidence les exclus des centres urbains et urbanisés. Dans ce but, Movimento Passe Livre inverse l'ordre de l'exclusion et occupe un espace d'absence laissé par l'État. Si les transports publics font défaut, les sujets se promènent dans la ville, occupant la place qui était organisée pour être occupée par les voitures et montrent ainsi que le manque existe et doit être changé.

Les formations algorithmiques entrent dans ce jeu en livrant aux sujets, par le biais du numérique, les demandes du MPL, les dates et heures des manifestations et les impressions des autres sujets sur ce qui se passe. Nous ne voulons pas dire par là que sans le numérique, les manifestations n'auraient pas eu lieu. Et notre objectif n'est pas d'essayer de trouver une réponse à la question de savoir pourquoi ces manifestations ont eu lieu de cette manière. Notre question est la suivante : " comment le discours urbain circule-t-il à travers le numérique et comment cette circulation détermine-t-elle la manière dont le MPL a occupé les rues en 2013 ? ". En ce sens, faire abstraction des réseaux sociaux et de la manière dont les discours du mouvement circulent dans cet espace, et dont ils croisent les points de vue des sujets sur un certain événement à travers des formations algorithmiques, c'est laisser de côté une partie importante des conditions de production qui ont conduit aux actes de juin 2013.

6.2.4 Les manifestations du CLTC

En ce qui concerne le Collectif Lyonnais pour la gratuité du transport en commun, nous avons une situation très différente de celle que l'on trouve dans les autres mouvements analysés jusqu'à présent. En effet, la CLTC, comme on peut le constater lors de recherches sur Google et sur la page Facebook du mouvement, n'a jamais organisé de manifestation pour faire valoir ses revendications. Cela ne signifie pas pour autant que les participants au mouvement n'ont pas occupé les rues dans d'autres situations. Comme lors des actes contre la réforme de la protection sociale française en décembre 2019.

Pour comprendre comment, contrairement aux autres cas analysés dans ce document, le collectif en question n'est pas descendu dans la rue de manière

indépendante pour exiger la satisfaction de sa demande, il faut revenir aux conditions de production dans lesquelles une telle revendication se produit. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, depuis le début des années 1970, la France compte des villes qui adhèrent à la gratuité des transports publics. En d'autres termes, rien de ce que demande le CLTC n'est nouveau ou ne se heurte à une opposition comme le MPL au Brésil.

Dans le cas du Brésil, les principaux arguments tournent autour de la taille de l'État, c'est-à-dire qu'il s'agirait d'une dépense de plus à supporter par l'ensemble de la société sans que chacun en bénéficie, comme dans le cas des programmes de distribution des revenus. Pour les Français, les discussions portent sur la manière de payer ce coût, sur les avantages qu'un tel programme offre à la société et à l'environnement, et sur la question de savoir s'il ne s'agit pas simplement d'une action visant à obtenir des voix lors des élections sans se soucier des impacts financiers que la gratuité peut apporter au budget public.

Il ne s'agit donc pas exclusivement d'obtenir un grand nombre de partisans, même si cela peut aider à faire pression pour l'adoption de la gratuité des transports. Mais de convaincre les dirigeants politiques qu'il s'agit d'un projet économiquement viable et qu'il apportera des avantages sociaux et environnementaux à l'ensemble de la communauté. Preuve en est que sur la page Facebook du mouvement, on trouve constamment des invitations à des assemblées de discussion sur les impacts financiers et écologiques de la gratuité des transports publics.

Compte tenu de ces conditions de production, nous avons cherché au moins une image mettant en scène des membres du CLTC participant à une manifestation quelconque, afin de pouvoir analyser comment ce mouvement occupe la rue pendant les actes.

En l'absence de date précise de mobilisation du collectif, les recherches d'images sur Google n'ont pas donné de résultats montrant le groupe occupant les rues de la ville. Une fois de plus, nous nous sommes tournés vers le Facebook de la CLTC et nous y avons trouvé une photo postée le 19 décembre 2019, avec les légendes suivantes :

Le collectif lyonnais pour la gratuité des transports en commun était
aux différentes manifestations contre le projet de réforme des

retraites : non à la casse sociale ! Notre proposition doit s'inscrire dans un programme plus global, social, démocratique et écologique, visant une véritable égalité des droits et des chances. Bien sûr la gratuité des transports en commun doit être financé. Comme pour d'autres services publics (Ecole, Hôpital), ce financement doit provenir des cotisations et impôts, les formes de redistribution les plus justes socialement. (Facebook)

Ce message reprend ce que nous avons déjà compris lorsque nous avons analysé les marques du discours urbain dans la charte du mouvement. Rappelons que le CLTC a proposé une rupture avec l'organisation de la ville en exigeant la gratuité des transports publics. Ce faisant, elle s'est placée en faveur des utilisateurs. Cette demande interfère directement avec l'ordre de la ville, puisque permettre la circulation des sujets de manière illimitée revient à attaquer le pouvoir établi et à réorganiser les priorités en fonction des besoins de ceux qui devraient en fait occuper ces espaces. Cela dit, l'image que nous avons trouvée suit ci-dessous.



Fig. 8 : Manifestation CLTC 19 décembre 2019 (source : Facebook)

Comme le MPL, le Collectif Lyonnais pour la gratuité du transport en commun ne porte pas d'uniformes ou d'autres vêtements permettant de distinguer ses membres des autres manifestants. Cependant, comme tous les autres mouvements, ils portent une bannière. Sur celle-ci, on remarque qu'en plus des slogans vantant la gratuité des transports, on trouve le nom du mouvement et une adresse électronique.

A propos de la non-uniformité, les effets de sens sont les mêmes que ceux que l'on peut avoir en regardant les démonstrations de la MPL. En d'autres termes, comme les demandes visent à atteindre l'ensemble de la population, il n'est pas nécessaire de les distinguer des autres. Il n'y a pas de groupe contre lequel se battre. Au contraire. Ce qui est visé, c'est une prestation qui couvrira tout le monde, sans aucune restriction. Bien que, comme nous l'avons vu dans le message, il y aura un groupe qui verra ses impôts augmenter pour payer la gratuité des transports, ce même groupe aura le droit d'utiliser les transports publics s'il le souhaite.

En choisissant de descendre la rue avec leur banderole au lieu de simplement l'accrocher à un point de passage de la manifestation contre la réforme des retraites, le groupe occupe l'espace destiné aux voitures, aux véhicules de transport individuel. Ce geste souligne la nécessité pour l'ensemble de la population de pouvoir circuler dans la ville. Bien que le fait d'interférer dans le trafic affecte plus directement l'organisation de la ville, circuler à pied sur une route conçue pour les voitures dénonce l'exclusion de ceux qui ne peuvent pas circuler dans tous les espaces parce qu'ils ne peuvent pas payer le transport. Ainsi, les membres du mouvement font en sorte que les conducteurs ressentent les mêmes restrictions que les personnes sans transport.

D'ailleurs, nous avons avec ce geste (marcher dans la ville) la dénonciation que bien que son organisation fonctionne bien, c'est-à-dire qu'il est possible d'aller partout à pied si les routes sont interrompues pour les véhicules individuels, il y a quelque chose dans son ordre qui ne correspond pas à sa réalité. Puisqu'il faut une rupture avec l'organisation pour que cette mobilité soit possible.

En traitant la bannière qui apporte le nom du mouvement et l'adresse e-mail, nous reprenons les conditions de production du mouvement et la nécessité pour plus de gens d'être au courant de son existence et d'être informé sur les

possibilités de la mise en œuvre du transport gratuit dans la ville. Cela nous amène à la question de la circulation par le numérique. Il n'y a pas dans la bannière d'invitation à une conversation avec les participants du mouvement ou même à la distribution de pamphlets. Il existe une adresse électronique à laquelle les habitants de la ville peuvent envoyer des messages avec leurs questions et le nom du mouvement qui peut être recherché dans un réseau social ou sur Google.

Les effets de sens possibles de ces écrits nous amènent à réfléchir à la traversée du numérique même s'il s'agit d'une piste " réelle " et non virtuelle. Nous avons ici le fonctionnement numérique même s'il n'est apparemment pas présent. En effet, c'est là que se trouvent les réponses aux éventuels doutes ou suggestions que le sujet urbain peut avoir. Cela nous amène à nous interroger sur la portée réelle d'une page comme celle de la CLTC sur Facebook. S'il s'agit d'un intérêt général des sujets lyonnais et qu'il est pourtant nécessaire de faire une sensibilisation dans la rue, quels sont les critères que le réseau social utilise pour décider qui verra les pages ou non ? Quels objets imaginaires sont créés par les mécanismes d'anticipation traversés par les formations algorithmiques ?

UN GESTE DE CONCLUSION

Le croisement entre le numérique et les sujets produit des effets indéniables à la fois dans le premier comme le second. Cela est dû au fait que le processus de retour d'information qui code affecte également les sujets, les processus discursifs et les modes de communication. les modes de signification. En d'autres termes, nous sommes confrontés à une matérialité, le numérique, qui nous oblige à repenser les notions fondamentales de l'analyse du discours, car les formations discursives les formations discursives, les formations imaginaires, l'interdiscours et la notion même de sujet.

Après tout, comme nous le dit Dias (2018), nous sommes confrontés à une nouvelle forme de sujet : la personne concernée par les données. Il est le résultat de ce processus que nous avons décrit dans la thèse, où le numérique traverse toutes les instances De l'État à l'économie, en passant par les rapports de classe, et même les rapports discursifs et de signification, rien n'est à l'abri du numérique. Son mode de fonctionnement affecte, comme le dit Henry (1986), la façon dont nous pensons et interprétons le monde. Si au Moyen Âge, en Europe occidentale, la religion servait à expliquer et à interpréter le monde, la volonté de Dieu étant le moyen d'interpréter la réalité, et si, pendant la révolution industrielle, la logique de fonctionnement du monde occidental est passée par d'autres processus de signification, avec le numérique, nous avons une nouvelle façon de donner un sens aux événements.

Par conséquent, ce que nous avons proposé dans ces lignes n'est pas d'expliquer le pourquoi, la raison, pour laquelle les mouvements ont occupé les villes et se sont mobilisés. Notre question est de savoir comment c'est arrivé. Quels processus pouvons-nous décrire en utilisant le discours comme ligne directrice ? Comment le numérique traverse-t-il la signification des villes et des sujets urbains ? Comment pouvons-nous décrire ce processus ?

En ce sens, nous avons commencé par les conditions de production. Nous avons abordé des questions telles que l'historicité et la réalité de l'histoire et nous avons vu que la contradiction joue également un rôle central lorsque nous parlons du processus historique. Croire qu'un mouvement a surgi spontanément

et a occupé les rues de manière organique, sans aucune forme d'organisation, de financement ou simplement imprégné d'un sentiment altruiste qui fait fi des intérêts de classe et se concentre uniquement sur l'intérêt commun du pays, relève de la naïveté ou du manque de rigueur théorique dans les analyses.

Par conséquent, penser les conditions de production dans lesquelles circulent les discours est essentiel pour ne pas se laisser emporter uniquement par la structure de la langue, en croyant que c'est la seule variable à laquelle nous devons prêter attention. Si la langue est structure, elle est aussi événement, comme l'explique Pêcheux (2012). Il est donc nécessaire de tenir compte de ces deux aspects lors des analyses. Et c'est la voie que nous avons choisie.

Ainsi, comprendre quels discours traversent les tableaux des quatre mouvements analysés s'est avéré aussi important que les autres descriptions qui composent cette thèse. Comprendre les effets de sens que les catégories discursives telles que le discours didactique et le discours législatif dans les documents analysés nous amène à nous interroger sur la signification de ces mêmes documents pour les sujets. Après tout, la structure fait aussi travailler la mémoire. Par conséquent, le fait de formuler d'une certaine manière, et pas d'une autre, donne à ces discours une signification différente.

Cependant, comme nous traitons de la circulation par le biais du numérique, nous ne devons pas sous-estimer ses effets sur le processus discursif. En ce sens, l'élaboration de la notion de formation algorithmique nous fournit quelques pistes pour poursuivre l'analyse. Cela se produit parce que, nous cherchons, dans le parcours théorique, à démontrer que, malgré la signification du numérique, et spécifiquement de l'algorithme, comme extérieur à l'idéologie et à l'exemption, son historicité ne permet pas une telle conclusion.

Il y a dans les algorithmes, un croisement idéologique qui détermine son fonctionnement. Le choix de compter les likes et d'indiquer ainsi qu'un post particulier doit circuler plus que les autres est sans doute une question d'idéologie. Il existe de nombreuses autres façons d'établir ces déterminations. Des critères de pertinence qui pourraient apprécier d'autres facteurs, tels que la pertinence publique et collective de ce qui est posté. Cependant, étant donné les conditions de production du numérique au sein du système capitaliste, il n'est pas étrange que ce choix ait été fait.

Penser que les publications d'un mouvement comme le MPL ont atteint une large diffusion par voie numérique sans tenir compte des possibilités que les classes dirigeantes brésiliennes voyaient de renverser le gouvernement qui était au pouvoir à ce moment-là, c'est croire qu'il n'y a pas de détermination dans la diffusion et que les critères choisis sont en fait extérieurs à l'idéologie. Ce qui, selon la théorie de l'analyse du discours, serait de l'ordre de l'impossible.

Par conséquent, lorsque nous avons choisi d'analyser les images des mouvements sociaux occupant la ville, nous pensons qu'il était possible de comprendre comment le discours urbain traversait également ces manifestations. Ainsi, il a été possible de comprendre que les questions de maintien ou de confrontation à l'ordre et à l'organisation de l'espace urbain sont également présentes dans les actes de la rue. Pour nous, l'utilisation d'un "uniforme" est la principale façon de le signifier. Après tout, être capable d'identifier de loin qui fait ou ne fait pas partie d'un mouvement social est essentiel lorsque l'un des objectifs du mouvement est de maintenir l'ordre de la ville. Un ordre qui exclut, ségrège et divise l'espace urbain entre ceux qui peuvent ou ne peuvent pas y aller.

En revanche, ceux qui cherchent à affronter cet ordre et à établir une nouvelle organisation, où la circulation est libre et sans restriction, financée par les classes dominantes, cela n'aurait aucun sens de porter des T-shirts ou des gilets qui les identifient. Si la construction est proposée comme collective, se différencier des autres serait trop contradictoire.

Une fois ces analyses effectuées, la question se poserait alors : et comment le numérique, et notamment les formations algorithmiques, s'inscrivent dans ces analyses ? Si les déclarations et les théorisations faites jusqu'à présent sur la matérialité numérique sont exactes, nous pourrions dire que tout ce qui s'est passé dans les événements analysés a été traversé par le numérique.

Et, à ce stade, il est important de rappeler que cette thèse ne propose pas d'argumenter que toutes ces manifestations se sont produites uniquement parce que le numérique existe. Il est impossible de le contester, car spéculer sur ce point reviendrait à ignorer les conditions de production dans lesquelles nous vivons. Ce que nous avons fait dans les chapitres précédents, c'est de montrer comment le numérique fonctionne et comment, compte tenu des conditions de production présentées, certains effets de sens sont possibles, et d'autres non.

En disant cela, nous renforçons notre position selon laquelle il n'appartient pas à l'analyse du discours de comprendre le pourquoi des événements. Sa théorie est capable d'expliquer comment les processus se sont produits. En d'autres termes, notre thèse ne se prête pas à dire que le Movimento Passe Livre, le Movimento Brasil Livre, les Gilets jaunes et le Collectif Lyonnais pour la gratuité du transport en commun n'ont existé que parce que le numérique existe aussi. Notre rôle est, en revanche, de décrire que, traversé par le numérique, dont le fonctionnement se déroule comme expliqué dans cette thèse, c'est ainsi que ces mouvements ont occupé les villes et, selon notre analyse, ce sont les effets de sens possibles pour la ville, les sujets et les mouvements sociaux.

Il n'y a donc pas, de notre part, l'ambition de nous poser comme seule réponse aux questions soulevées tout au long du texte. D'autres effets de sens sont possibles si d'autres questions sont posées au corpus analysé ici. Cependant, avant la question posée, les notions mobilisées et le corpus collecté, nous pouvions comprendre qu'en fait, nous avons dans le numérique une matérialité qui s'impose par la circulation. Et que pour mieux comprendre comment cette circulation affecte les sujets, la notion de formation algorithmique peut indiquer une voie analytique qui aide à expliquer l'inscription des discours dans l'interdiscours et l'interpellation de l'individu dans les données sujet.

Ainsi, nous espérons que ces écrits pourront aider à la compréhension des disputes de sens par le numérique. Bien que nous sachions que ce n'est pas la fin de la discussion sur les thèmes traités ici, nous pensons qu'il s'agit d'un pas de plus sur le chemin de la mise à jour constante que la théorie de l'Analyse du Discours permet et exige de ceux qui se proposent de travailler avec elle.

BIBLIOGRAPHIE

Auroux, S. (1998). *A filosofia da linguagem*. Campinas: Editora da Unicamp.

Barbosa, A. (2020). *No curso do silêncio, do espaço e do tempo : status significativa*. Campinas : Unicamp. URL : <http://repositorio.unicamp.br/handle/REPOSIP/355020>

Barbrook, R. (2009). *Futuros Imaginários: das máquinas pensantes à aldeia global*. São Paulo: Peirópolis.

Bolly, C., et Degand, L. (2012). “Passer du perçu à l’inaperçu: Quelle grammaticalisation pour vu que?” In *Le verbe en verve. Réflexions sur la syntaxe et la sémantique verbales*, 611–634.

Brasquet-Loubeyre, M. (1994). Marques de didacticité dans des discours de vulgarisation scientifique à la radio, *Les Carnets du Cediscor*, (2), 1994. URL : <http://journals.openedition.org/cediscor/585>

Burger, M. (2002). *Les manifestes : paroles de combat. De Marx à Breton*. Lausanne & Paris : Delachaux & Niestlé.

Charaudeau, P. (2005). *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris : Vuibert.

Charaudeau, P. (2016) Du discours politique au discours populiste. Le populisme est-il de droite ou de gauche ? In : Corcuera, F. et alii (org.). *Les discours politiques. Regards croisés*. Paris : L’Harmattan, 32-43.

Costa, G. C. (2014). *Uma imagem e suas discursividades: memória, sujeito e interpretação*. Revista Línguas e Instrumentos Linguísticos, 101 - 113. URL: <http://www.revistalinguas.com/edicao34/artigo6.pdf>.

Courtine, J. (2016). Definição de orientações teóricas e construção de procedimentos em Análise do Discurso. *Policromias - Revista de Estudos do Discurso, Imagem e Som*, 1(1). URL : <https://revistas.ufrj.br/index.php/policromias/article/view/4090/3058>

Cussó, R. et Gobin, C. (2008). Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ?, *Mots. Les langages du politique*, (88) 2008. URL : <http://journals.openedition.org/mots/14203>.

Danblon, E. (2010). À quelles conditions une charte est-elle efficace ?, *Argumentation et Analyse du Discours*, (4). URL : <http://journals.openedition.org/aad/769> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aad.769>

Dias, C. P. (2011). O discurso sobre a língua na materialidade digital. *Interfaces, Guarapuava*, v. 2, n. 1. URL: https://revistas.unicentro.br/index.php/revista_interfaces/index.

Dias, C. (2016) A materialidade digital da mobilidade urbana: espaço, tecnologia e discurso. *Revista Línguas e Instrumentos Linguísticos*. n. 37, 157-175.

Dias, C. P. (2018). *Análise do discurso digital: sujeito, espaço, memória e arquivo*. Campinas: Pontes Editores.

Domingos, P. (2017) *O algoritmo mestre*. São Paulo: Novatec Editora.

Dowek, G. (2011). *Proofs and Algorithms : An Introduction to Logic and Computability*. London : Springer-Verlag.

Ferragut, G. (2018). *Sentidos em circulação pelo digital: Justiça e Polícia e seus efeitos na sociedade*. Dissertação. Mestrado em Divulgação Científica e Cultural. Campinas: Universidade Estadual de Campinas.

Ferreira, A. B. de H. (1993). *Minidicionário da língua portuguesa*. Rio de Janeiro: Nova Fronteira.

Golley, F. B. (1993) *A history of the ecosystem concept in ecology. More than the sum of parts*. New Haven/London. Yale University Press.

Griffith, J. J. (2008). *A disciplina do pensamento sistêmico*. Viçosa, MG: Universidade Federal de Viçosa, Departamento de Engenharia Florestal. URL : http://www.sifloresta.ufv.br/bitstream/handle/123456789/10754/Texto_Griffith_A-

[Disciplinado-Pensamento-Sistêmico.pdf?sequence=1&isAllowed=y](http://www.sifloresta.ufv.br/bitstream/handle/123456789/10754/Texto_Griffith_A-Disciplinado-Pensamento-Sistêmico.pdf?sequence=1&isAllowed=y).

Guilbert, T., Lebaron, F. & Peñafiel, R. (2019). Introduction. Discours austéritaires et discours néolibéral. *Langage et société*, 166, 9-29. URL : <https://doi.org/10.3917/ls.166.0009>

Haroche, C. ; Henry, P. ; Pêcheux, M. (1971). La sémantique et la coupure saussurienne : langue, langage, discours, *Langages*, (24), 93-106.

Henry, P. (1986). On ne remplace pas le cerveau par une machine: un débat mal engagé, in *Intelligence des mécanismes, mécanismes de l'intelligence*. Paris: Fayard.

Jonge, E. et Nicolas, L. (2009). Limites et ambiguïtés rhétoriques du discours pamphlétaire. Vers l'abandon d'une pratique sociale ?, *Mots. Les langages du politique*, (91). URL : <http://journals.openedition.org/mots/19205>.

Khodabocus, N. (2014). L'infinif : quelle catégorie? In *Procédés du IVème Congrès Mondial de Linguistique Française – CMLF 2014*. Berlin : 2249-2263.

Loveluck, B. (2018). *Redes, liberdades e controles*. Petrópolis : Editora Vozes.

Maingueneau, D. (2002). Les rapports des organisations internationales : un discours constituant ? G. Rist (dir.) : *Les mots du pouvoir* ; Paris : PUF, p. 125.

Maingueneau, D. (2006). Quelques implications d'une démarche d'analyse du discours littéraire, *COntEXTES*, (1). URL : <http://journals.openedition.org/contextes/93>.

Maingueneau, D. (2007). Genres de discours et modes de généricité. *Le français aujourd'hui*, (159), 29-35. URL : <https://www.cairn.info/revue-le-francais-aujourd-hui-2007-4-page-29.htm>

Maingueneau, D. (2012). Un réseau de concepts. Entretien avec Dominique Maingueneau au sujet de l'analyse du discours littéraire, *Interférences littéraires/Littéraires interférentes*, (8), 203-221.

Maingueneau, D. et Cossutta, F. (1995). L'analyse des discours constituants. *Langages*, (117), 112-125. URL : https://www.persee.fr/doc/lgge_0458-726x_1995_num_29_117_1709

Mariani, B. (1999). Pontuando sentidos em trânsito. *Escritos – Labeurb/Unicamp*, n. 1, p. 17-23. URL: <https://www.labeurb.unicamp.br/portal/pages/pdf/escritos/Escritos1.pdf>

Matoso, R. (2015). *Redes, cibernética e neuropoder: breve estudo do contexto cibernético actual*. Lisboa. URL : https://www.academia.edu/11837553/Redes_Cibern%C3%A9tica_e_Neuropoder_-

_breve_estudo_do_contexto_cibern%C3%A9tico_atual.

Melançon, J. (1981). Le discours didactique littéraire, *Études littéraires*, 14(3), 373–385. URL : <https://doi.org/10.7202/500551ar>

Modeste, S. (2012) *Enseigner l’algorithme pour quoi ? Quelles nouvelles questions pour les mathématiques ? Quels apports pour l’apprentissage de la preuve ?* Ph.D. thesis, Université de Grenoble.

Moirand, S. (2007). *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*. Paris: PUF.

Moirand, S. (1993). Autour de la notion de didacticité, *Les Carnets du Cediscor*, (1). URL : <http://journals.openedition.org/cediscor/600>.

Née, E. ; Sitri, F. et Veniard, M. (2016). Les routines, une catégorie pour l’analyse de discours : le cas des rapports éducatifs, *Lidil*, (53). URL : <http://journals.openedition.org/lidil/3939>.

Orkibi, E. (2008). Ethos collectif et Rhétorique de polarisation : le discours des étudiants en France pendant la guerre d’Algérie, *Argumentation et Analyse du Discours*, (1). URL : <http://journals.openedition.org/aad/438>.

Orlandi, E. P. (1993) *Discurso fundador*. Campinas : Pontes Editores

Orlandi, E. P. (1996) *Discurso e leitura*. Campinas: Editora da UNICAMP

Orlandi, E. P. (1998). Discurso e argumentação: um Observatório do Político. *Fórum Lingüístico*, Florianópolis, n. 1, 73-81.

Orlandi, E. P. (1999a) “Do sujeito na história e no simbólico”. In: *Escritos* (4): 17-27. Campinas – SP : LABEURB.

Orlandi, E. P. (1999), “N/O limiar da cidade”, *Rua: Revista do Núcleo de Desenvolvimento da Criatividade*, Unicamp, Edição Especial.

Orlandi, E. P. (2004). *Cidade dos sentidos*. Campinas : Pontes Editores.

Orlandi, E. P. (2011) A Casa e a Rua: uma relação política e social. In: *Educação e Realidade*. Porto Alegre.

Orlandi, E. P. (2012a). *Discurso e texto : formulação e circulação dos sentidos*. Campinas : Pontes Editores.

Orlandi, E. P. (2012). *Interpretação: autoria, leitura e efeitos do trabalho simbólico*. Campinas : Pontes Editores.

Orlandi, E. P. (2013). A materialidade do gesto de interpretação e o discurso eletrônico. In: Dias, C. *Formas de mobilidade no espaço e-urbano: sentido e materialidade digital*. Série e-urbano. Vol. 2. URL: <http://www.labeurb.unicamp.br/livroEurbano/>

Orlandi, E. P. (2016). *Discurso em análise : sujeito, sentido, ideologia*. Campinas : Pontes Editores.

Orlandi, E. P. (2019). Ocupar ou construir espaços? Uma Ética Cívica do Social. *TRAÇOS DE LINGUAGEM - REVISTA DE ESTUDOS LINGUÍSTICOS*, 3(1). URL : <https://doi.org/10.30681/2594.9063.2019v3n1id4123>

Pariser, E. (2012) *O filtro invisível: o que a internet está escondendo de você*. Rio de Janeiro: Kahar.

Pêcheux, M. (2014). Análise automática do discurso (AAD-69). In F. Gadet, T. Hak (éds.), *Por uma análise automática do discurso*, 59-158. Campinas : Editora Unicamp.

Pêcheux, M. (2014a). *Semântica e discurso: Uma crítica à afirmação do óbvio*. Campinas: Editora Unicamp.

Raus, R. (2015). Types de contre-discours et remaniements « codiscursifs » : l'inscription du dit d'ATTAC et du LEF dans les rapports du Parlement européen sur les femmes (2004-2012), *Semen*, (39). URL : <http://journals.openedition.org/semen/10488>.

Raus, R. (2017). *Le français pour les étudiants de sciences politiques*. Napoli : Simone S.p.A.

Robin, R. (2016). *A memória saturada*. Campinas : Editora Unicamp.

Safatle, V. (2018). *Introdução a Jacques Lacan*. Belo Horizonte: Autêntica Editora.

Sirghi Luchian, A. (2011). Le discours politique et la langue de bois. *ANADISS*. 12, 181-200. URL : <https://www.cceol.com/search/article-detail?id=616521>

Spilk, F. R. et Naime, R. (2012) *O padrão da (des)ordem da natureza*. Novo Hamburgo: Universidade Feevale. URL : https://www.researchgate.net/publication/299397506_O_padrao_da_desordem_da_natureza.

Turner, F. (2006) *From Counterculture to Cyberculture*. Chicago e Londres: The University of Chicago Press.

Viglio, J. E. et Ferreira, L. da C. (2013). O conceito de ecossistema, a ideia de equilíbrio e o movimento ambientalista. *Caderno eletrônico de Ciências Sociais*. Vitória, v.1, n.1, p. 1-17. URL : <http://periodicos.ufes.br/cadecs/article/view/5965>.

Wagner, A. (1999). La Validité de la Normalisation Législative Anglaise. *International Journal for the Semiotics of Law*, (12), 3–26. URL : <https://doi.org/10.1023/A:1008949309822>

Wolton, D. (1995). Les contradictions de la communication politique. *Hermès, la revue*. 17-18 : 107-124. URL : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1995-3-page-107.htm>

Wróblewski, Jerzy. (1988). Les langages juridiques : une typologie, *Droit et Société*, (8), 15-30.